

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

Une
ville de Consulat :
Millau en Rouergue

THÈSE

POUR L'OBTENTION DU GRADE

DE

DOCTEUR EN DROIT

par

Louis BERNAD

MILLAU
IMPRIMERIE ARTIÈRES ET MAURY
18, Rue Alsace-Lorraine, 18

1938

Une ville de Consulat :

Millau en Rouergue

Une
ville de Consulat :
Millau en Rouergue

THÈSE
POUR L'OBTENTION DU GRADE
DE
DOCTEUR EN DROIT
par
Louis BERNAD

MILLAU
IMPRIMERIE ARTIÈRES ET MAURY
18, Rue Alsace-Lorraine, 18

1938

Faculté de Droit de Montpellier

MM.

MOYE, Doyen honoraire, professeur de Droit International Public.

MORIN, Doyen, professeur de Droit Civil.

BECQUÉ, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

COURTIN, professeur d'Economie Politique.

LÉGAL, professeur de Droit Criminel.

DEMONTÈS, professeur de Droit Commercial.

ANTONELLI, professeur d'Economie Politique.

DELBEZ, professeur de Droit Constitutionnel.

TISSET, professeur d'Histoire du Droit.

ELLUL, Chargé de Cours de Droit Romain.

DIJOL, Chargé de Cours de Capacité.

MORINI-COMBY, Chargé d'un Cours d'Economie Politique.

BABY, Secrétaire.

DUBOIS, Secrétaire honoraire.

JURY



TISSET, Président.

GUENOUN, professeur, Assesseur.

OURLIAC, agrégé, Assesseur.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A mon Père,

le Sergent Bernad, mort pour la France à Cerseuil (Aisne),

le 28 Mai 1918,

A ma Mère,

A tous les Miens, de parenté ou de cœur.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

Cette étude porte sur le fonctionnement des institutions consulaires dans une ville du Rouergue, de l'époque de leur apparition aux années qui précèdent les guerres de religion. C'est durant cette période que le Consulat présente un caractère qui lui est propre et cette particularité constitue, pensons-nous, l'intérêt d'un tel sujet.

Notre reconnaissance va vers tous ceux qui nous ont aidé de leur appui, vers M. le Professeur TISSET, qui nous a constamment soutenu de ses conseils attentifs, vers M. Jules ARTIÈRES, qui nous prodigua ses encouragements et nous fit bénéficier de son précieux concours.

Que tous ceux qui, à des titres divers, nous ont facilité notre tâche veuillent bien trouver ici l'expression de notre profonde gratitude.

Sources manuscrites

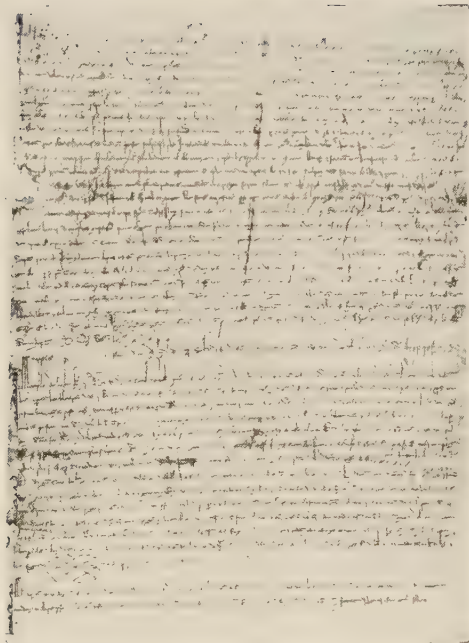
Archives Municipales de Millau. — Série AA (19 articles), Actes constitutifs et politiques. — Série BB (23 articles), Administration communale. — Série CC (874 articles), Impôts, Comptabilité. — Série DD (14 articles), Propriétés communales, Travaux Publics. — Série EE (182 articles), Affaires militaires. — Série FF (105 articles), Justice, Police. — Série GG (45 articles), Cultes, Instruction, Assistance. — Série HH (4 articles), Agriculture, Industrie, Commerce. — Série II (8 articles), Documents divers.

Le *Mémorial des Privilèges*, sorte de répertoire des Archives, figure dans l'inventaire sous la cote II 1. Il fut dressé à la suite d'une délibération communale du 4 Août 1511.

Les Livres des Comptes des Consuls boursiers sont cotés dans la série CC.

Le *Livre de l'Epervier* se trouve aux Archives Nationales⁽¹⁾ ; une copie du XVII^e siècle, celle dont s'est servi CONSTANS, se trouve aux Archives municipales de Millau, série AA, article 11.

(1) *Archives Nationales*, Lat., Nouvelles acquisitions, N° 185.



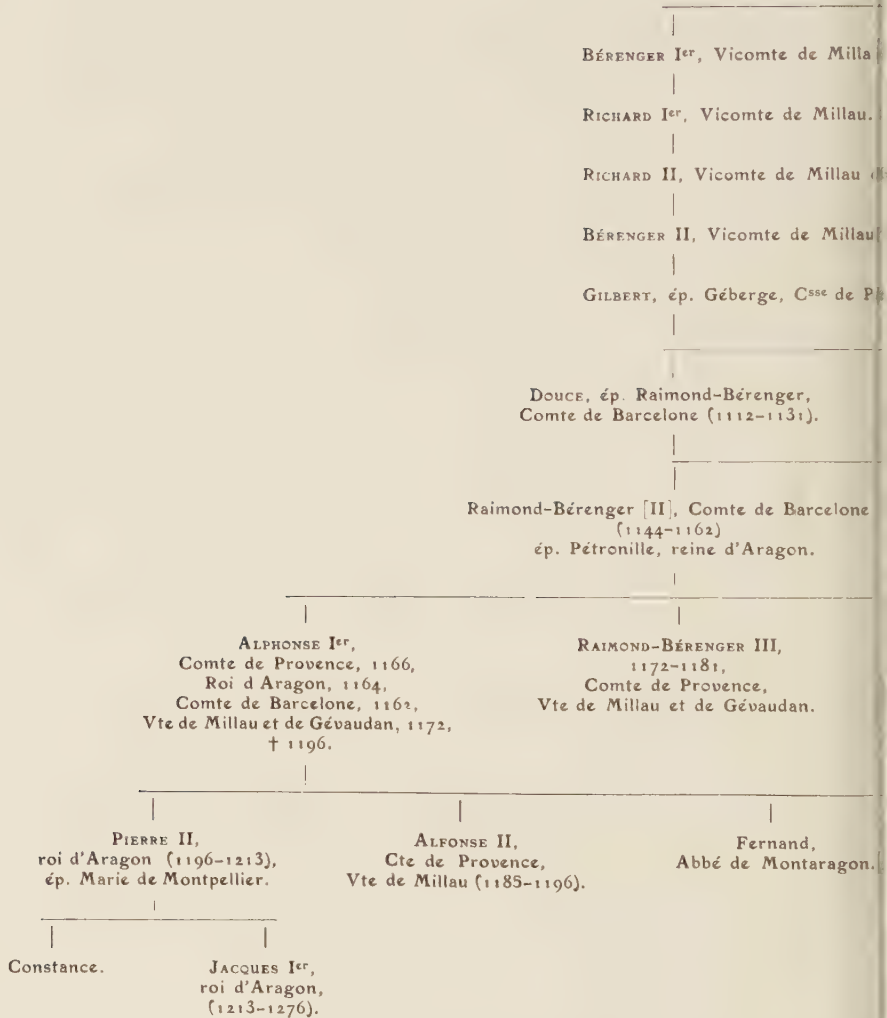
Privilèges accordés à la ville de Millau
par les princes d'Aragon, Vicomtes de Millau.
(Manuscrit du xiii^e siècle. — Archives de Millau, AA 13).



ALPHONSE I^{er}, roi d'Aragon.

VICOMTES

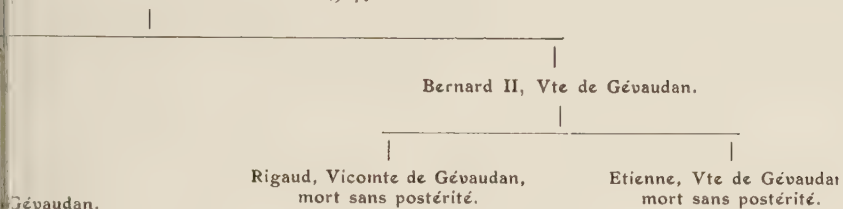
BER: 6



En 1204, Pierre II avait engagé la Vicomté de Millau à Raymond V. Jacques I^{er}, abandonna les droits qui lui restaient sur Millau au roi de France Louis

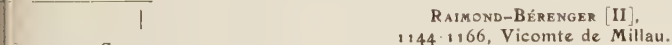
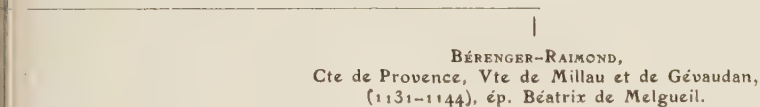
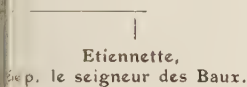
DE MILLAU

R, Vte de Millau et de Gévaudan (937).

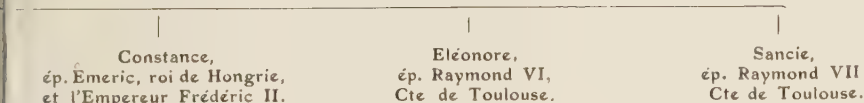
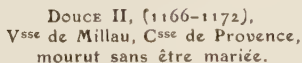


(Gévaudan,

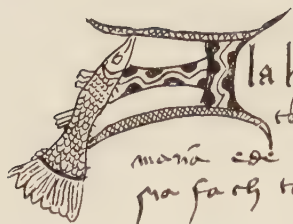
99e (1108).



SANCHE, Comte de Provence, de Millau et de Vintimille, Roussillon et de Cerdagne.



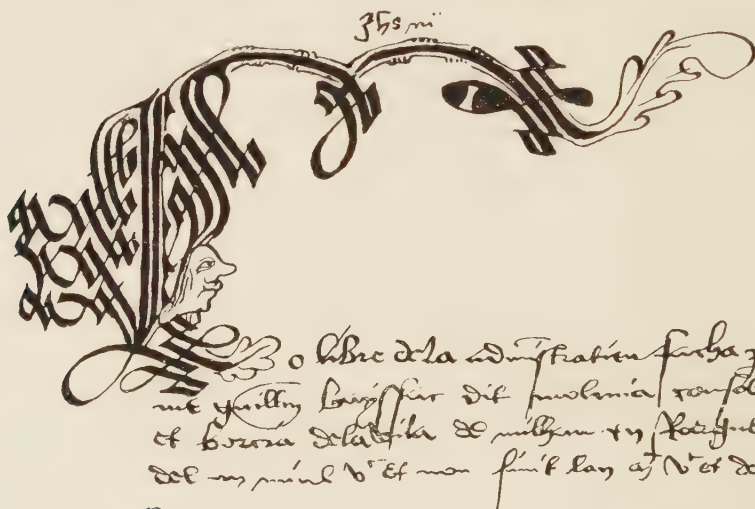
nte de Toulouse, et en 1258, à la suite du traité de Corbeil,



La honor de diu e de tota la santa
trinitat e de la beneyta vergen
maria e de tota la cort celestial de para diu
pa farh tot quat fare amen

En mial hi calim omnege aporj de may que
font lo jany de la santa trinitat beny compro
de mossio los generals da d'alora en die jon la
dicha compro amosen lo jutge de melhan que
agnos o condonar lo apitor q da van si en la
cort real de pa viala totz los cap d'ostals de
la dicha viala co aquelo agnecoy ad aligit
enomnar pieto copalos y lan piezen de q lo
dich mossio lo jutge los entibogst la hmy ha
may lentre calo volan m'aligoy y copalos
e font rohet y alio pio farha y los ditz capos
sefalo ajr roma apar y prospo pio o se pios

LIVRE DE COMPTES DE RAYMOND CHAFFARY, Consul Boursier, 1453-4



Lo libre de la duntiation farha p
me guillem baissac dit puolenia consel
et borsier de la ciutat de millan y p' d'ajut
del m' p'ual v' et non finit lan a j' d'et del

Edilment v' et non et lo tot per del puto de
fany que era duntigut de la santa trinitat
fanc farha l'elutem dels ff consels novells
de la p'udala de millan y p' d'ajut per
d'eliberation del consell d'elut de la p'udala
dels hants ff donis bonanis ff p'han

LIVRE DE COMPTES DE GUILLAUME BAISSAC, Consul Boursier, 1509-10

Sources imprimées

ARTIÈRES Jules. — *Documents inédits sur la Ville de Millau* (xv^e volume des Mémoires de la Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron).

Notice Historique sur les Libertés, Privilèges, Coutumes et Franchises de la Ville de Millau en Rouergue (xv^e volume des Mémoires de la Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron).

Les Vicomtes de Millau, Rodez, 1921.

Documents sur la Ville de Millau, Mémorial des Privilèges, Livres de Comptes des Consuls Boursiers, Délibérations Communales. Millau, 1930.

BAILLAUD et VERLAGUET. — *Coutumes et Privilèges du Rouergue*, Rodez, 1910.

DE BARRAU Hippolyte. — *Documents Historiques et Généalogiques sur les Familles et les Hommes remarquables du Rouergue* (4 volumes), Rodez, 1853.

BENOIT Fernand. — *Recueil des Actes des Comtes de Provence appartenant à la Maison de Barcelone, Alphonse II et Raymond Bérenger V* (2 volumes), Monaco-Paris, 1925.

BOSC L.-Charles-Paul. — *Mémoires pour servir à l'histoire du Rouergue*, Rodez, 1879.

CONSTANS Léopold. — *Le Livre de l'Epervier*, Cartulaire de la Commune de Millau, suivi d'autres documents relatifs au Rouergue (Publication de la Société pour l'étude des langues romanes, Montpellier, 1882).

DE VIC et VAISSETTE. — *Histoire Générale du Languedoc*, édition Privat (xv volumes), Toulouse, 1872-92.

DE GAUJAL M.-A.-F. — *Etudes Historiques sur le Rouergue* (4 volumes), Paris, 1858.

LANGLOIS C.-V. et STEIN H. — *Archives de l'Histoire de France*, Paris, 1893.

Les *Coutumes de la Ville de Millau* sont reproduites dans l'édition Constans du *Livre de l'Epervier*. Il n'est pas possible d'établir la date de leur rédaction. De Gaujal pensait qu'elles doivent être antérieures aux privilèges de 1187, mais il ne donne pas de raison valable.

Pour le texte, nous renvoyons au *Livre de l'Epervier*, édition Constans, p. 157.

Les *Criées du Consulat* se trouvent en double aux archives municipales, sous la cote FF 5. Malgré le mauvais état des parchemins, M. Artières a réussi à relever tous les articles, sauf deux. Elles sont rapportées dans ses *Documents inédits*, page 24 ; nous les reproduisons dans nos pièces justificatives. Ces documents sont, eux aussi, sans date.

Les *Ordonnances* de 1339, composées de 39 articles, se trouvent sous la cote AA 13, aux archives municipales. Elles sont reproduites dans le *Livre de l'Epervier*, de Constans, à la page 144.

Les *Ordonnances* de 1348 ont été publiées par M. Artières dans ses *Documents inédits*, page 2, et figurent aux archives municipales sous la cote FF 43.



Introduction Historique

Sa situation de carrefour naturel entre les régions centrales et méridionales, entre le climat océanique et le climat méditerranéen, dut faire de l'emplacement, sur lequel est située la ville de Millau, un siège d'habitat fort ancien.

Les vestiges de cette occupation lointaine et préhistorique ont été découverts et longuement étudiés par de savants érudits locaux. Les nombreux dolmens, les grottes et les ossuaires qui abondent autour du site où se trouve aujourd'hui la ville de Millau, en sont une preuve indéniable⁽¹⁾.

L'on a pu établir que le tracé de la route portée sur la table de Peutinger, comme allant de Sego-dun (Rodez) à Luteva (Lodève) et Cessero (St-Thibery), passait au lieu même où se trouve aujourd'hui Millau et que Condatemag, la ville gauloise dont fait mention ce monument cartographique, était l'ancêtre de Millau aux premiers temps historiques⁽²⁾.

Le centre de la Graufesenque, où se trouvaient les ateliers des potiers de Condatemag, témoigne d'une activité éminemment florissante et d'une industrie renommée, non seulement en Gaule, mais encore dans l'empire romain tout entier⁽³⁾.

A partir du III^e siècle, Condatemag ne manifeste aucune vie dans l'histoire ; on ne trouve plus de traces de poteries postérieures à cette date. La ville gauloise fut-elle détruite par les tribus de l'Alaman Chrocus ou plus simplement fut-elle supplantée par Æmilianum, qui aurait été fondée lors de l'occupation romaine ?

Ce qu'il y a de certain, c'est qu'après un long silence l'on trouve, en 875, une viguerie portant le nom de « Vicaria

(1) Voir dans les *Mémoires de la Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron*, les nombreuses communications de MM. BALSAN et CARRIÈRE.

P. TEMPLE : *Cahiers d'histoire et d'archéologie*, N^{os} 35 à 41.

(2) D. REY : *Condatemag et la voie romaine*.

(3) J. DÉCHELETTE : *Vases céramiques ornés de la Gaule romaine* ; Chanoine HERMET : *La Graufesenque*.

Milianensis ». Pour être le siège d'une viguerie, il fallait que cette ville eût une existence déjà ancienne⁽¹⁾.

Soixante-deux ans plus tard, en 937, apparaît dans l'histoire le plus ancien des Vicomtes de Millau que nous connaissions : Bernard I^{er} (2). Celui-ci, selon de Gaujal, était issu des Vicomtes de Toulouse et du Rouergue et il possédait, avec la vicomté de Millau, celle du Gévaudan (3).

L'un de ses fils, Bérenger, lui succéda à la tête de la Vicomté de Millau, tandis qu'un autre, Bernard II, héritait de la Vicomté de Gévaudan ; mais les successeurs de Bernard II décédant sans postérité, le Gévaudan retourna dans le domaine des descendants de Bérenger. C'est Richard I^{er} qui porta le titre de Vicomte de Millau à la mort de Bérenger et son fils et successeur, Richard II, réunit sur sa tête les titres de Vicomte de Millau et de Gévaudan. Le fils de Richard II, Bérenger II, épousa Adèle, fille et héritière de Gilbert II, Vicomte de Carlat et de Nobilie, Vicomtesse de Lodève (4). Il eut pour fils Gilbert, Vicomte de Millau, de Gévaudan et en partie de Carlat, qui épousa Gerberge, héritière du comté d'Arles et de Provence. En 1108, Gilbert meurt, suivi de près dans la tombe par son épouse Gerberge. De leur mariage, deux filles étaient nées : Douce et Etienne. Cette dernière se maria avec Raimond des Baux, tandis que sa sœur Douce, héritière des titres du Comté de Provence, de Vintimille, de Millau et de Gévaudan, épousait Raimond Bérenger, Comte de Barcelone, auquel elle faisait don de tous ses biens (5).

Raimond Bérenger mourait en juillet 1130, laissant deux fils qui héritaient de ses Etats. L'aîné, Raimond Bérenger, eut l'héritage paternel : les Comtés de Barcelone et de Tarragone ; le second, Bérenger Raimond, l'héritage maternel : le Comté de Provence et les Vicomtés de Millau et de Gévaudan. Ce dernier ajoutait à ces titres celui de Comte de Melgueil, du fait de son mariage en 1132 avec Béatrix, Comtesse de Melgueil. Frappé d'une flèche gènoise dans le port de cette ville, il mourut en 1144, laissant un fils, Raimond Bérenger II.

Mais Raimond Bérenger II était trop jeune pour administrer ses états et ceux-ci furent confiés à son oncle, Raimond

(1) *Histoire du Languedoc*, t. II, p. 376.

(2) BOSCH : *Mémoires pour servir à l'histoire du Rouergue*, t. II, p. 87 et 88.

(3) DE GAUJAL : *Etudes historiques sur le Rouergue*, t. II, p. 29.

(4) J. ARTIÈRES : *Les Vicomtes de Millau*, p. 15 et suivantes.

(5) J. ARTIÈRES : *Les Vicomtes de Millau*, p. 20.

Bérenger, Comte de Barcelone, devenu Roi d'Aragon de par son mariage⁽¹⁾.

Raimond Bérenger II fut tué devant Nice, en 1166, laissant une fille en bas âge : Douce II, qui héritait de ses domaines. « Ils consistaient dans le Comté de Provence, situé entre les Alpes, la Durance, le Rhône et la mer, les Vicomtés de Millau et de Gévaudan, une portion de la Vicomtés de Carlat, en Auvergne, et la moitié du Comté de Melgueil ou Substancion, dont Béatrix, sa mère, qui lui survécut, avait disposé en sa faveur » (2).

En 1172, Douce II mourait sans être mariée. La Vicomté de Millau et celle de Gévaudan passèrent alors à Alfonse, roi d'Aragon, Comte de Barcelone, descendant de Douce I^{er} et cousin-germain de Raimond Bérenger.

Alfonse donna en apanage, à son frère Raimond Bérenger [III], les seigneuries qui avaient appartenu à Douce. Celui-ci n'en jouit pas longtemps, trouvant la mort aux environs de Montpellier le jour de Pâques 1181. Comme il ne laissait pas de postérité, la Vicomté de Millau revint encore à Alfonse qui la donna, toujours en commende, à son autre frère Sanche⁽³⁾.

Sanche ne resta à la tête de la Vicomté de Millau et du Comté de Provence que durant quatre années, de 1181 à 1185.

Son frère Alfonse, roi d'Aragon, reprend alors ces deux seigneuries, lui donnant en échange les Comtés de Roussillon et de Cerdagne, et constitue en apanage à son fils puiné, Alfonse II, la Vicomté de Millau. Mais à la mort d'Alfonse I^{er}, en 1196, la Vicomté de Millau revient à Pierre II, fils aîné du roi défunt et son successeur.

De même que Sanche, Alfonse II joua un rôle prépondérant dans l'organisation de l'administration communale de la ville de Millau et octroya de très précieux privilèges à ses habitants.

Sous l'autorité de Pierre II, étaient placés : le royaume d'Aragon, le Comté de Barcelone, les Vicomtés de Millau, Grèzes, Carlat et le Roussillon ; de plus, ce prince avait des droits sur Carcassonne et le Razès, sur le Comminges et Bigorre. En 1204 il devient seigneur de Montpellier. En outre, son frère Alfonse possédait le Comté de Provence.

Pierre II ne conserva pas durant toute sa vie la Vicomté

(1) J. ARTIÈRES : *Les Vicomtes de Millau*, p. 22.

(2) *Histoire du Languedoc*, t. VI, p. 20.

(3) J. ARTIÈRES : *Les Vicomtes de Millau*, p. 26.

de Millau dans ses domaines ; Raymond VI, son parent, en fit l'acquisition à la suite d'une opération sur laquelle il convient de s'arrêter quelques instants.

En 1204, Pierre II avait décidé de se faire couronner solennellement par le Pape et d'épouser Marie de Montpellier. Le roi d'Aragon se rendit compte que ces deux cérémonies allaient entraîner pour lui de très grosses dépenses. Aussi, dépourvu d'argent liquide, il se vit obligé de s'en procurer ; mais comme il ne voulait pas, selon l'esprit de cette époque, aliéner définitivement une partie quelconque de ses immenses domaines, il eut recourt à l'opération du mort-gage. Ce fut à son puissant beau-frère, le comte de Toulouse et de Rouergue, Raymond VI, qu'il s'adressa. Ce dernier prêta au roi d'Aragon la somme demandée, en l'espèce cent cinquante mille sous melgoriens, mais moyennant de sûres garanties. Les Vicomtés de Millau et de Gévaudan devaient répondre de cette somme. Celles-ci étaient engagées par Pierre II à Raymond VI à la suite d'un accord passé entre les deux parties à Millau, en Avril 1204, en présence du notaire royal et de celui du comte⁽¹⁾.

En plus de la garantie réelle que représentaient ces deux Vicomtés, Raymond VI exigeait encore une garantie personnelle : le frère du débiteur, Alfonse, Comte de Provence, s'oblige en tant que fidéjusseur.

Voici l'analyse sommaire de ce long document :

« Pierre II donne tout d'abord bonne et valable quittance à Raymond VI pour les cent cinquante mille sous melgoriens qu'il vient de recevoir de ce dernier. En contre partie, il lui remet « bona fide et sine dolo » les villes et les châteaux dont il fait l'énumération et qui constituent les deux Vicomtés de Millau et de Gévaudan. Avec les terres ainsi énoncées et leurs dépendances sont compris : « omni jurisdictione in militibus et aliis hominibus et feminis ». De plus, tous les droits que Pierre II avait « in feudis vel retrofeudibus, alodiis, dominicaturis, prediis, vineis, heremis et condirectis, aquis, aquarum decursibus, venationibus, piscationibus, pascuis, molendinis, usaticis, predaticis, lesdis, furnis, sestaralagiis, firmanciis, justiciis et redditibus notariorum, et instrumentorum » passent à son créancier Raymond VI.

(1) Voir le texte de cet engagement dans *l'Histoire Générale du Languedoc*, t. VIII, p. 518.

La veille, un traité d'alliance était passé à Millau entre ces deux princes. Les historiens locaux n'en font pas mention. (Voir ce document dans BENOIT : *Recueil des Actes des Comtes de Provence*).

A celui-ci, Pierre II promettait, par cette stipulation solennelle, que tout ce qui constituait le gage en question était libre de tous droits appartenant à des tiers, aussi bien civils qu'ecclésiastiques ; l'engagiste était garanti contre toute éviction, il jouirait du gage, disait le Roi d'Aragon au Comte de Toulouse, « *in pace, sine alicujus contradictione* ». De plus, Pierre II cédait à son créancier les actions, défenses, et exceptions, attachées aux biens dont s'agit « *et vos in rem vestram procuratorem facimus* ». Aussi ordonne-t-il à tous ses vassaux et à tout homme vivant sur les domaines engagés d'être fidèles à l'engagiste comme ils l'étaient à lui-même.

En outre, au cas où son oncle paternel, Sanche, s'efforcerait par quelque dol ou manœuvre de faire valoir de prétendus droits sur les biens engagés, Pierre II garantissait son beau-frère, Raymond VI, contre ces prétentions. Dans l'hypothèse où tout ou parties des dits biens seraient soustraits à l'engagiste, le Roi d'Aragon prêterait main-forte à Raymond VI pour récupérer les biens dont il aurait été ainsi dépouillé. Mais si, malgré cette aide, un résultat satisfaisant n'était pas obtenu dans l'année et si l'engagiste était privé d'au moins un tiers de ses revenus, Pierre II s'obligeait à restituer la somme prêtée « *ad commonitionem vestram* », le gage étant, en conséquence, rendu au débiteur.

Raymond VI était autorisé à établir des forteresses et des remparts dans les lieux qui lui plairaient, Pierre II s'engageant à lui rembourser les frais ainsi exposés, à condition qu'y compris les frais d'entretien des forteresses déjà existantes la limite de quatre cents marcs d'argent ne soit pas dépassée.

Au cas où une dévaluation frapperait la monnaie de Melgueil (*abatuda fuerit vel lege vel pondere deteriorata*) Pierre II rembourserait Raymond VI par « *L solidis singulas marchas argenti fine ad pondus Montipessulani* ».

Pierre II termine en prêtant serment sur les Saint Evangiles et en désignant son frère Alfonse, Comte de Provence, pour être pris en qualité de fidéjusseur pour tout ce qui vient d'être stipulé.

En effet, celui-ci après les paroles de son frère s'oblige, à la suite de ce dernier, en son nom personnel : « ... *me fidejussorem obligo sub ypoteca omnium rerum mearum* . »

Après quoi, Raymond VI s'engage à conserver les terres qui ont été énoncées. Il maintiendra le gage en état, l'administrant en conscience, effectuant les réparations nécessaires. Il restituera les biens reçus en gage, au jour du remboursement de la somme

prêtée ; les frais pour la conservation de la chose devant lui être payés par Pierre II.

Suivent les noms des témoins, la signature du notaire royal, d'autres témoins, et enfin l'initiale du notaire du Comte qui rédigea cet accord. Parmi les témoins devaient se trouver des consuls et des bourgeois de la ville où l'acte venait d'être passé : Bernardus Amelii, Bertrandus Rodulfi, G. de Creissell, Ugo Bertrandi, R. Jovent, R. Malcan, Ugo Benastruc, sont des noms familiers aux lecteurs des délibérations communales et des Livres des Consuls boursiers de la ville de Millau.

Millau et sa vicomté sont donc engagés à Raymond VI qui réunissait sur sa tête les titres de duc de Narbonne, marquis de Provence, comte de Toulouse et de Rouergue.

A la suite de la Croisade des Albigeois, Pierre II, venu au secours de son parent Raymond VI, trouve la mort à la bataille de Muret, le 12 Septembre 1213. Raymond VI, resté seul et sans soutien, va demander asile à Jean Sans Terre pendant que Simon de Montfort et ses lieutenants se partagent ses dépouilles, occupant la Sénéchaussée de Beaucaire, le Rouergue, le Quercy et l'Agenais.

Déjà, en 1209, à l'approche des Croisés, le baile de Raymond VI avait abandonné les Vicomtés de Millau et de Gévaudan placées sous sa garde⁽¹⁾.

Pierre II, par l'engagement de 1204, n'avait cédé à Raymond VI que la jouissance de ces deux Vicomtés ; il doit donc reprendre cette jouissance que son titulaire a abandonnée en fait.

Et c'est Guillaume de Peyre, évêque de Mende, qui est chargé de veiller, au nom de Pierre II, sur ces Etats qui vont ainsi se trouver protégés du pillage et de la ruine⁽²⁾. Mais Pierre meurt en 1213 et Millau est disputé entre le fils de Pierre II, Jacques I^{er}, roi d'Aragon, et le gardien des Vicomtés, Guillaume de Peyre, qui l'un après l'autre, prendront successivement possession de la ville.

En Mars 1221, le légat du Pape prend parti pour le Roi d'Aragon et lui reconnaît officiellement les titres de Vicomte de Millau et de Gévaudan ; mais, en 1222, le Comte de Toulouse vient se mêler à la lutte et s'empare, de sa propre autorité, des

(1) Enquête de 1262.

(2) *La domination Aragonaise en Gévaudan* ; J. ARTIÈRES, *Les Vicomtes de Millau*, p. 37.

Vicomtés de Millau et Gévaudan⁽¹⁾.

Jacques I^{er}, fort éloigné de Millau, ne réagit pas. Il se serait incliné devant le fait accompli si, en Avril 1223, il n'avait reçu une lettre de ses « très chers et très fidèles Consuls de Millau » qui l'invitaient fermement à ne pas se laisser ainsi dépouiller et à défendre vigoureusement ses droits.

Toulouse était plus rapprochée de Millau que Barcelone et le gouvernement bienveillant des ancêtres de Jacques I^{er} faisait préférer aux habitants de Millau l'autorité du Roi d'Aragon à celle du Comte de Toulouse.

Le 25 du même mois, Jacques I^{er} répondait aux Consuls de Millau par une lettre datée de Huesca⁽²⁾. Elle ne semble pas révéler un grand enthousiasme de la part du Roi d'Aragon. L'activité de ce dernier se borne à charger des jurisconsultes de soutenir les prétentions des Millavois et à recommander les Consuls à Guillaume de Peyre qui appuiera leurs revendications auprès de la Conférence de Clermont, présidée par le Cardinal légat. En 1229, le traité de Paris mit fin, officiellement, à la guerre des Albigeois. Il fut signé par le Roi de France Louis IX et par Raymond VII. Entre autres dispositions, il décidait que la Vicomté de Gévaudan passerait dans les domaines du Roi, alors que la Vicomté de Millau resterait au Comte de Toulouse.

Malgré cette solution officielle, trois ans après, en 1232, Jacques I^{er} venait assiéger Millau, pensant que les habitants l'aideraient à s'emparer de la ville. Il parvint, en effet, à s'y installer. Mais, le 30 Juin 1237, Raymond VII l'en déloge à son tour. C'en fut alors fini des prétentions du Roi d'Aragon sur la Vicomté de Millau.

En revenant d'Aigues-Mortes, où sa fille Jeanne et son gendre Alphonse de Poitiers, frère de Saint Louis, venaient de s'embarquer pour la Croisade à la suite du Roi de France, Raymond VII tomba malade au château de Pris, près de Rodez. Il voulut être transporté à Millau et c'est là, le 27 Septembre 1249, âgé de 52 ans, qu'il rendait son dernier soupir. « Ainsi, dit de Gaujal, vint s'éteindre dans la province d'où elle tirait son origine, la maison la plus puissante du Midi de la France, qui avait possédé le Languedoc, l'Aquitaine, l'Auvergne, le Marquisat de Provence, une partie de la Terre Sainte et qui avait refusé la Couronne de Jérusalem. Elle avait joui durant

(1) Ch. PORÉE : *La domination Aragonaise en Gévaudan* ; J. ARTIÈRES : *Les Vicomtes de Millau*, p. 40.

(2) *Archives Municipales de Millau*, I I 2.

quatre siècles complets des vastes Etats qui composaient le Comté de Toulouse, mais les trente-huit dernières années de son existence furent une époque d'épreuves et de malheurs ».

De même que les autres Etats de Raymond VII, la Vicomté de Millau passa dans le patrimoine de sa fille et de son gendre, Alphonse de Poitiers.

En 1258, par le traité de Corbeil, le Roi de France cédait à Jacques, Roi d'Aragon, les droits qu'il avait sur la Catalogne et le Rousillon ; réciproquement, Jacques I^{er} abandonnait au Roi de France ses droits sur Millau, Béziers et Carcassonne.

Le Comte Alphonse de Poitiers décédait sans postérité, en 1271 et, ainsi, la Vicomté de Millau appartint définitivement au Roi de France, neveu du défunt. Dès lors, son histoire ne va pas tarder à s'intégrer à celle du royaume.

Durant un siècle, l'histoire de la ville de Millau n'a rien de particulier. Mais, en 1360, par le traité de Brétigny, le Rouergue est cédé aux Anglais. Habile politique, Jean Chandos, commissaire du Roi d'Angleterre, maintint les privilèges antérieurs et en accorda de nouveaux à la Cité⁽¹⁾.

Dix ans plus tard, en Avril 1370, les Anglais quittaient le Rouergue ; la même année, la ville de Millau se voyait indissolublement unie à la Couronne de France et désormais les institutions municipales, que nous allons étudier, ne subiront plus les répercussions de l'histoire politique de la Cité, celle-ci ne présentant aucun événement particulier.

(1) Voir : J. ROUQUETTE, *Le Rouergue sous les Anglais*.

Première Partie

Le Mouvement Communal

Il est très difficile de dégager les principes généraux de ce que l'on a appelé le Mouvement Communal ; celui-ci a varié dans le temps et dans l'espace. Il apparaît vers la fin du ^xⁱ siècle, se consolide et crée de véritables institutions aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles ; mais, au ^{xiv}^e siècle, le mouvement se ralentit sensiblement.

L'on sait que les administrations communales du Moyen-Age peuvent être classées selon trois types distincts : la *Commune Jurée*, la *Ville de Consulat* et la *Ville de Prévôté*.

La première est localisée dans le Nord et les Flandres : elle avait à sa tête un collège de magistrats portant le nom d'*échevins* (scabini), de *pairs* (pares) ou de *jurés* (jurati). Ceux-ci sont présidés par un officier : le *maire* ou « *mayeur* ».

Le Consulat était l'organisation municipale du Midi. Les conseillers assistaient un nombre réduit de magistrats : les *consuls*, portant dans quelques villes le nom de *jurats* ou de *capitouls*.

Les villes de prévôté n'avaient pas d'officiers municipaux permanents ; un *syndic* était nommé par les habitants avec l'autorisation du prévôt seigneurial ou royal pour suivre certaines affaires.

Les villes affranchies variaient autant par l'étendue plus ou moins importante de leurs privilèges que par la forme de leur organisation municipale⁽¹⁾.

(1) Paris et Rouen, par exemple, qui étaient des villes de prévôté jouissaient cependant d'une organisation municipale permanente.

Chaque ville avait une administration nettement caractérisée se différenciant des villes voisines. Point d'unité : les circonstances de sa naissance, la situation politique de cette ville avaient donné à ces administrations plus ou moins de souplesse, plus ou moins d'autonomie. Cette particularité, cette diversité caractérisent le droit municipal du Moyen-Age.

A travers cet individualisme, l'on peut cependant retenir les quatre principaux droits qui leur furent reconnus :

- 1°) *Le droit de justice ;*
- 2°) *Le droit de ban ;*
- 3°) *Le droit d'imposition ;*
- 4°) *Le droit d'avoir une force armée.*

Ces droits politiques sont les caractéristiques des seigneuries et il est incontestable que les communes et les villes de consulats furent considérées comme de véritables seigneuries collectives.

La cause générale et profonde qui amena l'émancipation des villes aux XII^e et XIII^e siècles ne fut pas un phénomène propre à la France. « Le même fait s'est produit au Moyen Age, un peu plus tôt, un peu plus tard, dans tous les pays où s'était établie la féodalité occidentale, en Italie, en Espagne, en Allemagne, dans les Flandres, en Angleterre » (1).

L'origine du mouvement communal se trouve dans l'incompatibilité qui existait entre la vie urbaine et le système féodal. Dans les villes, la pratique des échanges conduit au contact d'hommes différents et par là même à l'échange des idées ; l'esprit de liberté et l'esprit d'association se développèrent ainsi naturellement. De plus, la protection militaire était moins indispensable aux citadins qu'aux roturiers et aux serfs des campagnes. Enfin, dans les villes, ce n'était pas la terre dont le seigneur avait la propriété qui était la source de la fortune, mais l'industrie et le commerce ; et ceux-ci se développaient fort bien sans l'intervention du seigneur.

Le processus de l'apparition en France du Consulat n'est pas connu d'une façon certaine. Trois thèses différentes sont soutenues par les auteurs sur cette importante question. La première tend à établir un rapport de filiation entre le Consulat et le régime municipal romain.

Lorsque l'on étudie la naissance du Consulat, une hypothèse

(1) A. ESMEIN : *Cours élémentaire d'Histoire du Droit français*, 15^e édition, p. 288.

se présente naturellement à l'esprit : cette institution ne serait-elle pas une forme dérivée de l'administration des villes romaines ? Il est, en effet, logique de se demander si la plupart des villes du Midi de la France n'ont pas conservé, à travers le haut Moyen-Age, leurs organisations municipales de l'époque romaine.

Certains auteurs ont pensé qu'il avait pu y avoir la continuité d'un corps municipal électif et libre durant l'époque romaine, le temps des invasions et des royaumes barbares.

Glasson écrit : « L'ancienne vie municipale, subsistait au xii^e siècle, elle avait passé du droit romain dans le Bréviaire d'Alaric et ne s'était jamais éteinte »⁽¹⁾. Cependant, il paraît peu possible que les institutions romaines aient pu résister longtemps après les invasions des barbares⁽²⁾, et si elles existent encore en Gaule, dans des formes bien atténuées sous les Mérovingiens, elles disparaissent sous la dynastie carolingienne⁽³⁾.

M. Limouzin-Lamothe pense qu'il est probable que si les institutions ne sont pas demeurées, leur souvenir s'est perpétué et qu'il se retrouve parfois dans certaines traditions locales⁽⁴⁾.

Cet auteur souligne, avec raison : « Quand il s'agira d'organiser de nouvelles institutions municipales, il ne sera pas nécessaire de créer quelque chose d'absolument nouveau » et il fait remarquer que les habitants de Toulouse ont eu, de tout temps, des représentants à la Cour des Comtes. Le chapitre seigneurial sera le premier chapitre communal, peu à peu il se séparera du pouvoir du Comte, ainsi il deviendra pleinement indépendant »⁽⁵⁾.

En résumé les chapitres féodaux des villes, dans une certaine mesure, constituent ainsi des formes intermédiaires entre les municipalités romaines et les communes du Moyen-Age. Mais le lien qu'ils établissent par ce moyen entre des institutions si différentes n'est qu'un lien très indirect : « Tout au plus pourrait-on soupçonner qu'un souvenir vague conservé par des textes pieux, tel à Toulouse la Passion de St-Sernin, ... a maintenu sur quelques points une tradition favorable à l'éclosion de nouvelles institutions urbaines »⁽⁶⁾.

La persistance de l'organisation municipale romaine dans la

(1) GLASSON : *Histoire du Droit et des Institutions de la France*, t. II, p. 487.

(2) RAYNOUARD : *Histoire du Droit municipal de la France*, t. III.

(3) ESMEIN, *op. cit.*, p. 71.

(4) LIMOUZIN-LAMOTHE : *La Commune de Toulouse*, p. 99.

(5) LIMOUZIN-LAMOTHE, *op. cit.*, p. 107.

(6) CALMETTE : *La Société féodale*, p. 98.

forme même des institutions doit être rejetée pour toute la période du haut Moyen-Age.

La seconde thèse est celle de très nombreux auteurs qui soutiennent que le Consulat des villes du midi de la France n'est que la suite et la copie des consulats italiens. Augustin Thierry, Henri Martin, Ernest Rosbach, R. Michel, Esmein, Pirenne partagent cette opinion.

Cette influence des républiques maritimes italiennes dans la création et la propagation du Consulat dans le Midi de la France ne paraît pas douteuse à ces auteurs. Ils ont pour eux des arguments nombreux et solides :

Le commerce entre les villes maritimes de l'Italie du Nord et celles de notre Midi était très actif. De nombreux marchands italiens résidaient dans nos villes de la côte de Provence et du Languedoc ; ils y avaient des entrepôts et de là pénétraient dans l'intérieur des terres pour se rendre aux foires de Champagne. Inversement, des bourgeois de nos villes méridionales vivaient dans les ports italiens.

Entre les institutions municipales de nos cités et celles de l'Italie du Nord, existent de profondes analogies : le nom de l'institution est le même de chaque côté des Alpes, les Consuls sont parfois élus par un quartier de la ville en Italie et en France ; on voit un Parlement public qui se réunit sur une place ou dans une église, des Conseillers sont chargés d'éclairer les Consuls, ils édictent des établissements et la ville possède une milice.

Le fait que l'on ait retrouvé des podestats dans les villes de Provence démontre la réalité du principe de l'émigration des institutions. Enfin il est établi que les Consulats d'Italie sont antérieurs aux Consulats français⁽¹⁾.

Ainsi, ce seraient les marchands italiens venant en France et les commerçants français résidant en Italie, qui auraient propagé les institutions des villes de l'Italie du Nord. Celles-ci auraient été reprises par nos cités méridionales. Encore faut-il remarquer que le Consulat, même en Italie, n'est pas la survivance des institutions romaines et qu'il ne résulte pas du maintien ininterrompu des municipes romains dont les magistrats portaient parfois le nom de *Consules*. Les Consuls et les communes italiennes, de même que les communes françaises, sont sorties de l'autorité seigneuriale.

Les arguments qui appuient cette thèse l'emporteraient

(1) R. MICHEL : *L'Administration royale dans la sénéchaussée de Beaucaire*.

facilement si à ceux-ci Dognon n'en opposait d'autres fort pertinents qui constituent la troisième thèse sur l'origine du Consulat en France⁽¹⁾.

Nos consulats, dit cet auteur, ne sont pas venus d'Italie, car les plus anciennes chartes consulaires ou capitulaires françaises proviennent de la partie occidentale du Midi et des seigneuries placées très avant dans l'intérieur des terres. Or, si nos consulats étaient la copie de ceux nés en Italie, ce seraient les villes frontières et maritimes qui auraient, les premières, institué cette organisation municipale à l'image des villes italiennes, leurs voisines. Les Consulats les plus anciens sont à Moissac (1134), Montech et Castelsarrazin (1134), Ambialet et Saint-Antonin, en Rouergue (1144), alors que ceux de Nîmes n'apparaissent qu'en 1144 et ceux de Narbonne en 1148..

Cette question de l'origine du Consulat n'est donc pas entièrement résolue.

Quelles que soient les sources directes de l'institution, l'on est cependant certain que le régime municipal existait en fait avant la charte qui le régleme en droit.

Le mot Consul, au Moyen Age, est un mot purement latin. Il se rattache au verbe *consulere*, qui signifie : délibérer, donner conseil, décider, ordonner, diriger. Les Magistrats sont appelés tantôt « consules » ou « prud'homines », ou encore « *probi homines electi ad consulendam rem publicam* », (Coutumes de St-Antonin en Rouergue).

Il n'est pas certain que ce terme ait été emprunté à l'Italie, car le mot existait déjà dans le haut Moyen Age avec le sens et l'idée de gouvernement. Les Comtes se nommaient Consuls et les Vicomtes Proconsuls. La preuve que ce terme avait le sens général de : ceux qui dirigent, se trouve établie lorsque l'on voit qu'à cette époque il y avait des Consuls de mer, des Consuls de métiers, et même des Consuls de juifs.

En langue romane, la traduction de « *consulere* » est « *acoseilhar* », d'où dérivent les mots « *cossols* » et « *cosseilh* »

Les plus vieilles coutumes de St-Antonin et de Montpellier montrent les Consuls donnant conseil au bayle, lieutenant du seigneur ; ils assistaient le seigneur pour le bien de tous. On ne séparait point les intérêts du seigneur de ceux de la communauté. R. Michel⁽²⁾ partage sur ce point l'opinion de Dognon : « les Consulats sont sortis de l'autorité seigneuriale de même que les

(1) DOGNON : *Institutions politiques du pays de Languedoc*, p. 57.

(2) R. MICHEL : *L'Administration royale dans la sénéchaussée de Beaucaire*, p. 200.

consulats italiens, ajoute-t-il ». Les premiers Consuls semblent être des délégués du seigneur, établis par lui pour le temps qu'il lui plaira, par exemple à Nîmes en 1198.

L'autorité consulaire est donc sortie de l'autorité du seigneur, pense Dognon, et, pour expliquer ce glissement du pouvoir, il émet l'hypothèse que « c'est par usurpation du pouvoir que le Consulat serait devenu ce qu'il est ». Au bout d'un quart de siècle, la règle ancienne était oubliée : le droit est ce qui existe. Et Dognon cite des exemples où l'on voit, avant 1144, le seigneur ou le bayle prendre conseil des « *probi homines* » sur certaines questions particulières et quelquefois un de ces prud'hommes, commis pour une fonction spéciale, aura plus tard le nom de Consul⁽¹⁾. M. Limouzin-Lamothe fait la même remarque pour la ville de Toulouse⁽²⁾.

A côté de ce Consulat qui est d'origine seigneuriale on peut relever un autre Consulat d'origine syndicale qui prend sa source dans les syndics de Communauté.

Les syndics n'étaient pas des agents de l'autorité seigneuriale, mais uniquement les représentants d'une Communauté de fait qui n'est pas une seigneurie collective ; leur rôle se borne à représenter cette Communauté qui les avait choisis ; ils agissaient au nom de celle-ci, jamais au nom du seigneur ; aussi le pouvoir judiciaire leur fait-il défaut. Peu à peu leurs différence avec les consuls tendent à s'effacer et de temporaires et extraordinaires, ils deviennent annuels, comme les Consuls, et comme eux, sauf en ce qui a trait à la juridiction, ils administrent et réglementent la communauté.

Dans les provinces méridionales de l'Ouest on trouve, à la fin du XIII^e siècle, autant de Consulats que de communes et l'on pense, à ce moment là, qu'une communauté ne peut être bien gouvernée « sans consulat bon et loyal ». Vers l'est, en revanche, passé Rodez et Montpellier en se dirigeant vers le Rhône, les communautés à syndics sont les plus nombreuses ; certaines de celles-ci deviendront consulats au déclin de l'institution. Plus au Nord, en Gévaudan, les Consulats sont très peu nombreux, ainsi qu'en Vivarais.

(1) DOGNON, *op. cit.*

(2) LIMOUZIN-LAMOTHE : *La Commune de Toulouse*, p. 101.

Deuxième Partie

Les origines du Consulat à Millau

« Les Consulats du XII^e siècle et ceux de la première moitié du XIII^e n'ont pas de chartes initiales ; ils surgissent brusquement dans l'histoire au hasard d'un texte et souvent d'un mot. Les documents témoignent de leur existence ; il n'y a pas d'actes qui les instituent » (1). Cette observation trouve à Millau sa confirmation.

En effet, la date exacte de l'institution du Consulat dans la ville de Millau n'est pas connue d'une façon absolument certaine.

Les historiens locaux sont en désaccord sur ce point et les thèses qu'ils soutiennent ne sont pas appuyées par des documents indiscutables.

Ainsi l'historien du Rouergue, de Gaujal, attribue la création du Consulat à Millau à Bérenger Raimond, comte de Provence, vicomte de Millau, de Gévaudan et de Carlat, de 1131 à 1144 (2). Mais son raisonnement est uniquement basé sur l'argument d'analogie ; les villes de Provence, placées sous l'autorité de Bérenger Raimond, et notamment Arles, ayant reçu un établissement des Consuls à cette époque, de Gaujal pense que le Consulat a dû être institué par ce même prince à Millau. Cette explication ne saurait être retenue.

Henri Affre indiquait que le Consulat n'était guère antérieur à 1187 ; mais il ne donnait aucune justification de son opinion (3).

Enfin M. Artières, qui a étudié au cours de ses nombreux travaux sur l'histoire de Millau la question de l'institution du

(1) DOGNON, *op. cit.*, p. 57.

(2) DE GAUJAL : *Etudes historiques sur le Rouergue*, t. I, p. 287.

(3) AFFRE : *Le Consulat de Millau*, p. 3.

Consulat, concluait que la charte instituant le Consulat avait été concédée par le Comte Sanche d'Aragon, en Septembre 1183⁽¹⁾.

De Gaujal, Affre et M. Artières sont donc tous trois d'accord sur un point : le Consulat existait avant 1187. Voyons ce qu'il en est.

Les trois plus vieilles chartes qui nous soient parvenues où il est question du Consulat de Millau, datent de 1187, 1200 et 1203.

Nous n'en possédons malheureusement que les copies, qui sont consignées sur un même parchemin. Celui-ci paraît être le document le plus ancien de nos archives municipales et présente toutes les caractéristiques d'une pièce du XIII^e siècle⁽²⁾.

En tête du parchemin se trouve la copie d'une charte adressée aux habitants de Millau par Alfonse, roi d'Aragon, comte de Barcelone et marquis de Provence, datée de Gérone le 1^{er} Avril 1187.

A la suite se trouvent reproduites deux chartes de Pierre II, qualifié dans la première de comte de Millau et de marquis de Provence et, dans la seconde, de roi d'Aragon, comte de Barcelone et marquis de Provence. La première concède certains privilèges et fait mention du Consulat ; elle porte la date de Février 1200 ; la seconde, sans date, n'a dans notre copie que quelques lignes et n'a pas été transcrite en entier.

La quatrième a pour auteur Sanche, comte de Millau et de Vintimille ; elle est datée d'un vendredi de Septembre 1203.

A étudier ces différents textes, l'on ne peut que constater que dans aucun de ces documents il n'est question de la création d'institutions consulaires.

La première en date de ces chartes est celle du 1^{er} Avril 1187, accordée par Alfonse⁽³⁾.

Alfonse, roi d'Aragon, comte de Barcelone et marquis de Provence, s'adresse aux habitants de Millau.

Ceux-ci, dit-il, jouissent de privilèges qui leur ont été concédés antérieurement et, à cause de la fidélité qu'ils ont toujours témoignée aux rois d'Aragon, Alfonse leur en accorde de nouveaux : « ...étant donné que par une longue expérience nous et nos prédécesseurs avons constaté qu'ils (les habitants) nous étaient fidèles et affectionnés, nous leur donnons et

(1) J. ARTIÈRES : *Notice historique sur les Libertés, Privilèges, Coutumes et Franchises de Millau*, p. 14.

(2) A A 13. — V. pièces justificatives, n^{os} 1-4.

(3) A A 13. — V. pièces justificatives, n^o 1.

concédon's d'autres privilèges et voulons que ces privilèges soient solidement établis... » ; il les exempté de toute *queste* ou *tolle*.

Il énumère ensuite divers privilèges ; les premiers se rapportent à la procédure judiciaire et ce paragraphe débute ainsi : « par l'arbitrage des Consuls, du Juge et des Conseillers de la Cour ». L'auteur de la charte indique donc, très clairement, qu'il y avait des Consuls en fonction dès 1187.

Le second se réfère au droit civil. Le « *dominus curiæ* » plaidant contre une personne privée, « *de privato negocio* », doit plaider à la manière d'une personne privée.

Les clercs ne doivent être traduits devant la Cour que si le *jus* le permet et leurs causes doivent être jugées *de jure*.

En matière criminelle, la procédure consiste, après avoir fait prêter à l'accusateur le serment « *de calumnia* », en la simple ordalie de l'eau froide. La peine encourue par l'accusateur téméraire sera la même que celle qui était encourue par celui qu'il accusait injustement.

Alfonse énumère ensuite des privilèges relatifs aux moulins et aux fours.

En matière de dévolution successorale, la charte limite l'intestata et précise que les héritiers de celui qui est décédé sans avoir testé viendront à la succession selon le droit romain, « *jus legale* ».

Alfonse édicte des peines pour réprimer l'adultère ; les coupables devront courir à travers la ville durant le jour ; leur peine ne pourra se racheter à prix d'argent et le conjoint de l'époux coupable ne devra subir aucun dommage de la faute de celui-ci.

Un autre privilège se rapporte aux foires et aux marchés.

Le dernier paragraphe de la charte a trait au consulat et à son fonctionnement. Alfonso entend que ceux qui refuseront d'être Consuls soient chassés de la ville. Il concède à la commune et aux Consuls un sceau et une bannière. Enfin, le Roi d'Aragon accorde en terminant un très important privilège aux Consuls, « *nostri consules* », celui de la *libertas arbitrandi*, le pouvoir entier d'arbitrer, de décider ce qui sera nécessaire « *pro fidelitate nostra et villæ et totius communis* ». C'est ce privilège qui est la justification des pouvoirs des Consuls au point de vue réglementaire.

Peut-on conclure de ce texte qu'Alfonse crée par cette charte le Consulat à Millau, comme le pense A. Molinier⁽¹⁾ ?

Nous ne voyons, dans ce document, qu'une simple confirmation d'institutions déjà existantes, auxquelles le Roi d'Aragon ajoute l'octroi d'un sceau et d'une bannière, « cum subscriptione nostra et sua ». C'est là la reconnaissance d'une personnalité morale et juridique aux Consuls et à la Commune. Mais l'on ne peut pas voir dans la charte d'Alfonse la création d'institutions nouvelles.

La première charte de Pierre II, datée de Février 1200, est restée inconnue à de Gaujal et à Affre. M. Artières, en effet, précise que : « le texte est inédit » et il ajoute : « nous ne pouvons malheureusement le publier en entier à cause du mauvais état dans lequel se trouve le parchemin »⁽²⁾. Grâce à l'obligeance de M. le Professeur Tisset, nous pouvons en donner, à un ou deux mots près, le texte intégral⁽³⁾.

Dans ce document, Pierre II s'adresse à ses très chers et vénérés Consuls et Prud'hommes de Millau, « dilectis et venerabilibus suis consulibus et probis hominibus Amiliavi salutem et dilectionis constanciam ». Il confirme les anciens privilèges et le Consulat : « Unde vobis omnibus privilegia et consulatum et omnes alios bonos mores quos honorabilis pater meus vobis dedit ita ego vestro bono intellectui dono, confirmo atque laudo ». En outre, il accorde un nouveau privilège relatif aux frais de justice. La confirmation du Consulat déjà concédé n'est ici point équivoque, mais pas plus que dans le texte précédent il n'est longuement question des institutions consulaires ; seul le mot y est mentionné et ceci confirme bien les observations de Dognon⁽⁴⁾.

La seconde charte de Pierre II, dont l'adresse est diplomatiquement plus correcte que celle du document précédent, ne peut nous fournir aucune indication utile⁽⁵⁾.

Enfin, la dernière de ces chartes porte la date de Septembre 1203 et mérite une analyse plus complète⁽⁶⁾. M. Artières soutenait,

(1) *Histoire Générale du Languedoc*, t. VI, p. 123.

(2) J. ARTIÈRES : *Notice historique sur les Libertés, Privilèges, Coutumes et Franchises*, p. 15.

(3) Pièces justificatives, n° 2.

(4) DOGNON, *op. cit.*, p. 57.

(5) Pièces justificatives, n° 3.

(6) Il existe aux Archives Municipales, à la cote G G 67, dans les pièces d'une enquête de 1290, une autre reproduction de cette charte. C'est certainement celle-là qu'avait connue M. Affre ; voir *Le Consulat de Millau*, p. 4. Ce document, à la suite d'une erreur du copiste, mentionne qu'il a été donné par le Comte Stephanus.

en effet, que ce document doit être daté de 1183, et cet auteur, qui a le mérite d'avoir découvert le premier l'importance de ce document, écrivait que cette charte pouvait être considérée comme la charte d'affranchissement de notre commune et qu'elle instituait le Consulat. Il pensait que, quoique portant la date de 1203, elle avait été concédée en 1183 ; le copiste, en transcrivant le texte, aurait commis une erreur, oubliant les deux X qui devaient précéder le deuxième C. A l'appui de son affirmation, M. Artières arguait que l'auteur de la charte, S. (Sanche), ne fut Vicomte de Millau que de 1181 à 1185, et qu'en 1203 c'était Pierre II, roi d'Aragon, qui portait ce titre ; enfin, il ajoutait que Sanche fut le seul de tous les Vicomtes de Millau à posséder le titre de Vicomte de Vintimille⁽¹⁾.

Si le raisonnement de M. Artières se trouvait précisé par les faits, c'est avec raison que l'on pourrait dire avec lui que cette charte institue le Consulat en 1183 ; Alfonse, en 1187, le confirme, et Pierre II, en 1200, le confirme à nouveau.

Mais nous pensons que la thèse soutenue par l'érudit M. Artières peut être discutée et que du contenu du texte il ne faut pas, a priori, conclure à une erreur de date. A notre avis, la date de 1203 est bien exacte ; rien dans la charte ne prouve l'invraisemblance de celle-ci ; au contraire, nous trouvons dans le texte de la charte des preuves qui nous paraissent irréfutables sur l'exactitude de la date.

L'auteur de la charte déclare, dès le début et sans aucune explication, qu'il concède le Consulat à la ville de Millau de sa propre autorité. Il affirme ensuite certains autres privilèges.

Les habitants de Millau ne sont tenus de verser une *Justicia* ou *expensa in curiam* qu'une fois condamnés en Justice et des délais sont fixés pour les actions judiciaires.

Il précise que Millau est une ville où l'air affranchit, mais le seigneur se réserve les services de garde et d'ost que les habitants devront lui rendre.

Un autre privilège est relatif aux commendes. De plus, le bailli se voit accorder le même privilège que celui qui vient d'être énoncé et qui se rapporte aux frais de justice.

Enfin, les habitants doivent s'employer à la garde de la ville et à l'entretien des remparts.

Quel est tout d'abord l'auteur de ce document ? Il ne saurait y avoir de difficulté sur ce point. Nous avons eu recours au bienveillant concours de M. de Gauléjac, archiviste du départe-

(1) J. ARTIÈRES : *Notice historique sur les Libertés*, p. 13 et 14.

ment de l'Aveyron, et il est certain que l'initiale portée en tête de la charte est indiscutablement un S. Dans la chronologie des Vicomtes de Millau, l'on ne trouve qu'un seul de ces seigneurs dont le nom débute par cette lettre S : c'est Sanche. Or, à cette époque, 1203, Sanche était vivant⁽¹⁾.

Les deux premières lignes du texte sont ainsi conçues :

« ... Ego S. Dei gracia comes et marchio provincie et comes Amiliavi et Ventimillie dono et bono animo... ». Sans doute Sanche n'était pas officiellement, en 1203, comte et marquis de Provence et vicomte de Millau ; mais il ne faut pas de là conclure qu'il ne portait pas ces titres. Sanche était le frère d'Alfonse I^{er}, roi d'Aragon, comte de Provence.

Alfonse I^{er} mourut le 25 Avril 1196. Il laissait trois fils : Pierre, Alfonse et Fernand. L'un de ses fils, Alfonse, héritait de la Provence ; mais il n'était âgé que de 14 ans et ce fut son oncle paternel, Sanche, qui joua auprès de lui le rôle de baillistre, exerçant en Provence une autorité qui le mit parfois en opposition avec le Comte légitime. Il s'intitule fréquemment Comte de Provence et ce titre lui sera plus tard confirmé par Pierre II, durant la minorité du fils d'Alphonse II : Raymond Bérenger V. Jusqu'en 1218, Sanche s'intitulera Comte de Provence⁽²⁾.

D'autre part, M. Artières lui-même précise que Sanche fut le seul des vicomtes de Millau à porter le titre de vicomte de Vintimille⁽³⁾.

De plus, Sanche avait non seulement des prétentions, mais des droits sur Millau en 1203, même après 1203. La preuve en est rapportée par l'acte passé entre Pierre II et Sanche, en 1209, à Tarascon, à la suite de l'engagement de la Vicomté de Millau par Pierre II à Raymond VI, en 1204⁽⁴⁾.

Enfin, dans cet acte d'engagement lui-même, il est fait indirectement allusion aux droits de Sanche sur Millau, puisque Pierre II s'engage à garantir Raymond VI contre l'éviction que celui-ci pourrait subir de la part de son oncle paternel Sanche⁽⁵⁾.

(1) Voir Tableau généalogique, p. 8-9.

(2) BENOIT : *Recueil des Actes des Comtes de Provence appartenant à la Maison de Barcelone*, p. 1. Toujours dans cette chartre, Sanche s'intitule même « marchio Provinciæ », alors que le Marquisat de Provence est passé aux Comtes de Toulouse depuis le partage de 1125.

(3) J. ARTIÈRES : *Notice historique sur les Libertés*, p. 13.

(4) Charte reproduite dans BENOIT, *op. cit.*, p. 88.

(5) *Histoire du Languedoc*, D. DEVIC et VAISSETTE, preuves, t. VIII, p. 518 et supra, p. 12.

Il n'est donc nullement impossible qu'à la date de 1203 Sanche ait concédé à Millau une pareille charte, peut-être pour s'attirer la faveur des habitants de cette ville.

En procédant à une analyse détaillée, on trouve dans le texte de ce document des éléments qui confirment cette argumentation.

Ce sont les noms des témoins, celui du notaire et l'indication du lieu où l'acte a été passé. Ces renseignements donnent une certaine garantie à l'authenticité de l'acte et à la date.

Sept témoins figurent au bas de ce document ; sur ce nombre, nous avons pu retrouver les traces de cinq d'entre eux dans des chartes de la même époque.

P. Aones est mentionné en qualité de témoin dans de nombreux documents qui sont reproduits dans les actes des Comtes de Provence, notamment dans diverses chartes de 1199, 1200, 1202, 1202, 1216, 1216⁽¹⁾.

B. Masa. Blaschus Masa sert de témoin dans des actes où figurent le Comte Sanche et P. Aones, en 1216⁽²⁾.

G. de Sancto Romano. Un témoin de ce nom figure dans une donation d'Alfonse d'Aragon à l'hôpital du Saint-Esprit de Millau, datée de 1200⁽³⁾ ; un témoin du même nom est mentionné dans un acte de 1233 rapporté dans les Actes des Comtes de Provence⁽⁴⁾.

R. de Albi témoigne dans une charte de 1200 donnée par Pierre II⁽⁵⁾.

R. Jovate est mentionné dans cette même charte de 1200 en qualité de témoin⁽⁶⁾.

De plus, le lieu où a été passé l'acte et le nom du notaire apportent deux derniers arguments à notre thèse.

C'est par ces mots que se termine cette charte : « Datum in castro de Maraneges anno per manus magistri Johannis notarii domini comitis S. ».

D'après l'itinéraire des comtes de Provence, Alfonse II et Sanche se trouvaient ensemble à Fos le 21 Mars 1203. Alfonse II était à Eyguières en Octobre de la même année⁽⁷⁾. Il se peut que les deux Comtes fussent aussi, tous les deux,

(1) BENOIT, *op. cit.*, II, pages 6 et note 3, 10, 20, 104.

(2) BENOIT, *op. cit.*, II, p. 104.

(3) *Archives Municipales de Millau*, F F 67.

(4) BENOIT, *op. cit.*, II, p. 272.

(5) *Archives Municipales de Millau*, A A 13, pièces justificatives, n° 2.

(6) A A 13.

(7) BENOIT, *op. cit.*, t. I, p. LXXXVI.

à la même date, dans cette dernière ville, car un acte y fut passé en leurs deux noms. Cet acte est signé par un « Johannes clericus ecclesie de Aigueria »(1).

Peut-être est-ce le même notaire qui a couché les deux actes, celui d'Eyguières et celui de Maraneges, si rapprochés dans le temps, l'un est de fin Septembre et l'autre d'Octobre 1203, et peut-être aussi dans l'espace.

En effet, le lieu qualifié « Manareges » semble bien correspondre au village appelé aujourd'hui *Mayrargues*, situé à environ 40 kilomètres d'Eyguières, dans le département des Bouches-du-Rhône(2). C'est certainement cette même localité qui est appelée Mayranège dans le Cartulaire de Saint-Victor.

A ces confirmations, résultant de l'étude formelle de la charte, s'ajoute encore une remarque se dégageant du fond du document. Cette charte est particulièrement laconique sur le Consulat. Or, il n'en serait certainement pas de même s'il s'agissait d'une création. Mais le Consulat existe déjà ; c'est une simple confirmation et quelques mots suffisent à rappeler ce qui est en fonction.

Dès lors, nous pouvons conclure que la date de 1203 paraît bien exacte et qu'aucune de ces trois chartes ne crée le Consulat(3). Et si dans les trois textes que nous venons d'étudier il n'est longuement exposé des détails sur l'organisation du Consulat, il faut cependant remarquer que c'est dans la charte de 1187 qu'il est le plus longuement question de l'institution. De plus, Alfonse, son auteur, accorde dans le même document un sceau à la commune et aux Consuls. Il prend encore des mesures sévères contre ceux qui refuseraient d'être Consuls(4).

Ceci peut permettre de penser que l'institution ne doit point être fort ancienne à la fin du xii^e siècle, le Roi Alfonse s'efforçant de la consolider. Peut-être le Consulat est-il de formation coutumière. Mais comment le démontrer ?

Il n'est pas possible de conclure d'une façon affirmative en l'état des textes que nous possédons et l'origine du Consulat à Millau reste obscure.

(1) BENOIT, *op. cit.*, p. 27.

(2) J. JOUSSET : *La France, géographie illustrée*, t. II, planche, p. 173 et 174.

(3) M. Artières, à qui nous avons communiqué nos recherches, a bien voulu revenir sur son interprétation primitive et a fait, à ce sujet, une communication à la Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron, séance du 7 Avril 1938. V. de même *Journal de l'Aveyron* du 29 Mai 1938.

(4) V. p. 42, l'interprétation qui en fut posée par la Coutume.

Quelle que soit l'incertitude qui plane sur la date exacte et l'auteur de la création du Consulat, il est à peu près certain qu'en 1187 l'institution était récente et il est vraisemblable de penser qu'elle avait été concédée ou tout au moins tolérée par un Roi d'Aragon.

Son apparition trouve son explication dans le gouvernement même des Rois d'Aragon. L'autorité du roi était atténuée par l'influence des « ricos hombres ». Le serment que les Aragonais prêtaient à leur prince suffirait à le prouver : « Nous qui valons chacun autant que vous, disaient les ricos hombres, et qui réunis pouvons plus que vous, nous vous faisons notre Roi aussi longtemps que vous respecterez nos franchises ; sinon, non⁽¹⁾ ».

Aussi, dans ce pays où la souveraineté du Roi était battue en brèche avec autant de netteté et de fierté, le mouvement communal trouva-t-il un terrain tout préparé. Le royaume d'Aragon, le plus libre du monde au dire des Aragonais, fut un des premiers d'Europe à s'y associer.

Les « fueros » ou « cartas pueblas », octroyées par les souverains espagnols aux villes et aux bourgs soumis à leur domination, étaient de trois sortes ; elles consistaient, soit en un affranchissement d'impôts, de redevances et de services, soit encore en une confirmation d'ancienne coutume, soit enfin en l'institution et l'organisation de magistratures communales⁽²⁾.

Les Rois d'Aragon octroyèrent à leurs villes, situées en Provence et en Rouergue, les mêmes privilèges qu'ils accordaient aux cités aragonaises ou catalanes. Mais dans ces villes, et plus particulièrement à Millau, les visites du Roi, leur seigneur, n'avaient lieu qu'à de rares intervalles. Dès lors, malgré le bayle qui le représente, les Consuls vont être, en définitive, les maîtres de la cité.

(1) GERMAIN : *Histoire de la Commune de Montpellier*, p. 376, t. iv.

(2) TOURTOULON : *Jacme I^{er}*, t. II, p. 408.

Troisième Partie

Fonctionnement du Consulat

A Millau, le gouvernement consulaire était constitué par une assemblée populaire, deux conseils et les Consuls. Et pour rester dans la ligne de comparaison qu'indiquait Pirenne lorsqu'il écrivait : « La commune de Moyen Age possède des attributions que l'Etat exerce aujourd'hui »⁽¹⁾, nous pouvons voir dans ces divers organismes : le pouvoir délibérant ou de décision représenté par les deux conseils et exceptionnellement par l'assemblée et le pouvoir d'exécution par les Consuls.

Organes de délibération

1°) L'Assemblée populaire

Nous ne trouvons pas de traces de sa réunion au XIII^e siècle ; mais, dans le courant des XIV^e et XV^e siècles, elle est maintes fois convoquée⁽²⁾.

Cette Assemblée n'était réunie que dans des circonstances critiques, lorsqu'il s'agissait de prendre de graves décisions ; les Consuls et les conseillers savaient dégager leur responsabilité. C'est ainsi que l'on voit l'Assemblée du Peuple réunie le 11 Novembre 1369 pour décider si la ville de Millau resterait fidèle au serment prêté au Roi d'Angleterre ou reconnaîtrait la souveraineté du Roi de France.

(1) PIRENNE : *Les Villes du Moyen-Age*, p. 183.

(2) *Archives Municipales de Millau*, C C 365, A A 18, C C 425, etc...

Après avoir pris l'avis des personnalités voisines les plus autorisées, les Consuls et les conseillers ne se décidaient pas à prendre par eux-mêmes une si grave détermination. L'Assemblée du Peuple, réunie sur l'avis des conseillers et des Consuls, autorisa ces derniers à « faire ce qui est droit et à rendre à chacun ce qui lui est dû ». Le surlendemain, le Conseil Général, composé des six Consuls, de neuf membres du Conseil Secret et de trente-neuf du Conseil de l'Esquile, donnait mandat aux Consuls de reconnaître au Roi de France « la supériorité et dernier ressort, conformément aux clauses d'une convention établie entre les délégués du Roi et des Consuls » (1).

Le 12 Juin 1454, l'Assemblée du Peuple est réunie à la suite de divisions qui s'étaient produites dans la ville. Des clans s'étaient formés, l'on demandait des réformes ; un compromis ayant pu être établi, il fut ratifié par l'Assemblée Populaire pour « la pas et hunio de la viala ». A la suite de cette transaction, il fut décidé que, désormais, un Consul serait pris chaque année parmi les laboureurs (2).

Ces deux exemples de réunion montrent que l'Assemblée Populaire n'était réunie que dans de graves circonstances.

Cette Assemblée était composée des « caps d'ostal », c'est-à-dire des chefs de famille de la cité (3). Ils étaient convoqués sur l'ordre des Consuls ; réunis à la maison commune, le notaire relevait le nom des membres présents, puis, l'objet de la réunion leur était exposé et le rapport sur la question à trancher entendu, ils étaient invités à exprimer leur opinion. Chacun en particulier et tous en général, « omnes et singuli », donnaient mandat aux Consuls d'agir dans le sens qui venait d'être décidé par la majorité. Ces Assemblées sont réunies afin que tous les membres donnent leur avis sur la question qui leur est soumise ; mais elles ne présentent pas le caractère d'un Conseil délibérant.

L'on trouve ailleurs des Assemblées analogues qui fonctionnaient à la même époque. Il est cependant à noter que celles-ci n'avaient pas des pouvoirs aussi étendus que ceux dont jouissait l'Assemblée du Peuple qui existait à Millau. En effet, à Toulouse, le Parlement Public, qui portait aussi le nom d'Assemblée de l'Université et comprenait les Consuls.

(1) *Archives Municipales de Millau*, C C 365.

(2) *Archives Municipales de Millau*, C C 425, v. p. 59 et note 1.

(3) Chef de maison, père de famille. MISTRAL : *Trésor du Félibrige*, p. 454.

les Prud'hommes et le Peuple, ne se réunissaient que pour les cérémonies officielles⁽¹⁾. A Perpignan, le Conseil Général de la cité était réuni dans les cas graves, mais sa composition était bien moins étendue qu'à Millau⁽²⁾. A Avignon, on n'y recourait que pour faire acclamer les Consuls et non pas pour délibérer⁽³⁾.

2°) Le Conseil Général

Le Conseil Général de la cité était formé de la réunion de deux Assemblées distinctes : le Conseil de l'Esquile et le Conseil Secret.

a) LE CONSEIL DE L'ESQUILE

La première des deux Assemblées délibérantes portait le nom de Conseil de l'Esquile. Elle était ainsi appelée à cause de la cloche (esquilo) qui servait à convoquer les habitants qui en faisaient partie. Au début du Consulat, cette assemblée comprenait environ quarante membres. D'après la liste des conseillers qu'il nous a été possible de dépouiller, ce Conseil était composé de notables de la ville : chevaliers, notaires, gradués, bourgeois, marchands et, temporairement, laboureurs.

En 1339, il se produisit un mouvement populaire contre les juristes et les légistes de la cité, ainsi que contre ceux qui avaient prêté serment à un seigneur⁽⁴⁾. Jusqu'à cette date, ceux-ci avaient présidé aux destinées de l'administration municipale ; mais à cette époque, pour un motif qui nous échappe, une ordonnance municipale décide qu'à l'avenir ne pourraient être nommés Conseillers ni les gradués en droit et en décret et en tous droits canon ou civil, ni les notaires royaux ou autres, sauf un employé à prendre note des délibérations, ni ceux qui ont prêté serment à un seigneur, c'est-à-dire les vassaux, pour la plupart des nobles sans doute ; il faut peut-être voir là une réaction des marchands contre les hommes de loi de la ville et certains nobles. Mais ce mouvement ne persista pas et cette exclusion ne fut que momentanée. En effet, dans une délibération de 1369, trente ans après, nous retrouvons parmi les membres du Conseil Général, un licencié ès-lois, un bachelier ès-lois, ainsi que plusieurs notaires⁽⁵⁾.

(1) LIMOUZIN-LAMOTHE : *La Commune de Toulouse*, p. 152 et suivantes.

(2) D'ORIOLA : *Les Consuls de Perpignan*, p. 49.

(3) DE MAULDE : *Coutumes et Règlements de la République d'Avignon*, p. 65.

(4) Art. 29 des Ordonnances de 1339 ; pièces justificatives, n° 7.

(5) *Archives Municipales de Millau*, A A 18.

Les Conseillers étaient élus par les Consuls à la majorité des voix : « quant si met ung conseilher sayns totz losd. Mess. cossols y devo consentir ho la major partida d'aquels » (1).

Pour faire partie du Conseil de l'Esquile il fallait être natif de la ville ou y habiter depuis trente ans, à moins qu'on ne trouve personne de « conveniens ny aussi pauc sufficiens » (2).

Une fois membre du Conseil, l'on ne pouvait en être exclu qu'à la suite d'un vote des Conseillers pour faute grave : trahison envers la ville, vol d'argent ou de documents (3) ; l'excommunication était, elle aussi, un motif d'exclusion (4).

Chaque année, le lendemain de la Sainte Trinité, les Conseillers prêtaient serment et juraient, selon un rite établi, d'observer les règlements édictés par leurs prédécesseurs et de faire appliquer leurs établissements (5).

Les fonctions des Conseillers étaient importantes et c'est peut-être pour cela que leurs retards ou leurs absences aux séances étaient sévèrement sanctionnés. La cloche annonçant la réunion du Conseil ayant sonné et celui-ci réuni, les Consuls dépêchaient leur messenger pour en informer les Conseillers en retard et les inviter à se presser. Aussitôt que le valet du Consulat était de retour, les Consuls allumaient une petite chandelle et, si avant que celle-ci ne fût consumée, les retardataires n'avaient pas pris place au Conseil, ils étaient tenus de payer une forte amende (6).

Les fonctions de Conseiller étaient multiples ; le plus souvent ils agissent réunis à leurs collègues du Conseil Secret avec lequel ils forment le Conseil Général.

Quelques membres du Conseil de l'Esquile, siégeant avec certains de leurs collègues du Conseil Secret, constituaient des commissions chargées de recevoir les comptes des administrateurs des biens des hôpitaux (7). A d'autres commissions formées de la même manière, les Consuls rendaient annuellement compte de leur gestion (8) ; certaines répartissaient les impôts et statuaient en matière de dégrèvement.

Les Conseillers de l'Esquile, réunis avec les membres du Conseil Secret, édictaient avec les Consuls les « stabilimens »

(1) *Mémorial*, f° 168.

(2) Art. 29 du Règlement de 1339 ; pièces justificatives, n° 7.

(3) Art. 21 du Règlement de 1339.

(4) Art. 20 des Etablissements de 1348 ; pièces justificatives, n° 8.

(5) *Mémorial*, f° 168.

(6) *Archives Municipales de Millau*, C C 358, f° 23 ; C C 413.

(7) Ordonnances de 1348, art. 3.

(8) Ordonnances de 1348, art. 5.

ou établissements⁽¹⁾, qui représentaient la loi de la cité et s'appliquaient à tous les domaines de l'activité des habitants de la ville.

Cette assemblée formait un jury qui se prononçait, avec les Consuls, sur certaines matières civiles et criminelles⁽²⁾. Le Conseil de l'Esquile constituait l'organe de délibération qui avait à décider dans toutes les affaires intéressant la ville.

Tous ses membres étaient tenus de se mettre à la disposition du Conseil et de remplir les missions qui pouvaient leur être confiées⁽³⁾.

Leurs fonctions étaient gratuites⁽⁴⁾ et à leur admission au Conseil les nouveaux membres devaient acquitter un droit d'entrée. Celui-ci varia selon les époques ; en 1361 il était de deux florins d'or⁽⁵⁾ et en 1434 d'une arbalète⁽⁶⁾.

b) LE CONSEIL SECRET

Le Conseil Secret est un organisme distinct du Conseil de l'Esquile, mais il semble qu'il était surtout destiné à donner aux membres qui en faisaient partie, un titre honorifique qui les distinguait des Conseillers de l'Esquile.

Ce Conseil était composé de dix membres environ qui devaient être obligatoirement recrutés parmi les membres du Conseil de l'Esquile⁽⁷⁾. Les Conseillers étaient, dans cette assemblée, soumis aux mêmes conditions d'exclusion que les membres du Conseil de l'Esquile. Le droit d'entrée s'élevait, en 1361, à 15 florins d'or⁽⁸⁾.

Dans le sein du Conseil Secret étaient choisis les divers membres qui prenaient place dans les commissions dont il vient d'être question.

Les membres du Conseil Secret, réunis à ceux de l'Esquile, élaient les Consuls.

L'on voit que c'est sur un système de cooptation que reposait le recrutement des Consuls et des Conseillers. Les Consuls nommaient les Conseillers, lesquels, à leur tour, élaient les Consuls.

L'existence de ce Conseil Secret est la confirmation du

(1) Ordonnances de 1339 et de 1348.

(2) *Archives Municipales de Millau*, C C 424, etc...

(3) Ordonnances de 1339, art. 8.

(4) Ordonnances de 1339, art. 16.

(5) C C 355.

(6) C C 422, B B 2, f° 74.

(7) Ordonnances de 1339, art. 27.

(8) C C 355.

caractère oligarchique et même ploutocratique, étant donné le droit d'entrée, que l'on était tenu d'acquitter, de cette constitution municipale.

La Maison Commune

Ces deux Conseils tenaient leurs réunions, dans les premiers temps du Consulat, dans l'église Saint-Martin⁽¹⁾. A la date de 1278⁽²⁾, les Consuls firent, au nom de l'« universitat de la dicha vila », l'acquisition d'une maison commune appelée : « maio comminal », « mayso communa », « mayso del Cossolat ». Cet Hôtel-de-Ville, situé au cœur de la cité⁽³⁾, comprenait, en plus de l'immeuble, des dépendances et jardins. Il renfermait plusieurs salles et l'habitation du valet du consulat, qui remplissait encore les fonctions de messenger, de concierge et de cuisinier des Consuls et des Conseillers. Car toutes réunions ou presque étaient l'occasion de repas à la maison commune, dont les livres des Consuls boursiers portent des traces ineffaçables. La question du chauffage de la salle de délibérations était résolue en répandant sur les froides dalles une demi-charretée de paille⁽⁴⁾.

Les réunions des Conseillers étaient fréquentes et ils étaient obligés à siéger parfois plusieurs jours de suite sans désespérer. Un notaire était attaché aux Conseils et prenait note des délibérations⁽⁵⁾.

::

Organe d'exécution

Les Consuls

Les Consuls, dans l'administration communale, représentent le pouvoir exécutif. Ils avaient la tâche de faire appliquer les décisions du Conseil et ils jouissaient encore de prérogatives propres leur permettant, dans la limite de leurs attributions, d'agir de leur seule autorité. Représentants de la ville, ils avaient chacun, dans cette seigneurie collective, le titre de monseigneur.

(1) *Mémorial*, f° 9, n° 63. Après 1278, lorsqu'il était impossible de se réunir à la Maison Commune, le Conseil se tenait à nouveau dans l'église St-Martin, C C 442, f° 90, et, en temps d'épidémie, au village de Peyre, C C 442, f° 89. *Mémorial*, f° 50, n° 491.

(2) L'acte d'achat est reproduit in-extenso dans le *Libre de l'Epervier*, édition Constans, p. 218. Cette acquisition fut confirmée par Lettres royaux, *Archives Municipales*, D D 6.

(3) Il occupait une partie de l'ancien Couvent Notre-Dame, aujourd'hui démoli pour le percement de la Nouvelle Place.

(4) *Archives Municipales*, C C 402, C C 409, etc...

(5) C C 429.

Jusqu'en 1554, les Consuls furent au nombre de six ; à cette date, Henri II les réduisit à quatre⁽¹⁾.

Ces six Consuls étaient tous sur le même pied d'égalité ; leurs pouvoirs étaient identiques. Mais pour satisfaire aux besoins de la hiérarchie, le Conseil Général désignait un premier Consul, appelé aussi « Lo Cap et Presiden de Banqua ». Celui-ci avait la prérogative d'occuper la première place au banc réservé aux Consuls à l'Eglise Mage et de marcher le premier dans les processions et autres solennités⁽²⁾.

D'autre part, l'un des Consuls se distinguait sensiblement de ses collègues. Il était nommé par le Conseil Général au poste le plus délicat ; c'était le comptable et le caissier du Consulat : le Consul boursier.

Les Consuls étaient élus par les membres du Conseil de l'Esquile et du Conseil Secret, réunis en Conseil Général. Pour pouvoir être Consul il fallait, tout d'abord, faire partie du Conseil Secret ou du Conseil de l'Esquile. L'article 28 des Ordonnances de 1339 est formel : « que dengun home que non sia del cossel secret et de l'esquilha non sia elegit cossol que premieiramen non sia estat des susd. cossels ». Les candidats au Consulat devaient donc satisfaire aux conditions d'admission à ces assemblées, c'est-à-dire : être natifs de la ville ou y habiter depuis trente ans.

A Millau, au contraire de bien des villes de Consulat, il n'existait pas de règle pour choisir les Consuls dans certaines catégories sociales. Cependant, en 1454, il fut décidé qu'obligatoirement on prendrait un Consul parmi les laboureurs⁽³⁾.

La petite noblesse est représentée dans le Consulat par des chevaliers ou des damoiseaux, la bourgeoisie par des marchands, les hommes de loi par des notaires, des bacheliers ès-droits ou praticiens ; mais en 1339, comme nous l'avons indiqué plus haut, les juristes et les vassaux sont écartés momentanément des affaires publiques⁽⁴⁾.

Les Consuls, nous l'avons vu dans les Ordonnances de 1339, devaient être pris dans le sein du Conseil Général. Ils étaient élus, au début de l'institution, durant les mois d'été, puis le jour de la Sainte Trinité [1453, 1475, 1477]. Il était procédé à l'élection par les membres des deux Conseils réunis à la maison

(1) *Archives Municipales de Millau*, A A 19.

(2) *Archives Municipales de Millau*, C C 441, C C 437, etc...

(3) *Archives Municipales de Millau*, C C 425.

(4) Art. 29 des Ordonnances de 1339 ; pièces justificatives, n° 7.

commune et l'on votait à bulletin secret, « am cartels » en 1361 [29 Août 1361](1). Un document bien plus récent (il est daté de 1515) nous donne les détails de cette élection. Les Conseillers juraient d'abord sur les saints évangiles de « ben et degudamen fayre lad helection », après quoi les Consuls sortants se plaçaient près de la porte et les Conseillers quittaient la salle, l'un après l'autre, déposant, à la sortie, « lur billet en ung capel » que tenait le premier Consul. Il était ensuite procédé au dépouillement du vote et à la proclamation du scrutin(2).

Cependant, le 27 Mai 1453, les Consuls sont nommés par l'Assemblée Populaire et au scrutin public : les « caps d'ostal » sont entendus un à un par le Juge royal pour savoir quels sont ceux de leurs concitoyens auxquels ils désirent confier l'administration de la ville ; mais ceci ne dut être seulement qu'une exception puisque l'on ne rencontre pas d'autres mentions de semblables procédures(3).

Les Conseillers choisissaient, pour Consuls, des habitants de quartiers différents ; le plus souvent, trois Consuls sont pris dans le quartier de « la Place » et trois dans celui de « Payssière »(4).

Le soir de la proclamation, les nouveaux élus se rendaient à l'Eglise Mage. Après la proclamation solennelle de leurs noms, ils prêtaient le serment du Consulat, dont le texte était tenu par le premier Consul sortant de charge et lu par le notaire de la commune(5).

Nous reproduisons le texte de ce serment dans les pièces justificatives(6) ; il est en tous points remarquable ; il témoigne de la haute idée que se faisaient les administrateurs municipaux de leurs charges et de leurs devoirs. Ce serment prêté, tout le monde retournait à la maison commune et les Consuls anciens remettaient solennellement aux nouveaux les clefs des sept portes de la ville, la clef du pont vieux et des archives consulaires, ainsi que le sceau en argent de la ville. Bonne et valable quittance

(1) *Archives Municipales de Millau*, C C 355.

(2) *Archives Municipales de Millau*, B B 2.

(3) *Archives Municipales de Millau*, C C 425. A cette époque, 1453-54, la ville était en état de troubles. Voir la réunion de l'Assemblée Populaire du 12 Juin 1454, p. 40. Il est regrettable que le Consul boursier n'ait pas mentionné quelles avaient été les causes de ce mécontentement populaire qui conduisit à reviser le fonctionnement d'institutions aussi anciennes.

(4) Durant les guerres de religion, les catholiques et protestants se disputèrent les chaperons.

(5) *Mémorial*, f° 13, n° 105.

(6) Pièces justificatives, n° 5.

leur en était donnée par les nouveaux Consuls⁽¹⁾.

Le serment du Consulat résume tous les droits et tous les devoirs attachés à la fonction municipale et il apparaît à la lecture de ce document que les Consuls assumaient une véritable charge.

Les magistrats Consulaires juraient de défendre les privilèges, constitutions et coutumes, ainsi que toutes les libertés et franchises du Consulat.

Ils promettaient d'être loyaux avec les pauvres de la ville aussi bien qu'envers les riches. Chargés de veiller à l'administration et à la protection des biens communs : pâtus communaux, maison commune, sources et ruisseaux dont la ville était propriétaire, hôpitaux et établissements de charité, il leur était interdit d'aliéner une partie quelconque de ces biens, meubles ou immeubles, sans le consentement de la majorité d'entre eux.

Ils avaient à régler les dettes des Consuls précédents, faites à raison de leur fonction, et à recouvrer les créances que ceux-ci auraient pu laisser en instance.

Ils devaient suivre les procès intéressant la ville, intentés par leurs prédécesseurs et faire observer les Etablissements édictés par les Consuls anciens, s'engager à conserver aux riches et aux pauvres tout ce qu'il leur sera possible et à les défendre dans tout procès. Les administrateurs des biens hospitaliers et des charités de la ville, ainsi que ceux de l'Eglise Mage, doivent leur rendre des comptes une fois l'an.

Les nouveaux Consuls s'engagent encore à lever le commun de paix, tel qu'il est établi⁽²⁾ ; à suivre l'avis de la majorité du Conseil⁽³⁾ ; à ne rien prendre comme gage ou salaire, ni pour eux ni pour les autres. Enfin ils étaient tenus d'aller loin ou près pour les besoins de la ville, sans avoir droit, à titre de frais de déplacement, à plus de six gros d'argent fin par jour.

C'est peut-être parce que le Consulat représentait une charge aussi lourde qu'il était obligatoire. Alfonse d'Aragon, dès 1187, punit sévèrement ceux qui refuseraient d'être Consuls. Ceux-ci devront être bannis⁽⁴⁾. Cette sanction resta en vigueur jusqu'au XVII^e siècle puisqu'on lit, dans un inventaire de 1520 : « Aquels

(1) C C 441, B B 2.

(2) V. page 67 et suivantes.

(3) D'après la charte de 1187, les Consuls jouissaient d'une totale « libertas arbitrandi ». Mais celle-ci était tempérée par l'art. 11 du Serment qu'ils prêtaient et par lequel ils s'engageaient à suivre l'avis de la majorité du Conseil ; pièces justificatives, n^{os} 1 et 5.

(4) Pièces justificatives, n^o 1 :

« Consulatium eos firmum ita volumus habere quod ille qui ad admonitionem Consulum salva fidelitate nostra in eo non fuerit vel

que refudon de estre cossols ho cosselhes devo estre gitatz de Melhau », et, dans un privilège du xvi^e siècle : « Item est par privilège que alcung habitan de ladite ville nom puescon refudar destre conselier et consol de la ville sotz pena d'estre scolit de la ville ».

Le Consulat était non seulement obligatoire, mais encore gratuit.

En prêtant serment, les Consuls juraient de ne rien prendre pour salaires ou gages à raison de leur fonction. Maintes fois ce principe est réaffirmé⁽¹⁾ ; mais la robe de drap mi-parti de rouge et de noir⁽²⁾, ainsi que le chaperon, sont offerts par la ville aux Consuls⁽³⁾. Aux environs de 1348, la ville verse aux Consuls une somme équivalente au prix de la robe. En 1408, il est décidé, par le Conseil de l'Esquile, que l'allocation de 12 florins, qui était remise aux Consuls pour frais de leur robe, était insuffisante : « non podian far rauba que fos az'onor de la viala ni del cossolat »⁽⁴⁾, et, en 1509, le premier Consul ou Cap de banca reçoit quinze livres et quatre sous tournois⁽⁵⁾ ; en 1572, tout le corps consulaire perçoit 140 livres⁽⁶⁾.

Le droit d'entrée au Consulat s'élevait à quinze florins d'or en 1361⁽⁷⁾ et à une arbalète en 1478⁽⁸⁾. L'on rencontre la même coutume à Limoges où les Consuls nouveaux offraient une couleuvrine à la ville⁽⁹⁾.

Les Consuls étaient élus pour une année. Leurs noms sont presque toujours suivis du qualificatif : « Cossols de l'an prezen ». Aux termes des privilèges de 1554, les Consuls ne pouvaient être réélus que cinq ans après leur sortie de charge⁽¹⁰⁾. Ces privilèges précisent que de tout temps il en fut ainsi ; néanmoins, l'on voit, en 1287, les Consuls rester en charge deux années

ipsum non juraverit extunc non erit in nostro amore vel fiducia nec volumus ut remaneat in villa ».

Le *Mémorial* mentionne ainsi la charte de 1187 : « Privilege de non pagar talha et asseguramen de las fieyras et contra los que refudon d'estre Cossols ». *Mémorial*, f^o 18, n^o 160.

(1) Ordonnances de 1339, art. 16 ; Serment des Consuls, A A 13, B B 3, B B 13.

(2) Transformée par Henri II, en 1554, en robe rouge.

(3) *Archives Municipales de Millau*, C C 425, etc...

(4) *Archives Municipales de Millau*, C C 393.

(5) *Archives Municipales de Millau*, C C 452.

(6) *Archives Municipales de Millau*, C C 465.

(7) *Archives Municipales de Millau*, C C 355.

(8) *Archives Municipales de Millau*, C C 442.

(9) COISSAC : *Le Consulat à Limoges au xvi^e siècle*, p. 72.

(10) *Archives Municipales de Millau*, A A 19.

consécutives⁽¹⁾ et, au cours des XIII^e et XIV^e siècles, les mêmes Consuls revenir régulièrement en charge après un intervalle de trois ans ; ce n'est qu'au XV^e siècle que ce minimum est porté à cinq ans.

b) Charges des Consuls

Avant d'étudier en détail les pouvoirs des Consuls dans l'administration de la ville, il faut noter les charges personnelles qui leur incombaient du fait de leurs fonctions.

Ils devaient tout d'abord suivre, très attentivement, la marche des affaires publiques et pour cela se réunir très souvent à toute heure du jour et parfois même de la nuit. C'est ainsi que le 5 Janvier 1362 ils se lèvent à minuit pour cacher les privilèges de la ville⁽²⁾ ; de plus, ils prenaient l'engagement d'aller, pour les besoins du Consulat, aussi loin que les circonstances et les besoins de la ville le demanderaient⁽³⁾, et il est inutile de souligner l'insécurité des routes et chemins d'alors pour retenir tous les inconvénients et parfois même l'héroïsme qui s'attachait à ces fonctions. Les Consuls boursiers nous narrent, avec saveur, les aventures de deux bourgeois, Consuls de la ville, partis en mission et qui, à force d'être successivement détroussés par les brigands, n'avaient même pas le plus léger vêtement en arrivant à destination. Les Consuls devaient encore se rendre aux Etats et entreprendre de longs voyages pour suivre les procès de la ville à Toulouse ou à Paris⁽⁴⁾.

En outre, ils s'obligeaient personnellement pour la ville⁽⁵⁾.

La fonction de Consul apportait, par contre, aux titulaires, divers avantages. Mais si l'on excepte celui d'après lequel ils étaient exemptés du commun de paix⁽⁶⁾, l'on constate qu'ils étaient tous d'ordre purement honorifique. C'étaient, en effet, le droit à porter la robe et le chaperon du Consulat, à prendre place à l'Eglise Mage au banc réservé aux Consuls, droit auxquels ils étaient particulièrement attachés, le privilège d'être l'objet d'un coup d'encensoir au cours des offices.

Patrons de la cure, ils présentaient le futur curé de Notre-Dame à l'agrément de l'Evêque de Rodez⁽⁷⁾. Représentants de

(1) *Mémorial*, f° 26, n° 235.

(2) *Archives Municipales de Millau*, C C 355.

(3) Serment des Consuls ; pièces justificatives, n° 5, et art. 24 des Ordonnances de 1339.

(4) C C 369.

(5) C C 383.

(6) *Mémorial*, f° 45, n° 437.

(7) C C 393 (V. p. 82).

la ville, ils étaient, à ce titre, reçus par les seigneurs environnants sur un pied d'égalité. Ils avaient le privilège de percevoir sur toute bête sauvage, « bêtes grosses, noires ou rousses », tuées sur la juridiction de Millau, la tête et une épaule⁽¹⁾. Enfin, à l'exclusion de toute autre autorité, même celle du Capitaine-châtelain et du Juge royal, ils détenaient les clefs de la ville⁽²⁾.

Dès la proclamation de leur élection, le gros bourdon sonnait à six reprises différentes avec, entre chacune, un temps d'arrêt afin que chacun des six Consuls pût jouir de l'hommage qui lui était solennellement rendu. A leur mort, ils avaient droit à la sonnerie d'une cloche spéciale qui différait selon que le décédé était en exercice ou ancien Consul⁽³⁾.

c) Reddition des comptes

Leur année de Consulat terminée, les magistrats avaient à rendre compte de leur gestion. La commission qui était chargée de les recevoir était, en 1348, formée des Consuls nouveaux, des Conseillers du Conseil Secret et de dix membres du Conseil de l'Esquile⁽⁴⁾. Cette opération devait avoir lieu au jour de la fête de Sainte-Madeleine, le 22 Juillet, ou quinze jours après au plus tard, à moins que les Consuls et le Conseil Secret n'en décidassent autrement⁽⁵⁾.

En 1411, la ville soutint un procès contre un officier du Roi qui prétendait attenter à ces privilèges et des lettres royaux vinrent confirmer, pour la ville, le principe d'autonomie administrative⁽⁶⁾. C'était là un avantage très précieux.

d) Le Consul boursier

Celui-ci avait la charge la plus lourde parmi les Consuls et il ne lui était pas possible de la décliner lorsqu'il avait été désigné pour la remplir⁽⁷⁾. C'était à la suite d'un vote du

(1) Ce privilège est mentionné à l'occasion de chasses au chevreuil : *Mémorial*, f° 170, ; à la biche : *Mémorial*, f° 171, et au cerf, *Mémorial*, f° 17 ; l'infraction à ce privilège était punie d'une amende de 4 livres 10 sous.

(2) F F 5.

(3) C C 358.

(4) Ordonnances de 1348, art. 5 ; pièces justificatives.

(5) Ordonnances de 1348, art. 5 ; pièces justificatives.

(6) *Mémorial*, f° 21, n° 186 ; un inventaire de 1520 rappelle que « los senhors Cossols non sian pouch tengutz de redre compte dels emolumens de la vila a negum autre que als Cossols lours successors ».

(7) C C 431.

Conseil Général que « la cargua de la borsa e de la aministracio » était dévolue à l'un des six Consuls⁽¹⁾. Celui-ci avait à tenir un livre de comptabilité dans lequel il devait consigner séparément les dépenses et les recettes (la meza et la preza) ; il était à la fois l'ordonnateur du budget et le receveur municipal. Tous les actes administratifs passaient obligatoirement sous son contrôle puisque à cette époque, comme aujourd'hui, tout acte de gestion et d'autorité ou à peu près entraînait un maniement de deniers ; les moindres rafraîchissements offerts aux notabilités de passage et à l'occasion de réunions des administrateurs de la ville sont fidèlement mentionnés dans son livre de comptes. Il se portait garant pour la ville et répondait sur ses propres biens des dettes de celle-ci⁽²⁾. Chaque année, il rendait des comptes aux Consuls nouveaux et leur remettait, avec son livre de comptes, les autres pièces de comptabilité ; une quittance le déchargeait définitivement⁽³⁾. Il était responsable personnellement des erreurs relevées dans sa gestion.

e) Personnel du Consulat

Un notaire était attaché aux Consuls et rédigeait les actes intéressant la ville. Il couchait sur un livre les décisions des Conseils⁽⁴⁾.

1°) *Le Messenger consulaire*

Un domestique qui portait le nom de « vaylet del cossolat », « d'escudier de sains », était logé à la maison commune⁽⁵⁾. Ses fonctions n'étaient pas clairement définies et il paraît être le factotum des Consuls. On le voit, en effet, porter des ordres ou des messages des Consuls à l'intérieur de la ville et même à l'extérieur, aux Consuls des villes voisines. Il remplissait encore les fonctions de concierge de la maison commune et de cuisinier du Consulat, préparant les nombreux repas qui se donnaient à la salle basse de la *maïo cominal*. Ce modeste employé municipal paraît avoir toujours joui de l'entière confiance des Consuls. Ceux-ci le récompensaient largement. Au mariage de la fille de l'un d'entre eux, la ville, par l'organe des Consuls, offre une dot à la jeune mariée et donne à boire aux ménétriers qui « faisaient

(1) C C 431.

(2) C C 377.

(3) C C 453 et art. 7 des Etablissements de 1348 ; pièces justificatives, n° 8.

(4) C C 429.

(5) C C 402.

honneur aux nouveaux époux »(1). A sa mort, le valet du Consulat avait droit à des funérailles payées par la ville(2). Il portait une robe distinctive, la livrée de la ville(3).

2°) *L'Encantayre et les Banniers*

Des lettres patentes données à Marmande, en 1342, par le Lieutenant Général du Roi(4), accordent aux Consuls de Millau le privilège de pouvoir établir tous les ans des encantayres et des corraties ; ces derniers percevaient l'impôt payé sur des marchandises achetées par des étrangers(5).

Les fonctions de l'encantayre ou crieur public consistaient à faire des rondes en suivant les murailles, matin et soir, avec sa trompe, et, s'il était nécessaire, plusieurs fois le soir, à minuit et au matin. Il devait prêter son concours pour les processions. A son entrée en fonctions, l'encantayre jurait entre les mains des Consuls de ne pas commettre d'abus de pouvoirs « non tractaria mal a degus », à ne pas aller dans les tavernes et à n'avoir que de bonnes et honnêtes fréquentations(6). Comme investiture de son office, on lui remettait l'esquilo ou cloche de l'encan. En outre, il portait une robe, insigne de sa fonction. L'émolument de l'encan était affermé quelques livres à peine, l'exercice de cette fonction ne devant rapporter à son titulaire que des ressources fort modestes(7). L'encantayre, par certains côtés, se rapproche fort de l'almotacen que l'on retrouve à Valence, Majorque(8) et dans tous les états du Roi d'Aragon, et qui paraît être l'ancêtre du sereno.

Les Consuls avaient encore à leur disposition les banniers. Ces fonctions étaient affermées à la plus dite(9) ; les banniers prêtaient serment d'exercer loyalement leurs fonctions, de veiller sur les vignes et possessions des habitants de la ville et prenaient pour eux l'émolument du banh(10).

En 1187, Alfonse accorda aux Consuls et à la commune un

(1) C C 402.

(2) C C 387.

(3) C C 409.

(4) Jean de Marigny, évêque de Beauvais, lieutenant-général du roi en Gascogne, Agenais, Bordelais, Saintonge et Languedoc.

(5) A A 19.

(6) C C 397.

(7) V. page 72.

(8) TOURTOULON : *Jacme I^{er} le Conquérant*.

(9) V. page 72.

(10) F F 52.

sceau et une bannière distinctive⁽¹⁾. Cette bannière était déployée lors des processions et c'était derrière elle que s'avancait le premier Consul. En 1401, elle devait être particulièrement usagée puisqu'il fallut procéder à son remplacement ; le Consul boursier mentionne « no fes vergonha et dezonor de la vila ». Sa réfection coûta vingt-deux livres et quinze sous⁽²⁾.

Les soldats que la ville envoyait à la guerre emportaient avec eux une bannière de la cité.

Le sceau que le Roi d'Aragon avait accordé aux Consuls de Millau fut l'objet, en 1298, d'une contrefaçon. Ce furent les Consuls de Montpellier qui s'aperçurent de la supercherie et il est curieux de rapporter comment l'auteur du Mémorial résume cette affaire dans laquelle le coupable fut pendu sur l'intervention des magistrats de Montpellier⁽³⁾.

Le Consulat, tel qu'il fonctionnait à Millau au cours des XIII^e XIV^e et XV^e siècles, était parvenu à un degré d'autonomie remarquable. La ville l'avait obtenu à l'aide des privilèges concédés par les divers et lointains seigneurs qui furent ses maîtres : Rois d'Aragon, Comtes de Provence, Comtes de Toulouse, Comte de Poitiers, Rois de France.

Favorisés par l'éloignement de ceux-ci, les Consuls surent habilement gouverner leur cité. Mais cette autonomie s'exerça au profit d'une oligarchie ; dans les listes des Consuls, ce sont toujours, sauf de très rares exceptions, les membres des mêmes familles qui occupent les postes les plus élevés de l'administration municipale. Le fait de payer un droit d'entrée au Conseil et au Consulat pouvait peut-être éloigner les habitants capables et de conditions trop modestes aux dépens de moins méritants, mais plus fortunés ; en outre, il ne faut pas perdre de vue que

(1) La ville de Millau conserve dans ses armoiries 4 pals rouges sur fond d'or (les couleurs d'Aragon), auxquels fut ajouté un chef d'azur à 3 fleurs de lis d'or lorsque la Vicomté fut réunie à la Couronne de France, à la fin du XIII^e siècle.

(2) C C 387.

(3) Contra ung layro que avia contrafag lo Sagel del Cossolat. Item y a una letra en lati ben honesta laquala los Cossols de Monpelier tramegron als Cossols de Melhau narran cossi ung falsari et layro avia fach contrafar et falcificar en la vila de Monpelier lo sagel del Cossolat de Melhau per alcun argentie de lad. vila et cossi apres que fone fach era stat presentat alsd Cossols de Monpelier coma era de costumada et quant losd. Cossols vigro lod. sagel interroguero lod. argentie et may lo layro que lo avia fach fayre se els avian procuraciou et licencia del Cossolat de Melhau de far fayre lod. sagel, losquals respondero que no, mas lod. layro affermava que el era specialmen trames per losd. Cossols de Melhau, et si apelava Berenguia Nicolau ; dont losd. Cossols de Montpelier conoyssens la tromparia fero penre lod. layro et y a d'autras proceduras liadas am lad. letra scricha l'an MCCLXXXVIII. *Mémorial*, f^o 36, n^o 347.

les charges fort lourdes du Consulat (nous allons voir combien leurs pouvoirs étaient étendus dans tous les domaines) demandaient à ceux qui devaient les accepter, non seulement une certaine compétence, mais encore des loisirs nombreux.

Les réunions multiples au Conseil, les missions de contrôle en matière financière, administrative et militaire, les audiences judiciaires, les députations et voyages, l'administration des hôpitaux, tout cela faisait que seuls de riches bourgeois, n'ayant pas le souci du lendemain, pouvaient se livrer tout entiers à ces absorbantes fonctions.

::

Attributions judiciaires des Consuls

Il y avait à Millau deux tribunaux et deux justices distinctes : celle du seigneur, puis du Roi, et celle des Consuls.

Dès 875, Millau était le siège d'une viguerie⁽¹⁾. Plus tard, cette ville devint le siège d'un baile, agent seigneurial. Dans la partie du Rouergue qui était alors réunie à la Couronne, ces baylies furent englobées, en 1226, en une sénéchaussée dont le siège fut à Villefranche en 1252 et, au xvi^e siècle, deux cours présidiales apparaissent dont les sièges étaient respectivement à Villefranche (1552) et à Rodez (1621)⁽²⁾. Bien antérieurement, les bayles perdirent l'exercice de la justice qui passa à des juges placés à la tête d'une circonscription appelée Jugierie.

Millau devint le chef-lieu d'une jugerie et, de très bonne heure, un juge résidait dans cette ville. En plus de ses fonctions judiciaires, il était le délégué du Sénéchal de Villefranche et représentait le pouvoir central.

Quant à la justice des Consuls, elle était rendue par « los Cossols et lo Cosselh ». Contrairement à la plupart des villes de Consulat du pays de langue d'oc, il n'y avait pas à Millau de juge des Consuls ; c'était une sorte de jury, formé par les Consuls et les Conseillers, qui rendait la justice municipale dans la limite d'une certaine compétence. En matière civile, les Consuls de Millau prononçaient eux-mêmes, avec leur Conseil, le jugement pour les affaires qui étaient de leur compétence, *ratione materiae* ; au contraire, en matière criminelle, ils prenaient simplement

(1) DE GAUJAL : *Etudes historiques sur le Rouergue*, t. 1, p. 489.

(2) En 1635, un siège présidial fut érigé à Millau, mais, la même année, il fut transféré à Rodez.

connaissance du procès et communiquaient leur avis au juge.

Avant d'étudier les diverses compétences réservées à la juridiction des Consuls, il convient de noter tout d'abord que les magistrats municipaux exerçaient un certain contrôle sur le juge royal.

La nomination du juge devait préalablement être agréée par les Consuls⁽¹⁾.

Le juge était d'ailleurs soumis à certaines obligations : il ne pouvait être nommé s'il était natif de Millau⁽²⁾ ; il était tenu de résider en ville⁽³⁾. Au jour de sa nomination, de même que le Sénéchal, il devait prêter serment entre les mains des Consuls, jurant de respecter les privilèges de la ville⁽⁴⁾.

Les Consuls ne craignaient d'ailleurs pas d'entrer, le cas échéant, en procès avec le juge royal⁽⁵⁾.

a) Compétence civile

Les Consuls avaient la juridiction pour les causes foncières relatives aux terres comprises dans le ressort de la ville ; ils étaient en outre compétents pour connaître des dommages causés sur ces terres.

En effet, dans des lettres données à Fontainebleau en 1554, Henri II réaffirme certains privilèges que la ville possédait de tous temps. Il rappelle « que la police et république et l'administration de la justice ordinaire par mesme moyen leur appartient (aux Consuls) tant pour le regard de la police ou dommages qui se pourroient fere es terres de lad. ville que en matiere commerciale, laquelle auroit esté et est toujours administrée sans aucun frays et despens des parties et tous actes de leurs sentences et jugements expédiés par leur greffier »⁽⁶⁾.

Et dans un dénombrement du xvi^e siècle, il est rappelé que « les Consuls sont, par privilège ancien, premiers juges et à eux appartient la première connoissance de procès et questions des habitants provenues à l'occasion de servitudes, limites, boules sive bornes, usurpations de champs et de baux,

(1) En 1413, les Consuls refusent de recevoir, en qualité de juge, un nommé Bernad Rostanh. *Mémorial*, f^o 3, n^o 19.

(2) A A 15.

(3) *Mémorial*, f^o 22, n^o 200.

(4) *Mémorial*, f^o 11, n^o 81.

(5) *Mémorial*, f^o 14, n^o 111. (V. exemples, p. 85, note 2).

(6) A A 19.

proclamation de tailles et dommages faits aux pièces et possessions desd. habitants ».

Dans un inventaire moins récent que le précédent, on lit : « los cossols podon cometre los jurats per lo debat dels edificis e servitutz ». Ces droits étaient fort anciens et dès 1310 nous trouvons leur application qui est mentionnée⁽¹⁾.

Les Consuls peuvent donc connaître en premier ressort des dommages causés aux propriétés, ainsi que des actions en bornage, déplacement de bornes et servitudes. Cette compétence relative aux causes foncières et aux actions en revendication⁽²⁾ s'augmentait de la connaissance des affaires commerciales et prud'hommales. Ceci résulte des lettres de 1554 et des vieilles coutumes : « item que aussi par coutumes anciennes lesdits consuls connoissent en matière de louages de serviteurs et chambrières »⁽³⁾.

Les Consuls remplissaient encore les fonctions d'arbitres. « Item que quant alcunq differant vient entre alcunq habitant de ladite ville ou aultres qu'ils se retirent à la mayson consulaire de ladite ville et par devant les consuls de ladite ville ung jour de la sepmaine et illecs lesdits consuls les ouissent sommairement et y provident et condamnent et quant les parties veulent les appuntements les leur despaichent et bailent par escript ou se font faire par leur notaire. Ex consuet »⁽⁴⁾.

Dans la charte de 1187, Alfonse précise que le *dominus curiæ* plaidant contre une personne privée de *privato negocio*, doit plaider à la manière d'une personne privée et que les clercs ne doivent être traduits devant la Cour que si le *jus* le prévoit et leurs causes doivent alors être jugées *de jure*.

Le rôle des Consuls, en matière civile, était donc important du fait de l'étendue et de la variété de leurs diverses compétences.

(1) *Mémorial*, f° 22, n° 199.

(2) Peut-être les actions en usurpation de champs et de baux sont-elles des actions de nouvelle dessaisine quoique ordinairement ce soit le Juge royal et non les Consuls qui sont compétents ; il y avait cependant des justices municipales qui s'occupaient de l'examen de ces questions possessoires parallèlement aux Justices royales. (V. BRISSAUD, II, 256, n° 3).

(3) C C 384.

(4) Dénombrement du xvr^e siècle. En 1396, les Consuls arbitrent un différend survenu entre un riche bourgeois et le juge de la ville. C C 384.

b) Compétence pénale

Les pouvoirs judiciaires des Consuls en matière pénale étaient plus considérables encore.

Leur droit de justice répressive s'étendait tout d'abord à l'application des ordonnances ou Etablissements que les Consuls ou leurs prédécesseurs avaient édictés.

Or, nous verrons en étudiant le pouvoir réglementaire des Consuls, les activités des habitants de la ville étroitement réglementées. C'est ainsi qu'ils avaient à réprimer les infractions commises par les boulangers, les meuniers, les bouchers, les drapiers, etc..., aux obligations que leur imposaient leurs règlements. Les peines généralement appliquées en cette matière sont une amende légère, la confiscation de l'objet ou la restitution du prix⁽¹⁾.

A Millau, les Consuls exerçaient encore les fonctions de vérificateurs des poids et mesures et ils connaissaient des contraventions commises à l'encontre des « mesures de bledz, vins, sels, huyles, poys et aultres que sont en la ville »⁽²⁾.

Ils connaissaient des infractions dans les matières se rapportant à l'hygiène, à la voirie et à tout ce qui est aujourd'hui règlementé par voie d'arrêtés municipaux.

Mais c'est en matière criminelle que les Consuls et le Conseil jouaient un rôle capital, et cependant les magistrats municipaux ne constituent pas pour les affaires criminelles une véritable juridiction. Il n'y a qu'un seul tribunal, celui du seigneur, puis du Roi. Seul le Juge rend la justice pénale, mais les Consuls doivent prendre connaissance de l'affaire et, réunis avec le Conseil Général, décider quelle est la peine qu'il convient d'appliquer selon eux. Ils transmettent ensuite cet avis, ce conseil au Juge et celui-ci est tenu ou de faire passer l'opinion des Consuls et du Conseil dans sa sentence ou de prononcer une peine moindre ; mais il ne peut jamais prononcer une peine supérieure à celle qui a été décidée par cette sorte de jury.

Peut-être s'est-il produit une fusion, en une seule juridiction, de deux tribunaux qui, en cette matière, étaient autrefois distincts, celui du seigneur et celui des Consuls. Il faut remarquer que dans la charte d'Alfonse de 1187, cette fusion paraît déjà établie : « per arbitrium consulum et judicis et

(1) I I 2.

(2) Dénombrement du xvr^e siècle.

conciliatorum curiæ posquam inde clamorem acceperint ... »
A cette époque l'on voit les Consuls et les Conseillers de la Cour qui siègent auprès du Juge.

Peut-être s'agit-il aussi d'un privilège établi bien avant 1187 que le roi d'Aragon n'a pas besoin de réaffirmer parce qu'il ne souffre aucune difficulté et d'après lequel le juge doit prendre l'avis des Conseillers de la Cour et des Consuls, c'est-à-dire des « *probi homines* » ; et les Conseillers de la Cour disparaissant, ce sont les membres du Conseil Général qui ont dans leurs attributions générales celles de conseiller le Juge avec les Consuls.

Voici dans quelles conditions fonctionnaient les attributions judiciaires des Consuls en cette matière.

L'information était ouverte par le Juge Royal. Celui-ci pouvait ordonner de lui-même l'arrestation de l'inculpé⁽¹⁾. L'enquête, qui devait chercher à établir aussi bien l'innocence que la culpabilité⁽²⁾, était placée sous sa direction, mais, même au cours de celle-ci, le Juge n'était pas entièrement indépendant.

Sans doute c'était bien à lui seul qu'il appartenait de la diriger dans le sens qu'il jugeait convenable, mais la torture ne pouvait avoir lieu qu'en présence de trois Consuls⁽³⁾.

A la clôture de l'information, celle-ci était communiquée aux Consuls par le Juge et plus tard par le Procureur du Roi⁽⁴⁾.

Les Consuls, assistés du Conseil, prenaient connaissance de l'instruction : « *et vist e palpat lo proces* »⁽⁵⁾. Les Consuls et les Conseillers délibéraient sur la sentence qu'il convenait d'appliquer. Nous voyons les Consuls prendre certaines formes pour s'adresser au Juge : « *Lo Cossel apunchet que om ocosselhes moss, lo jutge que ...* »⁽⁶⁾ ; mais en fait ce Conseil était prépondérant. Généralement le Juge entérinait la sentence des Consuls sans rien y toucher, lui donnant force exécutoire.

D'autres fois, le Juge ne s'en tenait pas à l'avis des Consuls, mais il n'avait alors que le seul pouvoir de diminuer la peine prononcée par les Consuls, jamais celui de l'augmenter.

« *Lo jutge de Melhau non pot augmentar la pena dels crimosos may que non es apunchat per lo cossel de sayns* »,

(1) C C 424, année 1452 ; C C 428, C C 436.

(2) *Mémorial*, f° 12, n° 96 : Que quant se fara alcuna secreta enformaciou contra alcun que sia aytant be enquerit sobre las ignoscencias coma sobre las colpas ».

(3) *Mémorial*, f° 49, n° 484 et C C 422.

(4) C C 424, en 1452.

(5) C C 424.

(6) C C 390, C C 424.

c'est ainsi que, dans un document de 1520, est mentionné ce précieux privilège.

Pour la première fois, d'après les pièces de nos archives, c'est en 1300 qu'un Juge Royal voulut passer outre à une sentence des Consuls et prononcer une peine supérieure à celle à laquelle ceux-ci et le Conseil avaient condamné un voleur. Les Consuls firent appel contre le Juge et sa sentence fut cassée⁽¹⁾.

Le même fait se reproduisit en 1348, mais dans des conditions qui méritent d'être rapportées. Il s'agissait d'un criminel que le Juge détenait en prison. Les Consuls et le Conseil ayant pris connaissance du dossier, « fonc conclusit et appunctat per losd. cossols et cosselies que lod. criminos per sos demerites et crimis contengutz en lod. proces et enquestas, devia estre neguat et penre mort en aygua, et aytal ho acosselheron et referigron ald. baille ».

Le Tribunal des Consuls avait donc décidé que la peine à appliquer était la mort par immersion, mais le bailli, « non obstan so dessus, augmentan lad. pena, lod. baille condempnet lod. criminos a estre pendut et stranglat ».

Ainsi une condamnation à mort par pendaison était une peine supérieure à la mort par noyade, et le Juge, en réformant la peine prononcée par les Consuls, avait outrepassé ses droits. L'affaire passionnait tous les habitants sauf celui qui, pendu ou noyé, devait être exécuté. Les Consuls défendirent énergiquement leurs privilèges, n'acceptant pas le jugement du bailli, et l'affaire fut portée devant un maître des requêtes du Roi, de passage dans la ville, qui fut choisi comme arbitre : « loqual mestre de requestas, ausidas lasd. partidas, ordonet que la sentencia et deliberaciou de Cosselh delsd. messenhors Cossols et Cosselies seria messa a exequitiou et non pas lad. sentencia deld. baille, vistes los privilegiis deld. Cossolat et casset et revoquet lad. sentencia per lod. baille donada⁽²⁾ ».

Force resta donc aux Consuls et ce fut leur décision qui fut appliquée.

Ces importants privilèges en matière judiciaire furent révoqués par un arrêt du Parlement de Toulouse en date du 26

(1) *Mémorial*, f° 35, n° 339 : « Y a ung instrumen appellatori dels Cossols contra lo baille de Melhau que avia condampnat ung layro a major pena que losd. Cossols et lur Cosselh non avia ordenat ; mas la sentencia deld. baille fonc cassada et revocada coma apar en aquest libre al lonc en ung autre Item et loqual instrumen pres M^e Steve Laurens, notari, l'an MCCC ».

(2) *Mémorial*, f° 5, n° 38.

Avril 1769 et dès lors les Consuls ne prirent plus que le titre de Juges de police⁽¹⁾.

Les peines que prononçait le Tribunal des Consuls étaient d'une extrême sévérité. Car au Moyen-Age, comme de nos jours, toutes les peines criminelles tendaient à servir d'exemple et empêcher les crimes par la crainte du châtement. La sentence est très souvent suivie des mots : « per donar exemple al poble ». De là ce caractère de publicité et cette mise en scène qui accompagnait toujours les peines criminelles. A moins que les coutumes ne les détermine avec précision, les pénalités sont arbitraires.

Le *vol* était très sévèrement réprimé ; il n'est pas rare de voir le voleur condamné à avoir le poing coupé devant la demeure du volé⁽²⁾.

Un voleur de neuf moutons est condamné à être promené dans les rues de la ville un jour de marché, battu et fouetté jusqu'à effusion de sang inclusivement et envoyé aux galères à perpétuité.

Un homme coupable d'un larcin est condamné à la fustigation et au bannissement.

Le voleur d'une mule est condamné à être fouetté dans tous les quartiers de la ville. L'encantayre devait précéder le bourreau en criant : « que tal fara tal penra ». De plus le voleur était expulsé pour une durée de cinq ans de toute la juderie.

Un vol avec agression à main armée entraîne pour son auteur la mutilation de la main gauche qu'il perd au bout du Pont Vieux et est banni pendant vingt-cinq ans.

Le *meurtre* était aussi sévèrement réprimé. Le coupable était livré au bourreau qui lui faisait faire sa dernière promenade à travers les rues de la ville. En passant devant la demeure de celui qu'il avait assassiné, on lui coupait le poing droit ; de là il était conduit sur la place publique où il était pendu à une potence.

L'*infanticide* était l'un des crimes puni avec le plus de cruauté. La coupable était conduite devant la maison où elle avait commis le crime, là deux boutons de tenailles ardentes lui étaient appliqués sur les épaules nues ; sa tête était ensuite tranchée sur un échafaud au milieu de la place publique, puis le corps exposé

(1) B B 19.

(2) M. Artières a relevé les plus curieuses condamnations dont il est fait mention dans nos Archives et en a fait l'objet d'une communication à la Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron, intitulée : *Pénalités d'autrefois. Mémoires* de cette Société, t. xvii, p. 521 à 534. C'est dans cette étude que sont prises la plupart des sentences rapportées ici.

aux fourches patibulaires et la tête placée sur la tour du Pont Vieux.

L'*inceste* est quelquefois puni par la fustigation du coupable, après que celui-ci a été promené tout nu à travers les quartiers de la ville ; d'autrefois, le coupable est brûlé au milieu de la place publique.

L'*adultère* était puni dès 1187. Les coupables devaient être promenés nus à travers les rues de la ville, subir leur punition le jour et non la nuit ; la peine ne pouvait être rachetée à prix d'argent, le conjoint innocent ne devait pas subir de dommages de ce chef⁽¹⁾.

La mauvaise conduite à laquelle se livraient des femmes de la ville fut réprimée, par les Consuls, à l'aide d'une condamnation marquée au coin du bon sens : « que sian menadas per lo exeutor de la auta justissia am un cappel de pailha al bordel ».

Les exécutions capitales avaient lieu à Millau de trois façons différentes, soit par immersion dans le Tarn, soit par pendaison ou par le feu. Elles étaient faites par le « mestre de la auta justissia », qui était payé par la ville et qui, en plus de ces fonctions, était tenu de nettoyer les rues de la Cité⁽²⁾. Il jouissait de certaines prérogatives, notamment de prélever un œuf, du bois et un objet de tout ce que les forains apportaient pour être vendu au marché⁽³⁾. Il était obligé de se promener en ville revêtu de son costume particulier destiné à inspirer la terreur aux criminels et à le séparer des autres habitants.

Les pénalités, ainsi que nous venons de le voir, sont empreintes d'un caractère de cruauté qui heurtent nos conceptions actuelles. Et cependant la justice consulaire devait être plus douce que la justice royale.

En 1364 les Consuls protestent contre une exhibition barbare ordonnée par le Sénéchal. Ce magistrat avait décidé qu'un quartier d'homme serait exposé à la porte de l'Ayrolle. Les Consuls protestèrent vivement ; mais, malgré leur réclamation, cette macabre exposition se continua pendant plus de deux mois⁽⁴⁾.

(1) Privilèges de 1187, pièces justificatives n° 1. La charte d'Alfonse ne précise pas que les coupables devaient courir nus, mais le droit des coutumes méridionales l'indique constamment.

(2) C C 35. (V. ARTIÈRES : *Les Bourreaux d'autrefois*, dans les Mémoires de la Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron, t. xvii, p. 517).

(3) Ce droit accordé au bourreau était appelé droit de « havage » ; il fut aboli à la suite des protestations des habitants.

(4) C C 361.

Les biens des condamnés à mort, selon le droit écrit, ne pouvaient être confisqués ; ils devaient revenir aux plus proches parents de la même façon que si le de cujus avait décédé « ab intestat »⁽¹⁾ et Charles VI, en 1406, confirma ce principe⁽²⁾. Malgré cela les Consuls furent très souvent en difficulté avec le pouvoir royal qui prétendait s'emparer des biens laissés, à leur mort, par les condamnés à la peine capitale⁽³⁾.

Les habitants de Millau jouissaient encore d'autres privilèges en matière criminelle. La liberté individuelle était ici formellement garantie. Les habitants de Millau ne pouvaient être détenus en prison, s'ils donnaient caution, à moins que le crime ne fût particulièrement grave : « en baillen fermansas los habitans de Melhau non devo demorar en carce seno que lo crime fos enorme⁽⁴⁾.

De plus, les habitants de Millau ne pouvaient être jugés que par le juge de Millau et le Sénéchal n'avait pas le droit de les soustraire à cette juridiction⁽⁵⁾.

Le Sénéchal du Rouergue venait tenir périodiquement, à Millau, comme dans les autres villes de la province, ses assises ambulatoires. Mais de bonne heure elles durent perdre leur caractère judiciaire pour ne conserver, en dehors de leur but d'inspection, qu'un caractère solennel⁽⁶⁾.

Aussi on peut voir à plusieurs reprises les Consuls de Millau insister auprès du Sénéchal afin qu'il veuille bien ajourner ses déplacements qui, pour la ville, étaient une cause de dépenses considérables et renvoyer les assises à des temps meilleurs.⁽⁷⁾

(1) A A 7.

(2) *Mémorial*, f° 34, n° 323 ; à Toulouse, ces biens passent aux mains du Comte ; LIMOUZIN-LAMOTHE : *La Commune de Toulouse*, p. 166.

(3) Inventaire de 1520.

(4) *Mémorial*, f° 16, n° 144.

(5) *Mémorial*, f° 12, n° 95, etc...

(6) La durée des assises est ordinairement, à Millau, de plusieurs jours ; en 1374, 3 jours (C C 370) ; en 1395, 2 jours (C C 384).

(7) C C 412. Suivant les statuts et les règlements concernant l'administration de la Justice donnée par : Guillaume de Ventenac et Gaucelin de Campanis, Commissaires du Roi, à Peyrusse, le 6 Juillet 1327, 6 sessions d'assises devaient avoir lieu chaque année à : St-Antonin, Verfeil, Najac, Villefranche, Villeneuve et Peyrusse, et deux au moins chaque année à : La Guiole, La Roque-Valzergues, St-Geniez, Millau, Roquezezières, St-Affrique, Cassagnes-Royaux et Sauveterre. Ces sortes de grands jours dont on trouve de simples mentions dans plusieurs de nos dépôts d'archives, ne manquaient pas d'impressionner les populations. La présence des sommités judiciaires de la province, la foule d'archers qui formaient l'escorte, les procureurs, les avocats et autres habitués de Cours de Justice, la solennité des audiences et des jugements qui intervenaient, inspièrent le respect et la crainte. AFFRE : *Dictionnaire des Institutions, Mœurs et Coutumes du Rouergue* ; v. Assises.

Le droit de justice, tel que l'appliquaient les Consuls de de Millau, était pour les habitants de la ville une garantie certaine. La liberté individuelle était assurée, le principe d'après lequel l'instruction des crimes n'appartenait pas à ceux qui étaient chargés de juger, le fait que les décisions étaient rendues par un Jury, tout ceci était de nature à protéger les inculpés contre la haine ou la vengeance qui aurait pu animer un Juge unique et à les garantir contre l'arbitraire.

::

Pouvoirs réglementaires des Consuls

Tout pouvoir judiciaire, selon les coutumes féodales, pouvait faire des règlements dans la mesure où il était compétent. Ce pouvoir réglementaire s'exprimait dans des Etablissements (*carta de stabilimens*).

Parmi les documents relatifs à l'administration communale, le plus ancien, nous l'avons vu, est constitué par la charte concédée en 1187 par Alfonse. Dans celle-ci, tout en confirmant le Consulat, le Roi d'Aragon indiquait qu'il accordait aux habitants de Millau de nouveaux privilèges⁽¹⁾. Il y en avait donc de plus anciens. De Gaujal pensait que les coutumes, dont nous aurons tout à l'heure à faire mention, étaient antérieures aux privilèges de 1187⁽²⁾. Nous ne pouvons savoir qui a rédigé ces coutumes ; mais nous possédons des Ordonnances qui ont été, nous en sommes certain pour *las cridas del Cossolat*, les Ordonnances de 1339 et celles de 1348, uniquement édictées par les Consuls, en dehors de toute immixtion du seigneur.

M. Limouzin-Lamothe écrit qu'à Toulouse les Ordonnances sont rédigées, au début, à la fois par les Consuls et par le Comte, et que ce n'est que bien plus tard que la commune pourra légiférer de sa propre initiative⁽³⁾. Dognon constate que la plupart des Consulats se sont arrêtés au premier stade de cette évolution⁽⁴⁾. La commune de Millau, qui possédait le droit de faire des Ordonnances, avait donc dépassé beaucoup de villes de Languedoc.

(1) Pièces justificatives, n° 1.

(2) DE GAUJAL : *Etudes historiques sur le Rouergue*, t. I, p. 285.

(3) LIMOUZIN-LAMOTHE : *La Commune de Toulouse*, p. 158.

(4) DOGNON : *Institutions politiques du pays de Languedoc d'Oc, du XIII^e siècle aux guerres de Religion*, p. 94.

Comme la plupart des chartes, des ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, les privilèges accordés à la ville de Millau, en 1187, 1200, 1203, ont trait, sans aucun ordre, à des sujets fort différents. Des règles de procédure sont glissées, éparses, au milieu de privilèges relatifs à l'administration de la ville. Ce n'est que plus tard que l'on sentit le besoin de coordonner ces diverses dispositions, de trancher des points contestés dont la coutume n'était pas suffisamment établie ; c'est ainsi que l'on rédigea des Coutumes et des Ordonnances.

Les Ordonnances des Consuls s'appliquent à toutes les activités des habitants. Le droit pour la commune de faire des règlements était illimité et s'étendait à toutes les matières d'administration et de justice. La source du pouvoir réglementaire des Consuls se trouve dans la charte d'Alfonse de 1187. C'est le Roi d'Aragon qui le leur donne explicitement : « damus eis (les Consuls) in totum arbitrandi libertatem pro fidelitate nostra et villæ et totius communis » (1).

Les dispositions des Etablissements concernent le Droit Public ; d'autres ont trait aux pouvoirs municipaux de police, de voirie, d'hygiène ; d'autres se rapportent à l'entretien de la ville et des remparts, réglementent les divers métiers ou contrôlent étroitement les commerçants, décident de quelle façon doit avoir lieu la répartition des impôts et la procédure à suivre pour ceux qui se prétendraient trop imposés.

Nous trouvons dans les Coutumes un article se rapportant au droit d'épave et réglementant la police des cours d'eau (2) ; il prévoit que si, à la suite de la crue des eaux, du bois, appartenant à un étranger ou à un habitant de la ville, était abandonné par la décrue sur les bords du Tarn, entre deux points fixés (3). Le propriétaire du bois avait le droit de revendiquer les matériaux à condition qu'il indemnise les riverains pour le dommage qui aurait pu leur être causé par ce bois (4). De même, il était permis de conduire des trains de bois par voie d'eau, à condition de ne pas endommager les biens des riverains.

Diverses dispositions ont trait aux dettes et aux saisies mobilières.

Le créancier pouvait prendre un gage aussi bien sur la caution que sur le débiteur principal ; de plus, le créancier

(1) Pièces justificatives, n° 1.

(2) Art. 6 des Coutumes.

(3) Entre le moulin *Cheyran* et le quartier de *Canhac*.

(4) Cette disposition est à comparer avec un règlement daté de 1192, émanant des Consuls de Toulouse, rapporté dans l'*Histoire du Languedoc*, t. vi, p. 145 ; note d'A. Molinier.

gagiste, au bout d'un an révolu et si le terme auquel la dette était exigible est passé, devient propriétaire du gage, à condition toutefois que les biens mis en gage soient proportionnés à la valeur de la créance⁽¹⁾.

Les saisies étaient, au Moyen-Age, la voie ordinaire de contrainte et d'exécution des jugements. Mais les draps dont était garni le lit du débiteur, ainsi que les vêtements qu'il portait sur lui, étaient insaisissables⁽²⁾. Nous trouvons dans les mêmes Coutumes une disposition relative aux loyers d'habitations. Les locataires devaient respecter les conventions qui étaient la coutume de la ville, quant au terme⁽³⁾. Et un dénombrement du xvi^e siècle précise qu'il est de coutume immémoriale que le propriétaire ne pourra expulser le locataire qu'après un préavis de six mois ; le locataire, de son côté, était tenu d'aviser son propriétaire six mois avant le jour où il avait l'intention de vider les lieux.

L'article 14 des Coutumes pose en matière de témoignage : « Tous bons prud'hommes, pourvu qu'ils soient sans reproche et de bonne et honnête vie, seront crus sur leur serment jusqu'à la somme de vingt sous tournois ».

En matière de droit pénal, les Consuls fixaient eux-mêmes les pénalités auxquelles seraient soumis ceux qui se rendraient coupables d'injures envers le Consulat ou envers les Consuls, dans l'exercice de leurs fonctions. Le Conseil et les Consuls procéderont eux-mêmes à l'enquête et, après que le coupable aura présenté sa défense, « que sia punit et corregit a la voluntat del cossel secret et de l'esquila ». Si, par contre, il s'agissait d'une dénonciation calomnieuse, son auteur devait être recherché et le dénonciateur sévèrement puni⁽⁴⁾.

Ce même règlement précise que les Conseillers qui se seront rendus coupables du crime de forfaiture et qui seront reconnus traîtres à la ville « tant per raubamen d'arjen, de documens quant d'autres crims », seront bannis du Conseil et punis comme leur crime l'exigera⁽⁵⁾.

A toutes les époques, les Etablissements des Consuls prévoient et répriment les délits contre la propriété d'autrui.

(1) Art. 22 des Coutumes ; l'étranger qui donnait un gage devait pouvoir le recouvrer sans recourir à justice.

(2) Art. 20 des mêmes Coutumes.

(3) Art. 5 des mêmes Coutumes.

(4) Art. 20 des Ordonnances de 1339 ; pièces justificatives, n° 9. (V. la charte d'Alfonse qui édictait des peines contre les accusateurs téméraires ; pièces justificatives, n° 1).

(5) Art. 21 des Ordonnances de 1339 ; pièces justificatives, n° 7.

Nous avons vu, en étudiant le personnel du Consulat, que la ville disposait de banniers, lesquels, de même que nos gardes-champêtres actuels, étaient chargés de veiller sur les propriétés rurales et d'appréhender les délinquants. A chaque délit prévu en cette matière, une prime est offerte au dénonciateur.

Si un homme pénètre dans un jardin, un champ ou dans une vigne pour prendre des fruits sans l'autorisation du propriétaire, il sera tenu de payer sept sous d'amende, savoir quatre sous au baille, deux sous à celui auquel le dommage a été causé et douze deniers tournois à celui qui l'aura dénoncé. De plus, le voleur devra être emprisonné au château et exposé aux ceps de la Grande Place⁽¹⁾.

Dans les criées du Consulat, les mêmes défenses sont à nouveaux exprimées, mais de nouvelles dispositions sont ajoutées : les bris de clôture sont punis au même titre que les vols dans les propriétés d'autrui⁽²⁾. En outre, le principe de la responsabilité civile des parents à l'égard de leurs enfants et des maîtres et commettants à l'égard de leurs préposés y est affirmée : « els payres ho las mayres pagaran per lurs effans els maystres per lurs messatges »⁽³⁾.

Le propriétaire de tout animal qui entrera dans un champ, un jardin ou un pré, devra payer six deniers tournois : quatre deniers tournois pour l'amende et deux pour réparer le dommage causé⁽⁴⁾.

Il était interdit d'acheter à des personnes suspectes des fruits dont la provenance pouvait être douteuse⁽⁵⁾.

Les habitants de la ville n'avaient pas le droit de s'approprier des pins ou de la résine faisant partie des bois ou patus communaux⁽⁶⁾. Un procès eut lieu à cause d'une infraction à ce règlement, et l'on y voit que certains de la ville déboisaient les « patus et boscaiges » pour, après y avoir mis le feu, en faire « bosigues et issarts » et ensuite y semer du blé⁽⁷⁾.

(1) Art. 8 des Coutumes.

(2) Art. 1 des Criées : « trenquar algunas palissas ho outras clausuras de possessios ».

(3) Art. 1 des Criées.

(4) Art. 9 des Coutumes.

(5) Art. 5 des Criées.

(6) Art. 6 des Criées. Les habitants de Millau avaient sur les patus le droit d'*esplichea* : droit de prendre le bois mort.

(7) F F 8.

Les restrictions apportées par les règlements consulaires envers les étrangers étaient nombreuses et sévères. Aux termes d'un article des Crieés, l'usage des patus communaux leur était interdit⁽¹⁾. Les coutumes prévoyaient, en matière judiciaire, une procédure particulière lorsqu'il s'agissait d'une affaire entre un habitant de la ville et un étranger⁽²⁾. Mais c'était surtout en matière commerciale que les Consuls, dans leurs Ordonnances, multipliaient les garanties en faveur du commerce local à l'encontre des marchands étrangers. Il était interdit à ces derniers de vendre, dans Millau, du drap au détail, excepté durant les quatre jours de foire⁽³⁾. De même ils ne pouvaient blanchir les toiles en les exposant sur les graviers de la ville⁽⁴⁾.

Seuls les commerçants de la ville avaient le droit de vendre du vin au détail dans les tavernes⁽⁵⁾. D'ailleurs le vin étranger était particulièrement visé par l'étroit protectionnisme qui, ici comme dans toutes les cités de cette époque, défendait les produits locaux contre la concurrence étrangère. L'on ne pouvait vendre du vin étranger que lorsque la récolte locale était écoulée. Des Lettres Royaux de 1400, mentionnés au Mémorial, réaffirment cette prohibition : « et fone parelhamen prohibit a vos de trompa a totz los merchans et autres que compravon vi stranch que non ausesson ny lur fos permes de vendre lodich vi en ladicha vila jusques a tant que los habitans daquela aguesson vendut lur proprii vi provengut del vinhobre de lad. vila »⁽⁶⁾.

De plus, un impôt frappait les vins étrangers ; une délibération communale de 1414 décidait que « tot home estranh que sey mezes vi per vendre e per altra causa que paguesse V s. per M° alla reparatio de la vila »⁽⁷⁾. Cet émolument rapportait chaque année trente livres à la ville.

Mais le commerce local n'échappait pas, lui non plus, aux regards des Consuls. Tout d'abord, ceux-ci assuraient la protection des prix en faisant défense aux revendeurs de se pourvoir sur le marché avant que les habitants aient procédé à l'achat des denrées destinées à leur consommation personnelle.

(1) Art. 7 des Crieés. Cette restriction avait pour but d'interdire l'accès des patus communaux aux gens des comunautés voisines, Creissels et Compeyre plus particulièrement.

(2) Art. 16 des Coutumes.

(3) Art. 3 des Coutumes.

(4) Art. 4 des Coutumes.

(5) Art. 7 des Coutumes.

(6) *Mémorial*, f° 7, n° 50.

(7) C C 397. Cette espèce de banvin au profit des Millavois portait le nom de « souquet ».

Cette disposition est mentionnée dans les Coutumes⁽¹⁾ et reproduite dans les Criées du Consulat. Ces dernières précisent qu'avant l'heure de tierce⁽²⁾ les revendeurs n'ont pas le droit d'acheter au marché⁽³⁾.

Entre tous les commerces qui étaient les plus sévèrement réglementés, celui des bouchers doit être classé au premier rang. L'on trouve des dispositions relatives à ce commerce, à la fois dans les Coutumes et dans les Criées du Consulat. Il était formellement défendu de vendre dans les boucheries de la viande impropre à la consommation, qu'elle fût malsaine ou qu'elle provînt d'un animal mort de maladie⁽⁴⁾. Non seulement elle était confisquée et sa valeur perdue pour le vendeur, mais encore les délinquants étaient frappés d'une amende de dix sous tournois. De même, il était interdit de vendre de la viande soufflée. Les boucheries devaient être en état de propreté absolue ; défense de conduire et à plus forte raison d'abattre le bétail dans le local même où s'effectuait la vente⁽⁵⁾.

La viande de bœuf, de chèvre et de bouc devait être vendue dans une boucherie spéciale appelée « Mazel de la bocaria »⁽⁶⁾.

Les animaux destinés à être abattus et appartenant au boucher ne devaient pas paître en ville ou dans ses fossés⁽⁷⁾.

Les boulangers étaient tenus, eux-aussi, à des mesures très sévères concernant le poids et la qualité du pain. Déjà, en 1187, Alfonse, roi d'Aragon, réglementait les droits de mouture du blé et de cuisson du pain en tant que banalités⁽⁸⁾. Plus tard, ce sont les Consuls qui arrêtent les prescriptions touchant le poids et le prix du pain⁽⁹⁾.

Les Ordonnances consulaires s'intéressent encore à la fraîcheur du poisson destiné à la vente⁽¹⁰⁾.

Les cabaretiers étaient tenus d'indiquer, à leur porte, la qualité du vin qu'ils débitaient. Ces indications étaient données à l'aide de signes conventionnels : rameaux de divers feuillages, papier blanc ou parchemins, etc...⁽¹¹⁾.

(1) Art. 18 des Coutumes.

(2) Heure de tierce : neuf heures.

(3) Art. 4 des Criées du Consulat, F F 58, reproduit aux pièces justificatives, n° 6.

(4) Art. 8 des Criées et art. 12 des Coutumes

(5) Art. 12 des Coutumes.

(6) Art. 10 des Criées.

(7) Art. 8 des Criées.

(8) Privilèges de 1187 ; pièces justificatives, n° 1.

(9) I I 2.

(10) Art. 11 des Criées du Consulat.

(11) Art. 2 des Criées du Consulat.

Dans les hôtels et les auberges, il n'était pas permis de donner à boire et de festoyer les jours de fête et Dimanches⁽¹⁾.

Le représentant du Pouvoir seigneurial d'abord, puis royal dans la Province, c'est-à-dire le Sénéchal, de même qu'aujourd'hui le Préfet, exerçait sur les Magistrats de la ville une tutelle administrative. En matière financière, le Sénéchal intervenait très souvent et, en matière réglementaire, il s'intéressait quelquefois aux Règlements des Consuls. Un différend s'étant élevé entre les Consuls et les bouchers de la ville au sujet de l'application d'une Ordonnance qui obligeait ces commerçants à vendre uniquement dans certains quartiers de la ville et à se défaire de la viande dans les quarante-huit heures, le Sénéchal rendit une sentence dans un autre sens. Mais les Consuls protestèrent contre cet abus de pouvoir, soutenant que c'était à eux à réglementer les boucheries. Un arrêt de la Chambre de l'Edit maintint les Consuls dans leur droit « d'appliquer à la boucherie les clauses et conditions accoutumées »⁽²⁾.

Les industries étaient, elles aussi, soumises aux Ordonnances consulaires. L'industrie drapière était la plus ancienne et la plus florissante⁽³⁾. Et pour maintenir aux produits locaux leur réputation, les Consuls fixaient, par Ordonnances, la qualité des matières premières à employer, ainsi que les dimensions à donner aux pièces de drap ; en outre, ils nommaient des Inspecteurs qui vérifiaient les dimensions et contextures des draps fabriqués en ville. C'étaient les « regardadors de la draparia », appelés encore « sagellayres » parce que, si les draps étaient conformes aux règlements, ils apposaient un sceau de plomb aux armes de la ville ; c'était là le signe de garantie d'origine et de bonne fabrication.

Des sanctions frappaient ceux qui ne se conformaient pas à ces Ordonnances ; les draps étaient confisqués et donnés aux pauvres. Il est à noter que les « regardadors » qui n'auraient pas été assez regardants étaient, eux aussi, passibles de sanctions, s'ils avaient scellé avec trop de complaisance.

Le terrain d'application le plus naturel des Etablissements des Consuls est celui qui, de nos jours, est soumis à la compétence des Arrêtés Municipaux.

C'est ainsi que les Règlements Consulaires se rapportent encore à la sécurité à l'intérieur de la ville ; la sortie de nuit, après le son de la cloche, était formellement interdite sans

(1) Art. 10 des Coutumes.

(2) F F 75.

(3) J. ARTIÈRES : *Notice historique sur la Draperie à Millau*.

lumière et les contrevenants étaient passibles d'une amende.

C'est fréquemment que les Consuls interviennent en matière d'hygiène et de voirie. Ils édictent des prescriptions relatives à la propreté des rues ; interdisent l'accès des rues de la ville au bétail et plus particulièrement aux porcs⁽¹⁾. Les ordures, les bêtes mortes ne doivent pas encombrer les rues, ni être déposées dans les fossés et les barbicanes⁽²⁾. Il est défendu d'étendre des peaux ou des pièces de drap sur les murs de la ville⁽³⁾. De même, il était interdit de laver aux fontaines publiques⁽⁴⁾. Les Consuls avaient soin d'interdire les établissements dangereux et insalubres dans le centre de la ville⁽⁵⁾.

Les Ordonnances renferment aussi des dispositions concernant les fêtes, les invitations, les baptêmes, les fiançailles, les funérailles, les accouchées et les cadeaux de Noël.

Les sépultures, comme toute cérémonie familiale, étaient prétextes à l'ostentation de la richesse et de la puissance de la famille. Des sortes de concours devaient se dérouler entre les familles de la même ville. Aussi les Consuls décidèrent que, quelle que soit la personne défunte, seuls pourraient être invités au repas donné à l'occasion des obsèques, les parents au premier degré et les personnes étrangères à la ville venues pour les funérailles. Une exception était toutefois prévue pour les religieux et les prêtres⁽⁶⁾.

De plus, il était interdit d'offrir des cadeaux à l'occasion d'une sépulture⁽⁷⁾.

Aux neuvaines, ne devaient assister que quatre hommes et quatre femmes, en dehors de ceux qui vivaient dans la maison mortuaire⁽⁸⁾.

Les baptêmes devaient conserver un caractère modeste : quatre hommes et quatre femmes, sans compter le compère et la commère, et la personne portant l'enfant, pouvaient seuls former le cortège, et il était interdit d'offrir des cadeaux à la commère ou à sa famille⁽⁹⁾.

Les accouchées, « dona jazen de effan », ne devaient pas envoyer des fouasses en guise de cadeaux à leurs amis⁽¹⁰⁾.

(1) Art. 3 des Criées du Consulat.

(2) Art. 14 des Criées du Consulat.

(3) Art. 16 des Criées du Consulat.

(4) Art. 12 des Criées du Consulat.

(5) *Archives Municipales de Millau*, C C 412.

(6) Art. 9 des Etablissements de 1348 ; pièces justificatives n° 8

(7) Art. 10 des Etablissements de 1348.

(8) Art. 11 des Etablissements de 1348.

(9) Art. 12, 13 et 14 des Etablissements de 1348.

(10) Art. 15 des Etablissements de 1348.

Il était encore interdit, lors des fêtes du mariage, de rendre visite aux fiancés avec des cierges⁽¹⁾. Et, à l'occasion des fêtes de Noël, les cadeaux n'étaient pas permis⁽²⁾.

Dans une matière analogue, les Consuls s'efforcent, par leurs règlements, de modifier les coutumes populaires. En 1400, une ordonnance indique que le charivari n'est autorisé que lorsqu'il s'agit d'un mariage entre un homme ayant dépassé la soixantaine et une femme âgée de plus de cinquante ans. Dans les autres cas, ceux qui se rendent coupables de charivari, sont passibles d'une amende de dix livres tournois, sans préjudice des dommages-intérêts que la victime peut leur demander. Et encore, lorsque le charivari était permis, il ne pouvait avoir lieu que pendant le jour⁽³⁾.

Les sonneries des cloches, à l'occasion des funérailles, étaient réglementées par les Ordonnances consulaires⁽⁴⁾.

Ces Etablissements des Consuls sont la preuve qu'au Moyen-Age la ville se concentre sur elle-même et s'efforce de vivre dans son propre cadre. Les Ordonnances consulaires sont l'image des sentiments qui animent les habitants de la Cité et reflètent un protectionisme encore plus étroit que celui pratiqué de nos jours.

Les hommes qui ne sont pas de la ville sont des étrangers et ils ne peuvent bénéficier des droits et des privilèges qui s'appliquent au commerce et à l'industrie locale.

L'ingérence des Consuls dans la vie des habitants s'explique par le même souci : faire passer l'intérêt de la cité avant celui des citoyens, afin « que sia honor de la vila et profiech de la causa publica »⁽⁵⁾.

::

Les finances du Consulat

Les ressources de la Commune provenaient des impôts levés par la ville, des revenus des biens communaux et des emprunts.

Les dépenses allaient à l'administration de la commune, aux salaires des fonctionnaires, à l'entretien des remparts et à l'exécution de certains services publics.

(1) Art. 16 des Etablissements de 1348.

(2) Art. 17 des Etablissements de 1348.

(3) *Mémorial*, f° 10, n° 70.

(4) *Mémorial*, f° 42, n° 397 ; C C 358, etc...

(5) C C 436.

a) Recettes

1°) Impôts

A) *Impôts directs*. — La Commune percevait des impôts directs, dénommés « tailles »(1). Tous les habitants étaient soumis à cette contribution. Aucune exception n'était possible ; les religieux, malgré leurs continuelles protestations, durent, au même titre que les autres millavois, se soumettre à cette contribution(2).

Cet impôt direct municipal, quoique portant le même nom, se distinguait de la « talha », qualifiée d'ailleurs quelquefois de « real », et qui était un impôt foncier perçu au bénéfice du Roi(3). L'impôt communal, « talh que se leva per la vialha »(4), était destiné à « totas las reparaciously et affayres de la vila »(5).

En plus de cet impôt ordinaire, les Consuls et le Conseil Général votaient pour des besoins extraordinaires d'autres impôts directs qui duraient aussi longtemps que les causes pour lesquelles ils avaient été créés. C'est ainsi qu'en 1378, les Consuls et le Conseil Général établissent le rôle d'une contribution d'un tiers de florin d'or par tête, en conséquence d'une décision du Conseil de l'Esquile(6).

La ville se vit accorder, à plusieurs reprises, le droit de lever pour elle-même un impôt ordinairement levé par le Roi : le Commun de Paix.

Cet impôt, habituellement perçu par les officiers du Roi, se cumulait avec la taille royale, et la ville de Millau paraît ainsi échapper à l'évolution générale selon laquelle le Roi fait disparaître les tailles seigneuriales devant la taille royale. Mais, depuis 1271, le Roi de France est devenu Vicomte de Millau et les intérêts du Roi ne s'opposent plus à celui du seigneur.

(1) Les Consuls boursiers désignent sous le nom de tailles à peu près tous les impôts directs. Cette appellation générique trouve sa source dans le fait qu'au début les collecteurs d'impôts se servaient pour chaque contribuable d'un morceau de bois qui tenait lieu de registre et sur lequel ils marquaient, au moyen d'entailles ou coches, les divers comptes reçus. Affre a découvert aux Archives Municipales de Millau quelques-unes de ces primitives pièces de comptabilité, qui se trouvent aujourd'hui à Rodez. (V. AFFRE : *Dictionnaire des Institutions, Mœurs et Coutumes du Rouergue*, v. Taille).

(2) Année 1280, *Mémorial*, f° 42, n° 400 ; 1287, *Mémorial*, f° 24, n° 213 ; 1288, *Mémorial*, f° 2, n° 8 ; 1344. *Mémorial*, f° 24, n° 213, etc...

(3) La renonciation d'Alfonse, en 1187, s'appliquait à la taille seigneuriale, mais Millau payait la taille royale comme tous les autres taillables dès qu'elle fut instituée.

(4) C C 421.

(5) C C 76.

(6) *Mémorial*, f° 24, n° 218.

L'histoire du Commun de Paix, tel qu'il fonctionnait à Millau, est remarquable ; elle met en lumière comment, par une lente évolution, cet impôt, à l'origine redevance utilitaire, sorte de prime d'assurance, est devenu plus tard un impôt seigneurial, puis royal, s'ajoutant sans raison à ceux déjà existants.

Le lieu d'origine du Commun de Paix n'est pas le Rouergue ; en 1156, il fonctionnait déjà dans le diocèse d'Uzès et, en 1170, la même année qu'il apparaît à Rodez, l'évêque de Béziers l'établit dans son diocèse. Mais ce n'est que dans le diocèse de Rodez que cette institution a atteint une organisation aussi développée⁽¹⁾.

De même qu'à Uzès et à Béziers, cet impôt tire à Rodez sa source de l'administration ecclésiastique.

Il existait à cette époque, dans le Rouergue, des routiers en très grand nombre. Ceux-ci ruinaient l'agriculture et le commerce du pays par le pillage et leurs brigandages continuels. Aussi, Hugues, évêque de Rodez, et son frère Hugues II, comte de la même ville, prirent-ils l'initiative de réunir une assemblée diocésaine composée d'ecclésiastiques et de barons qui décidèrent de rétablir et de maintenir la sécurité publique dans le diocèse. Mais pour cela, il fallait une police puissante et organisée. Aussi fut-il décidé que l'impôt voté par les représentants de la province devait assurer son entretien. En 1161, le Pape Alexandre III approuva, par une bulle, l'action de son évêque de Rodez⁽²⁾.

Primitivement, cet impôt frappa ceux qui provoquaient la guerre : nobles et chevaliers, dont la mission était pourtant de maintenir la paix publique, et ceux qui en subissaient les dommages : marchands, bourgeois, artisans, propriétaires ruraux.

La part contributive qui pèse sur chacun d'entre eux servira à rétablir la paix troublée en organisant des forces de police et permettra la constitution d'une réserve qui sera employée à indemniser les victimes.

(1) Le Commun de Paix a fait l'objet d'études approfondies portant sur son fonctionnement dans le Rouergue. C'est plus particulièrement dans celles qui ont pour auteur : Bosc, de Gaujal, Saige et Dienne, Bonnaud, que nous avons puisé nos sources.

Les références se rapportant aux *Archives Municipales de Millau* sont seules mentionnées.

(2) Elle se trouve reproduite dans BONAL : *Comté et Comtes de Rodez*, t. II, p. 147.

Cet impôt, tel qu'il était alors calculé, était à la fois personnel et réel. En tant qu'impôt personnel, il consistait en un impôt sur le revenu et, comme le fera plus tard la capitation, il divisait la société en plusieurs classes ; les membres de chaque classe étant soumis à payer une somme fixée d'avance.

Les quatre classes fixées par le tarif du Commun de Paix étaient les suivantes :

1°) Les abbés, les archidiaques, les archiprêtres, les moines, les chanoines et tous ceux qui administraient leurs propres églises, étaient frappés d'un impôt de douze deniers ruthénois ;

2°) Les chevaliers, les bourgeois et les marchands devaient aussi payer douze deniers ;

3°) Les petits artisans étaient taxés suivant la décision de leur curé ;

4°) Tous les hommes vivant de leur travail payaient trois deniers.

Mais, en plus de son caractère d'impôt personnel, le Commun de Paix était aussi un impôt réel et frappait les contribuables selon les signes extérieurs de leur richesse et ceci sans aucune exception : « omnes homines tam clerici quam laïci qui habuerunt » et suit l'énumération des biens qui sont la propriété d'un seul habitant avec, pour chacun, l'impôt correspondant ; par exemple : ceux qui possèdent un bœuf ou une vache propre au labourage, doivent payer une somme de trois deniers.

C'était un impôt équitable et d'une organisation remarquable pour l'époque. Tout le monde devait payer sans exception et proportionnellement au rang social et à la fortune. Puisqu'il avait pour but de protéger et d'indemniser ceux qui auraient été dépouillés, il était normal que les propriétaires paient l'impôt proportionnellement à l'importance de leurs biens, les risques étant plus grands et l'indemnité, le cas échéant, plus élevée.

Etabli par l'Eglise, cet impôt bénéficiait pour sa perception de l'organisation ecclésiastique. Il était levé par les curés de chaque paroisse.

Pour être indemnisé, l'habitant devait tout d'abord prouver qu'il avait payé son impôt et ensuite rapporter la preuve du dommage qu'il avait subi. S'il pouvait indiquer le lieu où étaient recelés les biens volés ou s'il pouvait désigner l'auteur du dommage, il était alors remboursé intégralement ; dans le cas contraire, il ne l'était qu'en partie.

En dehors de son rôle de réparation, le Commun de Paix avait encore un but de garantie et de protection. En effet, la part de cet impôt qui n'était pas remboursée en indemnités devait servir à l'Evêque et au Comte pour assurer la sécurité du pays en entretenant des soldats et des forteresses.

Mais, dès 1209, les exceptions et les privilèges vont aller se multipliant. Seuls, les paysans et les bourgeois sont soumis à cet impôt et, en 1220, le Rouergue passant sous la tutelle d'Alphonse de Poitiers, le Commun de Paix perd son caractère et sa fonction primitive ; il devient un impôt comme les autres, plus lourd et plus odieux encore au peuple puisqu'il était levé sans aucun fondement et sans aucune contre-partie.

Les Consuls de Millau s'efforcent de faire disparaître dans leur ville le « comu de la pas ». En vertu des privilèges de 1187, les habitants de la ville sont exemptés de toute queste et toltes⁽¹⁾.

Mais, en prenant possession de la ville, Raymond VII, successeur de Pierre d'Aragon, avait rétabli le Commun de Paix en Rouergue. A l'avènement d'Alphonse de Poitiers, en 1249, la ville de Millau, en lui prêtant hommage, protesta contre ce « pazagium », déclarant qu'en vertu de ses privilèges elle devait en être exemptée. Le Comte de Poitiers ordonna une enquête, mais, malgré celle-ci, l'impôt fut maintenu puisqu'en 1260 on le voit encore fonctionner.

A force de réclamations, les Consuls obtinrent de Philippe le Bel une exemption pour les habitants de cette ville. Mais, en 1336, le Commun de Paix est à nouveau rétabli par Philippe VI, de passage à Millau, qui l'énumère dans les taxes qui doivent être perçues en son nom. Le tarif en est rapporté dans le *Livre de l'Epervier*⁽²⁾.

Sa perception commençait le jour de la fête de la Toussaint et la publication en était faite à son de trompe à travers les rues de la ville. Les contribuables devaient payer dans les trois jours ; néanmoins, un délai de grâce, d'une durée de huit jours, pouvait leur être accordé⁽³⁾. Ceux qui auraient fait un faux inventaire de leur fortune ou une fausse déclaration étaient condamnés à soixante sous d'amende. Deux Consuls devaient être présents à la levée de l'impôt. A cette époque, les exemptions sont nombreuses : les religieux, les clercs, les gradués, les

(1) Privilèges de 1187 ; pièces justificatives, n° 1.

(2) *Livre de l'Epervier*, éd. Constans, p. 132.

(3) *Mémorial*, f° 45, n° 436 ; *Mémorial*, f° 45, n° 437, f° 42, n° 396 ; *Mémorial*, f° 16, n° 134.

Consuls, les biens des hôpitaux, sont dispensés du Commun de Paix(1).

Le Roi fit plusieurs fois remise momentanée de cet impôt à la ville et celle-ci le leva alors pour son propre compte, notamment en 1370(2).

En 1789, le Commun de Paix existait encore. L'article 21 du Cahier des doléances de la Commnauté de Millau, rédigé le 9 Mars de cette même année, mentionne que la ville de Millau demande l'extinction d'un impôt appelé « commun de paix », qui est « avilissant et absurde ». « Ces droits établis dans les temps qu'on ne connoissoit pas d'autres impôts n'auraient pas du survivre aux causes qui les ont fait naître »(3).

b) *Impôts indirects*. — La Commune tirait encore de substantielles ressources de la perception de nombreux impôts indirects.

Le « *Bastayrage* » ou « *Bastayssaria* » consistait en un droit d'un denier sur chaque setier de blé vendu par les étrangers à la Pierre-foiral(4).

Une Ordonnance de Philippe V, en avril 1321, autorise les Consuls de Millau à établir un poids public pour le blé et la farine. Les Consuls ont le droit de prélever un denier par setier de blé ou par quintal de farine et il était interdit de faire moudre du blé sans l'avoir préalablement pesé(5).

Le « *Sestegral* » était un droit accordé à la ville qui lui permettait de percevoir un impôt sur le blé qui devait être mesuré à la Pierre-foiral ; il rapportait à la ville trente livres tournois par an.

Les « *Barres* », ordinairement impôt indirect perçu par le Roi, fut concédé à la ville à plusieurs reprises pour une certaine

(1) *Mémorial*, f° 45, n° 437.

(2) C C 507 ; *Mémorial*, f° 45, n° 433. En 1370, le duc d'Anjou, pour récompenser la ville de Millau d'avoir abandonné les Anglais et pour indemniser les habitants des dommages qu'ils pouvaient avoir soufferts durant cette période troublée, leur accorde une exemption de toutes sortes d'impôts pendant 20 ans, et fait don à la ville du Commun de Paix durant 10 ans (A A 18).

(3) Un original du cahier de doléances de la Communauté de Millau se trouve aux *Archives Municipales* ; il a été reproduit par M. J. ARTIÈRES : *Notice historique sur les Libertés, Privilèges et Franchises de Millau*, p. 141.

(4) *Mémorial*, f° 45, n° 431 ; f° 33, n° 321 ; f° 16, n° 137. La Pierre-foiral était une mesure publique pour les grains, creusée dans la pierre dans la halle aux blés.

(5) A A 19.

durée. Il consistait en un droit de péage qui était prélevé à une porte de la ville⁽¹⁾.

Le « *Corratage* » était un droit d'octroi portant sur certaines marchandises. Ils se percevait à l'entrée de la ville sur tout ce qui était destiné à être vendu, et à la sortie sur les produits vendus par les citadins aux forains.

Ce droit avait été concédé à la ville à perpétuité, en 1342, par Philippe VI, de même que le droit de l'enquan⁽²⁾. Le corratage, l'enquan et le ban étaient mis à ferme aux enchères le jour de la Saint-Jean⁽³⁾.

2°) Revenus des Biens Communaux

En plus des impôts, la ville tirait une partie de ses ressources des biens communaux qu'elle mettait en location par la voie de l'adjudication, chaque année, le jour de la Saint-Jean⁽⁴⁾.

C'est ainsi qu'elle louait des pâtus communaux⁽⁵⁾ et parfois même des tours des remparts qui servaient de magasins et de dépôts⁽⁶⁾. La maison publique était, elle aussi, mise en location à la même date⁽⁷⁾.

3°) Emprunts

Malgré ces différents revenus, la Commune ne pouvait faire face à toutes ses dépenses et il lui fallait alors recourir à l'emprunt. Plusieurs fois, les banquiers auxquels elle s'adresse, sont des Juifs, notamment en 1302⁽⁸⁾ et en 1317⁽⁹⁾. Plus tard, la ville emprunte à de riches citoyens⁽¹⁰⁾.

::

(1) En 1286, en 1386 ; *Mémorial*, f° 13 n° 47. En 1286, cet impôt fut concédé à la ville afin qu'à l'aide de son produit le deuxième pont puisse être réparé. *Mémorial*, f° 19, n° 169.

(2) A A 19 (V. pour le ban et l'enquan, p. 47).

(3) C C 425.

(4) C C 425.

(5) *Mémorial*, f° 93.

(6) C C 423.

(7) En 1418 « l'oustal ont eston las femenas del setgle » rapporte 2 livres tournois à la ville ; C C 403. « Lo bon ostal de las fillas » ne fut d'ailleurs pour la ville qu'une source d'ennuis ; elle le vendit en 1562 : « A este advisé par délibération du Conseil de vendre la maison dite lou B..... » ; C C 461.

(8) C C 344.

(9) C C 346.

(10) *Mémorial*, f° 14, n° 155.

b) Dépenses

Les ressources que se procurait ainsi la ville étaient destinées à faire face aux charges qui lui incombait.

Nous avons vu que les Consuls ne percevaient pas de salaires, mais les robes qu'ils portaient leur étaient offertes par la ville⁽¹⁾. D'autre part, de très nombreux repas et rafraîchissements avaient lieu à la maison commune, aux frais de la cité⁽²⁾.

Les Consuls avaient à entretenir la maison du Consulat⁽³⁾ et parfois à acquérir des patus communaux⁽⁴⁾.

Les salaires du personnel municipal : notaire, messenger consulaire, bourreau, fossoyeur, sonneur de cloches, ménétriers, etc..., grevaient la Commune.

Il fallait maintenir en état les ponts et les chemins, les portes et les rues de la cité, les remparts et les fossés⁽⁵⁾.

Par ailleurs, il appartenait aux administrateurs municipaux d'assumer les charges afférentes aux services de l'instruction publique et de l'assistance.

Si les hôpitaux ou charités équilibraient eux-mêmes leur budget par suite des biens qu'ils avaient reçus à suite de donations, la ville avait à payer le loyer de l'école et le traitement des maîtres⁽⁶⁾.

Le Consul boursier avait encore à rétribuer des mercenaires étrangers pour faire le guet ou veiller à la défense des remparts⁽⁷⁾. La Commune devait équiper les hommes d'armes qu'elle envoyait à la guerre, pourvoir les combattants d'armes et de munitions⁽⁸⁾.

De riches présents étaient constamment offerts par la ville aux personnalités de passage, au Juge et au Sénéchal⁽⁹⁾, aux habitants de Millau qui soutenaient leur thèse à Montpellier ou à Toulouse⁽¹⁰⁾.

(1) C C 425, etc...

(2) C C 387, C C 380. Très souvent le Consul boursier mentionne : « fazia gran cal et aguem set et beguerem et despenderem per pa, vi et fromatge... ».

(3) C C 393.

(4) *Mémorial*, f° 61.

(5) *Mémorial*, f° 10, n° 71.

(6) C C 350.

(7) C C 351.

(8) Les Consuls passent commande de canons et de frondes : « els canos am que hom geta los guarrots » ; C C 350, f° 27.

(9) C C 365.

(10) C C 418, C C 446.

Les frais de déplacement des Consuls, pour se rendre aux Etats ou suivre les procès intéressant la ville, étaient à la charge de la Commune.

Les fêtes étaient encore l'occasion de nouveaux frais pour la ville. Mais elle préférait ces dépenses à celles qu'elle devait supporter lorsque des troupes étaient de passage, car elle devait obligatoirement les nourrir⁽¹⁾.

::

Administration financière du Consulat

Les Consuls intervenaient, non seulement pour la fixation des impôts directs communaux et la mise à ferme des impôts indirects, mais encore pour la répartition et le contentieux de ces mêmes impôts.

Dans ces tâches, les Consuls étaient assistés d'une commission formée de membres élus par le Conseil Secret et par le Conseil de l'Esquile, ainsi que de certains bourgeois de la ville.

L'article 1^{er} des Etablissements de 1348 donne à ce sujet d'abondantes précisions⁽²⁾.

Chaque année il devait y avoir une nouvelle répartition des impositions et il devait être procédé à celle-ci par un comité formé des Consuls, de six membres du Conseil Secret, de douze membres du Conseil de l'Esquile et de huit prud'hommes. Ces derniers devaient être honnêtes, loyaux et de bonne renommée ; ils étaient élus et convoqués par les Consuls. Ces répartiteurs étaient tenus au secret et devaient procéder à l'imposition des contribuables selon leur conscience.

Les Conseillers appelés à faire partie de cette commission sont tenus de se rendre à la convocation, à moins qu'ils ne puissent présenter une excuse légitime. En 1441, le Comité des répartiteurs est réduit à vingt-six membres au lieu de trente-deux, mais il comprend toujours huit prud'hommes pris en dehors du Conseil⁽³⁾.

La répartition faite pouvait provoquer des protestations.

Les Coutumes précisent, à l'article 27, la procédure qu'il convient alors de suivre par ceux qui se prétendent trop imposés. C'était aux Consuls qu'il appartenait de connaître des demandes

(1) C C 380.

(2) Etablissements de 1348 ; pièces justificatives, n° 8.

(3) C C 125.

en dégrèvements⁽¹⁾. Après avoir fait jurer le réclamant sur les quatre Evangiles, les Consuls l'interrogeaient pour savoir si la base sur laquelle l'impôt avait été assis était juste ou fausse. Pour cela, l'impétrant devait préciser s'il n'avait pas souscrit une obligation à ses enfants ou entre époux, en fraude de l'impôt levé. Si la réponse était négative, le contribuable devait indiquer quelle était la valeur de ses biens et affirmer sous serment à quel prix il les céderait. La base de la matière imposable ainsi connue, on lui expliquait alors quel était le taux de l'impôt sur les meubles et immeubles et l'on calculait à nouveau le montant de l'impôt qui était dû en l'espèce.

Si le réclamant estimait qu'il était trop imposé, il avait alors à le faire savoir en indiquant quelles étaient les charges qui pesaient personnellement sur lui (donations, obligations ou amendes) ou bien sur ses terres. Les Consuls délibéraient alors sur les explications fournies et jugeaient s'il devait être procédé ou non à un dégrèvement.

Et les Coutumes se terminent ainsi : « c'est ainsi que l'on a longtemps procédé, car en régime de liberté c'est de cette manière que l'on doit faire et telle était la coutume d'agir dans la présente ville de Millau ».

Si l'on ajoute aux impôts communaux les impôts royaux, soit ordinaires, soit extraordinaires, qui frappaient les habitants de la ville, l'on comprend que les Consuls se plaignent très souvent de la lourdeur des charges qui pèsent sur les habitants⁽²⁾. Aussi n'est-il pas étonnant de voir un inventaire des objets que de nombreux habitants de la ville avaient dû mettre en gage à la maison commune, ne pouvant pas payer leurs impôts⁽³⁾.

Néanmoins la ville, grâce à la sage administration de ses Consuls, était parvenue à se créer un certain capital, ainsi qu'en témoigne la belle vaisselle d'étain appartenant à la Cité qui fut prêtée au Comte d'Armagnac à l'occasion d'un somptueux festin que ce puissant seigneur donna à Rodez en 1395⁽⁴⁾.

::

(1) V. le texte des Coutumes dans le *Livre de l'Epervier*, éd. Constans, p. 157.

(2) En 1385, ils envoient une délégation au Duc de Berry et au Comte d'Armagnac « per esplica la paurieyra del pays..... car lo pays es tant paures que non pot portar los cargues que hom ly bayla » ; C C 376.

(3) C C 126.

(4) C C 384.

Pouvoirs administratifs des Consuls

Les Consuls remplissaient, en dehors des fonctions que nous venons d'étudier et qui étaient les plus importantes, les attributions de « polissa », c'est-à-dire d'administration.

Celles-ci étaient multiples, car dans le cadre municipal d'alors il rentrait bien des services qui sont aujourd'hui du ressort du pouvoir central.

1°) Pouvoirs militaires

Il y avait, à Millau, un châtelain dépendant du Seigneur, ensuite du Roi ; mais son rôle était fort modeste⁽¹⁾. Au moment du danger, les Consuls savaient prendre leurs responsabilités et organiser la défense de la ville.

Pour cela, ils s'efforçaient d'entretenir les remparts et les fortifications la ville en bon état. C'est dans ce but, qu'en 1355, une délibération du Conseil Général imposa tous les chefs de famille d'une taxe d'un demi-florin d'or, laquelle devait être payée par tous les habitants de la juridiction⁽²⁾.

Les fossés de la ville étaient nettoyés par les habitants de chaque quartier, à tour de rôle. Cette corvée était dirigée par deux régisseurs élus et tous les caps d'ostal devaient participer à ces prestations en nature ou se faire remplacer convenablement par un « bon home »⁽³⁾.

Six mois après cette décision du Conseil, le 13 Mai 1356, le Conseil Général se réunit à nouveau pour le même motif. « Los malvays enemixs de nostre senhor lo Rey de Fransa » se trouvant entre Figeac et Rodez et se dirigeant vers Millau,

(1) Sous la domination anglaise il est souvent question du châtelain. Celui-ci, qui avait nom Digo Massi, prit possession de son poste le 7 Novembre 1364 et effectua son départ le 20 Mars 1370. Durant son séjour, il entretint avec les Consuls les meilleures relations ; démuné de ressources, il eut souvent recours à la générosité des magistrats consulaires. Ce châtelain était à la tête de quelques hommes d'armes d'ailleurs incapables de protéger, contre les brigands, le délégué de la ville se rendant à Rodez ; C C 365 ; C C 361.

A son départ, les Consuls remirent à Digo Massi 25 florins d'or car il était absolument sans ressources (C C 366, f° 153, C C 365) et, par une attention digne d'être notée, c'étaient eux qui avaient demandé pour lui un sauf-conduit à Jean d'Armagnac et au Sénéchal, afin qu'il ne soit pas fait prisonnier.

En 1425, le château sert uniquement de logement au Juge, qui permet à la ville d'y maintenir deux ou trois hommes d'armes. *Mémorial*, f° 110.

(2) Ces mesures s'expliquaient par l'imminence du danger anglais. Cet impôt frappait non seulement tous les habitants de la ville mais encore tous les propriétaires ayant des biens dans les dépendances de la ville et dans toute la juridiction. C C 351 ; *Mémorial*, f° 16, n° 140 ; *Mémorial*, f° 11, n° 87.

(3) C C 351.

une séance très importante eut lieu pour décider d'en terminer rapidement avec la réparation des remparts et organiser la défense de la ville. Cette réunion du Conseil se continua durant plusieurs jours. L'on décida, tout d'abord, d'appeler à Millau tous les maîtres de pierres et de charpentes se trouvant dans les environs ; les habitants de la ville s'engageaient à les loger. Le Conseil émit l'avis de recourir immédiatement à un emprunt pour assurer la défense de la Cité. Celui-ci devait être couvert rapidement, du moins le pensait-on, par les habitants de la ville⁽¹⁾.

De plus, l'Eglise et le Couvent des Frères Mineurs et l'hôpital de Saint-Jean de Jérusalem, qui étaient situés en dehors des remparts, étaient disposés de telle sorte, devant la porte de l'Ayrolle, qu'ils rendaient sa défense impossible. L'on décida qu'il seraient rasés et que les Consuls devraient donner l'ordre de mettre le feu à toutes les maisons situées en dehors des remparts, lorsque le danger se ferait pressant.

Mais à une autre réunion qui se tint six jours après, l'on revint sur la décision primitive de recourir à un emprunt. Ce fut un impôt qui devait être immédiatement perçu et s'élevant « a mieg flauri d'aur per denier », et comme le Conseil pensait que les ressources ainsi obtenues seraient cependant insuffisantes, les Consuls furent chargés de vendre, jusqu'à concurrence des sommes indispensables, le cheptel de l'Hôpital Mage des Pauvres du Christ de Millau, le pré dudit hôpital, situé à l'extérieur de la porte de l'Ayrolle, le pré de Vezoubies, au bord du Tarn, et les biens des Charités ordinaires⁽²⁾.

Le 3 Octobre de la même année, les Consuls font demander à un seigneur voisin, Arnaud de Roquefeuil⁽³⁾, de bien vouloir se rendre à Millau afin d'éclairer et de conseiller les Consuls sur les mesures les plus efficaces à prendre pour la défense de la ville⁽⁴⁾. Le 8 de ce même mois, les Anglais se rapprochant, les immeubles sis en dehors de la ville sont démolis⁽⁵⁾.

Le 24 Octobre 1358, le seigneur de Roquefeuil venait à Millau prendre les mesures nécessaires afin de résister à l'ennemi. A cet effet, il laissa aux Consuls des prescriptions⁽⁶⁾. Il demande que les postes de garde et de guet veillent en permanence ;

(1) C C 348.

(2) C C 348, f^{os} 1 à 18.

(3) Arnaud de Roquefeuil, Comtor de Nant, plus tard gouverneur de la sénéchaussée de Beaucaire et de la ville de Montpellier.

(4) C C 350.

(5) C C 350.

(6) *Mémorial*, f^o 33, n^o 320 ; C C 348, f^{os} 19-23.

qu'on ne laisse pénétrer en ville que les gens qui sont connus et que l'on ferme les portes durant la nuit. Il invite les Consuls à faire raser, au moment du danger, les immeubles qui dépassent la hauteur des remparts, à faire murer les portes de la ville, à fortifier les murs dans les parties dangereuses, à renforcer les portes à l'aide de barbicanes, à entreposer sur les murs des pierres de toutes tailles que l'on puisse lancer sur l'ennemi. Il recommande de placer des vivres abondants et de rentrer les vendanges à l'intérieur des remparts, et il termine en mettant son maître charpentier à la disposition des Consuls pour veiller à l'application de ces mesures⁽¹⁾.

En plus de l'entretien des remparts, il appartenait aux Consuls d'organiser des services de ronde et de guet ; un habitant est puni par les Consuls pour ne pas avoir rempli ses obligations militaires.

Tous les hommes en âge de porter les armes devaient être astreints au service militaire quand la défense de la Cité l'exigeait. Mais les citoyens ne suffisaient pas toujours à cette tâche et il fallait alors recourir à des mercenaires.

Et lorsqu'il s'agissait d'envoyer, au nom de la ville, des hommes d'armes pour accéder à la volonté du Sénéchal ou du Roi, c'était aux Consuls à les recruter et à les armer⁽²⁾.

Quelquefois ce sont les habitants de Millau qui se rendent eux-mêmes au secours des villes voisines, à l'appel du Sénéchal. Le 14 Mars 1353, ainsi que le 20 Juin de la même année, des citoyens partent au nombre de 140 au secours de Saint-Antonin en Rouergue, assiégé par les Anglais. Leur équipement et les frais de déplacement sont payés par les Consuls⁽³⁾.

2°) Administration des biens communs

La Maison Commune était entretenue et parfois même embellie par l'administration municipale⁽⁴⁾.

Les Consuls avaient encore la garde et l'administration des pâtus communaux et, suivant une vieille coutume,

(1) Après la bataille de Poitiers, des bandes d'Anglais et de Gascons se détachèrent du gros de l'armée qui rentrait à Bordeaux. Une partie de ces hommes d'armes, au nombre de deux mille environ, avait passé le Lot et pénétré en Rouergue pour marcher sur Millau. Parvenue à Entraygues, cette compagnie, abandonnant son premier objectif, s'enfonça dans les montagnes de l'Aubrac où elle fit de riches captures. Ces mesures furent donc momentanément inutiles (V. ROUQUETTE : *Le Rouergue sous les Anglais*, p. 10).

(2) C C 348.

(3) C C 348.

(4) C C 393.

ils devaient, chaque année, conduire la jeunesse sur les biens appartenant à la ville, afin de lui indiquer exactement quelles en étaient les bornes et les limites. Ainsi, sans cadastre, oralement, chaque génération indiquait à la suivante la délimitation des biens de tous : « les bornes et limites desquels pattus vous visiterez une fois l'an et y admenerez la jeunesse pour s'en souvenir, suivant les anciennes coutumes »⁽¹⁾. En 1282, les Consuls achetèrent des pâtus nouveaux au quartier d'en Barry⁽²⁾. On les voit autoriser, par le Conseil Général, à procéder à l'aliénation de certains biens communaux pour se procurer des ressources destinées à la défense de la ville⁽³⁾.

Ils louent quelquefois ces biens communs et plaident fort souvent à ce sujet.

Les Magistrats municipaux, en période de tranquillité, mettent en location les fossés et les tours des remparts de la ville. L'une d'elles sert, en 1449, à un particulier qui y entrepose des laines et des peaux⁽⁴⁾.

3°) Assistance, instruction publique et culte

Les services d'assistance étaient une des fonctions Consulaires. Il y avait en ville de nombreux hôpitaux ainsi que de multiples Charités⁽⁵⁾. Les Consuls étaient chargés du contrôle de ces établissements et de leurs possessions.

A la tête de chaque hôpital était placé un Gouverneur, « governado », assisté de « donatz », personnes qui s'étaient données corps et biens à un hôpital de leur choix⁽⁶⁾. Les hôpitaux étaient à cette époque des établissements très riches, jouissant de revenus substantiels. Le plus souvent, c'était à la suite de donations qu'ils avaient acquis les immenses domaines constituant leur patrimoine. De nombreuses fermes, des exploitations rurales bien organisées, un personnel nombreux constituaient les biens des hôpitaux. Les administrateurs de ces biens devaient rendre des comptes aux Consuls. Ces derniers

(1) Serment des Consuls de 1573, B B 3.

(2) *Mémorial*, f° 46, n° 448.

(3) C C 348, f°s 17-18.

(4) C C 423.

(5) Les principaux étaient : l'Hôpital principal ou Hôpital Mage, la Maladrerie ou « Mayso dels malautes de Trageiet » ou encore Hôpital St-Thomas, situé en face la ville ; l'Hôpital St-Michel, l'Hôpital du St-Esprit, l'Hôpital St-Antoine et l'Hôpital St-Jacques, plus spécialement destiné aux pèlerins qui passaient à Millau pour se rendre à St-Jacques de Compostelle (Note de M. ARTIÈRES : *Documents sur la ville de Millau*, p. 49).

(6) F° 39, n° 366.

avaient d'ailleurs sur les hôpitaux et leurs biens plus qu'un simple pouvoir de contrôle ; on les voit, en effet, dans des circonstances graves pour la ville, disposer des revenus et des biens des hôpitaux et des Charités. Parfois les revenus sont employés à l'entretien des remparts⁽¹⁾.

C'est pourquoi, ainsi qu'il est exposé à l'article 3 du Règlement de 1348, les Consuls, patrons de l'Hôpital Mage, doivent recevoir les comptes de l'administrateur de ces biens deux fois par an : la première, pendant la période qui s'étend de la fête de la Toussaint à la Noël, et la seconde, durant le laps de temps qui s'écoule de Pâques à la fin de l'année Consulaire. Les comptes des autres hôpitaux et des Charités devaient être rendus aux Consuls une fois par an⁽²⁾.

Les Consuls et le Conseil contrôlaient sévèrement les administrateurs qui étaient soumis à une rigoureuse responsabilité⁽³⁾. Ils étaient, en effet, tenus, non seulement de leur faute lourde, mais encore de la simple négligence et devaient restituer tout ce qui avait pu être perdu durant l'exercice de leurs pouvoirs. Ils avaient d'ailleurs à prêter un serment entre les mains des Consuls lorsqu'ils prenaient possession de leur charge.

Avec des ressources considérables (elles dépassaient même leurs besoins), les hôpitaux subvenaient largement aux dépenses que leur imposaient leurs services : assistance aux malades, aux lépreux, aux vieillards, aux enfants abandonnés, aux indigents. Les Consuls inspectaient très fréquemment les hôpitaux, que l'on appelait, fort curieusement, « las carses de Nostre Senhor », les prisons de Notre-Seigneur.

La peste, nom sous lequel on désignait au Moyen-Age toutes sortes de maladies, faisait de terribles ravages. Les Consuls se préoccupaient alors de pourvoir aux soins à donner aux habitants de la ville. Ils traitaient avec un ou plusieurs médecins, dénommés « curayres de pesta ».

Les Consuls avaient la charge de surveiller et de contrôler l'enseignement. Avant de pouvoir enseigner en ville, le maître d'école devait être examiné par les Consuls et les Conseillers, assistés d'un maître en théologie et d'un savant religieux de la ville. Si l'examen était probant, quand « era atrobat sufficien »,

(1) C C 348, f^{os} 1-18 (V. plus haut).

(2) Règlements de 1348 ; pièces justificatives, n^o 8.

(3) Règlements de 1348 ; pièces justificatives, n^o 8.

(4) En 1365, 5 Consuls sur 6 meurent de la peste ; C C 355.

les Magistrats Municipaux passaient avec lui une convention⁽¹⁾. Ordinairement, le maître d'école s'engage tout d'abord à ne pas poursuivre ailleurs que devant la juridiction des Consuls les habitants qui, à son départ, pourraient lui devoir des salaires. Ce privilège de juridiction établi, les Consuls délimitaient dans leur convention le champ de la responsabilité du maître. Il était convenu que le maître d'école était tenu personnellement du dommage que « sos scolies » pourraient commettre, tant envers les personnes de la ville qu'envers leurs biens. La faute de surveillance, de correction ou même la simple négligence entraînaient la responsabilité du maître.

Le maître d'école s'engageait à enseigner les enfants pauvres de la ville gratuitement, « per amor de Dieu ». Mais la ville donnait au maître un salaire annuel, lui payait le loyer de l'école et lui fournissait même une pension alimentaire, qui était ordinairement sa provision de vin.

Quant aux habitants qui n'étaient pas nécessiteux, le maître avait le droit de leur demander, pour l'enseignement de leurs enfants, des honoraires ; mais « attendut la gran carestia de argen ly taxon los salaris ». Les salaires que doivent payer les parents n'habitant pas la ville étaient, par contre, laissés à l'entière discrétion du maître d'école, « la vila se raportara ald. maystre de scolas ».

Lorsque le maître quittait la ville, il devait rendre aux Consuls le matériel que ceux-ci avaient mis à sa disposition, c'est-à-dire la grande cloche, la clochette et les torches⁽²⁾.

En 1357, la ville assurait au maître d'école, qu'elle avait agréé et avec lequel elle avait traité, le monopole de l'enseignement dans un rayon de trois lieues⁽³⁾.

Il y avait même à Millau, en 1421, une école municipale de chant. Son directeur recevait de la ville un salaire annuel de huit livres, payable en deux termes égaux, le 24 Décembre et le 24 Juin ; de plus, la ville payait la location de la salle où il enseignait⁽⁴⁾.

Les Consuls étaient patrons de la cure ; ils exerçaient un droit de contrôle sur son titulaire et avaient à assurer

(1) C C 436, C C 350.

(2) C C 436. Ces conventions entre les Consuls et le maître d'école sont datées du 25 Juin 1470. Un autre traité avait été passé en 1463.

(3) C C 350.

(4) C C 402.

l'entretien et les réparations de l'église Mage Notre-Dame⁽¹⁾.

Les Magistrats Municipaux intervenaient, tout d'abord, au sujet de la nomination du curé de l'église paroissiale. Le droit des Consuls était au début continuellement contesté par le Prieur de Millau et ce fut là la source de longs procès. En 1313, la question fut définitivement tranchée et, à partir de cette date, lorsque la cure devenait vacante, l'on procédait de la manière suivante⁽²⁾.

Le Prieur de Millau avisait les Consuls de cette vacance et leur présentait, en même temps, une liste de trois candidats à ce poste. Les Consuls choisissaient parmi ceux-ci celui qu'ils désiraient voir Curé de Notre-Dame et le Prieur n'avait plus qu'à présenter celui qui venait d'être ainsi désigné à l'Evêque de Rodez, lequel était tenu de ratifier ce choix.

L'église Notre-Dame peut être considérée comme un établissement municipal. En effet, la Commune est appelée à effectuer les réparations non seulement au gros œuvre, mais encore au mobilier religieux qui la garnit. C'est ainsi que les Consuls passent un devis avec un organiste et règlent les frais de reconstruction des orgues⁽³⁾. L'entretien lui-même de l'église était effectué moitié par la ville, moitié par le Prieur.

Plusieurs fois, la ville fait consolider ou refaire le clocher. C'est sur décision des Consuls que se fait le choix de l'entrepreneur et du maître de pierres capables de mener à bien ce travail délicat⁽⁴⁾.

Le sacristain de Notre-Dame devait, chaque année, rendre des comptes aux Consuls et fournir un inventaire des ornements

(1) La première paroisse de Millau fut l'église St-Martin, elle existait au vi^e siècle, d'après ROUQUETTE, *Histoire de Notre-Dame de l'Espinasse*, p. 7. Vers le ix^e siècle, Notre-Dame de l'Espinasse fut fondée ; elle était la propriété des Vicomtes de Millau. L'un d'eux, Béranger, en fit donation en 1070 aux religieux de St-Victor de Marseille. C'est ainsi que les Bénédictins s'établirent à Millau. En outre de Notre-Dame, il y avait sur la paroisse 20 autres églises ou chapelles (ROUQUETTE, p. 35).

L'église Notre-Dame était l'église paroissiale, St-Martin n'étant qu'une chapelle ordinaire. D'après une transaction de 1308 (ROUQUETTE, *N.-D. de l'Espinasse*, p. 54), le droit des Consuls au patronage de l'église est constaté. D'après le même document, on voit que la Communauté de Notre-Dame, dont les religieux étaient de l'Ordre de St-Benoit, était composée de 13 membres : un sacristain, trois religieux, un curé, un vicaire du curé, quatre prêtres conduchers, un clerc mage, un sonneur et une mère (cuisinière) du prieuré. *Mémorial*, f^o 22, n^o 198.

(2) *Mémorial*, f^o 41, n^o 388.

(3) C C 451, C C 27 (2^e inventaire).

(4) C C 446.

et joyaux qui se trouvaient dans l'église⁽¹⁾.

Les Consuls détenaient la clef du clocher et des orgues⁽²⁾.

Les cloches étaient d'ailleurs un motif de procès continuels entre le Prieur et les Consuls. Les magistrats municipaux prétendaient, avec raison, utiliser les cloches de Notre-Dame pour les besoins du Consulat et ils s'en servaient pour annoncer des réunions du Conseil, la nomination des Consuls nouveaux, avertir les habitants de l'approche des ennemis et, les jours d'orage, faire sonner à toute volée afin d'écarter la foudre⁽³⁾.

Les Prieurs qui se succédèrent à Millau eurent chacun des difficultés avec les Consuls à propos de l'usage administratif des cloches, mais aucun n'osa aller aussi loin que celui dont nous parle le Consul boursier de 1311. A cette date, le Prieur et les moines « per lur folia et temeritat avian clausas las portas del cloquia et non permetian que las campanas fosson sonadas coma era de costuma ». Le Sénéchal devant lequel le procès fut porté fit droit aux réclamations des Consuls et révoqua les décisions du Prieur récalcitrant⁽⁴⁾.

Les prérogatives des Consuls en cette matière se traduisaient par un coup d'encensoir dont ils devaient chacun être l'objet au cours des offices. Le manquement à cette marque de respect fut la cause de vives querelles et de longs procès.

4^o) Autres attributions des Consuls

Les Consuls avaient dans leurs attributions le service de la voirie et des travaux publics. Nous avons vu précédemment qu'ils édictaient des Ordonnances relatives à l'hygiène des rues, interdisant l'abandon des détritits, la divagation des animaux et l'étendage du linge. Le bourreau était chargé du nettoyage de la ville⁽⁵⁾.

D'autre part, les Consuls veillaient à la salubrité publique et, le cas échéant, interdisaient les établissements incommodes, dangereux ou insalubres. Après une enquête à laquelle ils

(1) *Mémorial*, f^o 41, n^o 391 ; *Mémorial*, f^o 43, n^o 412 ; f^o 6, n^o 43. D'après une sentence du 7 Mai 1308, les Consuls et le Prieur nommaient ensemble « l'ouvrier » ou administrateur de la fabrique (ROUQUETTE : *Histoire de N.-D. de l'Espinasse*, p. 53).

(2) B B 2.

(3) Plusieurs fois, des habitants trouvent la mort au cours de ces dangereux exercices.

(4) *Mémorial*, f^o 40, n^o 377 (J. ROUQUETTE : *Histoire de N.-D. de l'Espinasse*, p. 60-61, mentionne les procès entre les Consuls et le Prieur).

(5) C C 35.

avaient eux-même procédé, on les voit prohiber l'établissement d'une « calquière » en ville à cause du danger et des inconvénients qui en résultaient pour le voisinage⁽¹⁾.

Les Consuls s'occupaient encore de la réparation des chemins aux alentours de la ville. Le Juge de Millau, en tant que représentant du Roi, ayant en 1395 adressé une injonction aux propriétaires riverains du chemin de Millau à Rodez, d'avoir à effectuer les réparations à cette voie de communication, les Consuls objectèrent au Juge que cette affaire de voirie était de leur compétence et qu'ils aviseraient⁽²⁾.

En 1289⁽³⁾, la ville avait acheté aux religieux de Grammont, auxquels Alphonse d'Aragon l'avait cédée, en 1193⁽⁴⁾, la source et le ruisseau de Vezoubies. Cette source, qui sert encore à l'alimentation d'une partie de la ville, était jalousement gardée par les Consuls qui n'accordaient que de très rares concessions d'eau⁽⁵⁾.

Dans le serment qu'ils prêtaient à leur entrée en charge, les Consuls juraient de suivre avec attention et loyauté les procès déjà commencés au nom du Consulat.

Cette charge n'était pas la moins absorbante. Presque sans arrêt la ville est en procès au sujet de ses biens communs ou de l'application de ses privilèges.

Les pâtus communaux, qui représentaient pour les habitants de la ville une source de profits appréciables, étaient l'objet de continuels procès avec les Chevaliers de St-Jean de Jérusalem. Ceux-ci, gros propriétaires fonciers, possédaient la plus grande partie du plateau du Larzac et étaient constamment en discussion avec la ville pour les limites et les servitudes de leurs propriétés.

La ville avait à soutenir des procès contre le Prieur de Notre-Dame⁽⁶⁾, contre les religieux qui se refusaient à payer

(1) C C 412. — Calquière : réservoir dans lequel les tanneurs font tremper les peaux (MISTRAL : *Trésor du Félibrige*, p. 503).

(2) C C 384.

(3) F F 15 (2^e inventaire).

(4) *Mémorial*, f^o 18, n^o 159. Cette source, appelée aujourd'hui la Mère de Dieu, servait aussi à alimenter les fossés de la ville ; C C 348, f^{os} 19-23 ; F F 15 ; *Mémorial*, f^o 15, n^o 132.

(5) *Mémorial*, f^o 54, n^o 522 ; f^o 105. En 1403, les Consuls font concession au couvent des Frères Mineurs et à celui des Carmes d'un ponce de cette eau.

(6) Notamment en 1335 : *Mémorial*, f^o 37, n^o 35 : « loqual Prio era malvas et diveres home et per sa malvestat suffertet beaucoup, car la vila lo perseguet en tal fayssó que li convenc layssar la vila et moric scumenjat

la taille de la ville⁽¹⁾, contre le Juge et le Procureur du Roi ou même le Sénéchal, lorsqu'ils outrepassaient leurs droits et enfreignaient les prérogatives des Consuls et les privilèges de la ville⁽²⁾.

La ville nommait des délégués, Consuls ou Conseillers, chargés de suivre l'affaire en cours. Ceux-ci portaient alors pour Toulouse ou Paris, emportant avec eux les pièces du dossier afin de les communiquer aux procureurs du Consulat qui se trouvaient dans ces villes. Les délégués avaient encore à multiplier les démarches et les cadeaux afin de s'attirer les bonnes grâces des personnages influents susceptibles de leur faire gagner leur cause. Il fallait à ces délégués de la ville, non seulement du temps libre, car les voyages étaient fort longs et les procès très lents, mais encore un certain courage pour s'aventurer à cheval, à travers des chemins et des pays inconnus, infestés de voleurs, de brigands et d'ennemis. En 1440, les délégués mirent dix-neuf jours pour parvenir à Paris, après de multiples aventures qui auraient pu avoir pour les représentants du Consulat des suites funestes. Entre Nemours et Montereau, le Consul et le Conseiller délégué tombèrent aux mains de brigands et le Consul boursier nous narre ainsi ces incidents : « Et nos meneron en un bosc, ezaqui nos descavalguero e nos feyro desabilla en bela camisa e descausar »⁽³⁾. Dans cette affaire, le Consul de Millau passa cent cinquante jours en voyage ou en démarches et les frais de ce procès, que d'ailleurs la ville perdit, s'élevèrent à près de mille livres tournois⁽⁴⁾.

et en gran pauretat, per sa colpa et gran malissa ». Ce Prieur autoritaire était Mayrose de Cénaret.

(1) *Mémorial*, f° 2, n° 8 ; f° 24, n° 218 ; f° 46, n° 440, etc...

(2) Contre le Juge ; *Mémorial*, f° 52, n° 508. Un article du *Mémorial* sans date, mais qui doit être placé entre 1425 et 1441, la première de ces deux dates étant celle de l'installation du Juge de Millau, P. Toupignon, dont il s'agit ici, et la seconde celle de sa mort, rapporte que le Juge fut condamné par arrêt du Parlement de Toulouse pour avoir commis des excès de pouvoir et suivi des procédures irrégulières contre deux habitantes de Millau, dont l'une était morte en prison. Le Juge fut condamné à 50 livres tournois d'amende (al Rey), suspendu de ses fonctions pour 3 ans et à des dommages-intérêts envers les enfants de sa victime et à 50 livres pour faire prier pour le repos de l'âme de sa victime.

(3) C C 415.

(4) Le premier Juin 1440, le Roi ayant demandé des subsides aux Etats du Rouergue qui se tenaient à Villefranche, le 12 Septembre de la même année, M^e Cousinot, Commissaire du Roi, vint à Millau réclamer la somme de 1.000 livres à payer de suite. Les Consuls ayant refusé, le Commissaire du Roi fit appeler sept habitants de la ville et, sur le champ, les jeta en prison. Malgré l'intervention des Consuls, le Commissaire du Roi ne voulut pas mettre en liberté les sept Millavois. A peine le Commissaire, M^e Cousinot, fut-il parti, que le gardien, certainement sur l'ordre des Consuls, relâcha les prisonniers. Ce fut là l'origine du procès de 1440.

Les Consuls, en qualité de représentants de la ville, assistaient aux réunions des Etats Généraux et surtout des Etats provinciaux : Etats du Languedoc, puis du Rouergue.

C'est ainsi qu'en 1356 les délégués de la ville se rendent à Toulouse aux Etats de langue d'Oc⁽¹⁾ ; en 1357, à Albi ; en Septembre 1359, à Toulouse et, en Novembre de la même année⁽²⁾, à Carcassonne ; en 1365, à Toulouse⁽³⁾, etc...

Lorsque Millau fit partie du Rouergue et que les Etats de cette Province se réunirent seuls, c'était sur la convocation du Sénéchal du Rouergue, d'après un ordre du Roi, que les Etats se réunissaient. Jusqu'au xvi^e siècle, cette convocation était rédigée en idiome local ; ce n'est qu'à partir de 1525 qu'elle fut écrite en français.

Les guerres contre les Anglais, les contestations des Comtes de Rodez avec le Roi, plus tard l'établissement des religionnaires dans plusieurs villes du Rouergue, les démêlés des deux cours présidiales de Rodez et de Villefranche, le département des tailles et des autres impositions, l'entretien des lances dans la province, quelques affaires particulières des nobles et du haut clergé, tels sont, d'après Bosc⁽⁴⁾, les principaux objets qui remplissent les procès-verbaux de délibérations de ces assemblées. C'est là que l'on nommait les députés de la province aux Etats Généraux toutes les fois que ceux-ci étaient convoqués⁽⁵⁾.

La session annuelle de ces assemblées, que l'on appelait les trois états (gens de la gleysa, los nobles e los comus) dans les registres des Consuls boursiers, se tenait alternativement à Rodez et à Villefranche. Mais lorsqu'il s'agit d'une réunion extraordinaire, c'est Rodez qui a la préférence parce que située au milieu de la province.

Millau, capitale de la Haute-Marche et l'une des villes les plus importantes du Rouergue, ne put obtenir l'honneur et le profit de recevoir à son tour cette assemblée. Rodez s'employa à faire échouer les prétentions de Millau et, quand les Etats se tiennent dans notre ville⁽⁶⁾, c'est à titre tout à fait

(1) C C 350.

(2) C C 351.

(3) C C 353.

(4) Bosc : *Mémoires pour servir à l'histoire du Rouergue*.

(5) Notamment en 1428 où les trois Etats du Rouergue nomment 4 délégués aux Etats de Tours : M^r d'Arpajon ; M^r Jean del Vernh ; Jean Bories, de Villefranche ; Bertrand Valada, de Roquecezière. C C 427.

(6) Etats tenus à Millau en 1387 (C C 378), 1443 (C C 421).

exceptionnel, par occasion, de même qu'ils ont lieu parfois à Sauveterre, Najac, Espalion, etc...

En plus de ces Etats, les députés de la Haute Marche, ceux de la Basse Marche, ceux du Comté et des quatre châtellenies se réunissaient séparément pour discuter de leurs affaires particulières⁽¹⁾.

Entr'autres attributions diverses et peu importantes, que nous ne pouvons mentionner ici, il convient toutefois de signaler les déplacements qu'avaient à entreprendre les Consuls lorsqu'un habitant de la ville soutenait sa thèse à Montpellier ou à Toulouse⁽²⁾.

Un dénombrement du xvi^e siècle mentionne : « Il est coustume en leurs privilèges que quand aulcung fils de la ville natif passe docteur en quelque faculté que ce soit et où qu'il passe, ung ou deux Consuls de la ville et aux despens d'icelle sont tenus de luy porter la somme de soysante livres tournois... et ledit jour qu'il passe docteur lesdits Consuls sont tenus faire sonner la grande clouche de la ville à vespres de la veilhe et le lendemain à semblables heures ». En 1404, la ville délègue un Consul à Montpellier « per la festa de R. de Montcalm que si devia fayre maistre en medissina ». Après avoir assisté à son examen, le Consul remet au nouveau docteur quatre tasses d'argent que lui offre la ville⁽³⁾.

(1) A Rodez, les communes du Rouergue tenaient des réunions préparatoires et désignaient leurs représentants aux Etats de Languedoc. C'est ainsi qu'en vue de la réunion des Etats d'Albi, du 7 Décembre 1337, les communes du Rouergue avaient élu pour les représenter : Raymond Saumade et Raymond Metge pour la Basse-Marche, Guy de Voncs, Consul de Millau, et Jean de Capluc pour la Haute-Marche. La Haute-Marche avait pour capitale : Millau ; la Basse-Marche : Villefranche et le Comté, Rodez.

Les quatre châtellenies étaient : La Guiole, La Roque-Valsergues, Saint-Geniez, Cassagnes-Royaux ou Bégonhès.

(2) C C 418, C C 446.

(3) C C 389.

CONCLUSION

C'est dans l'éloignement des seigneurs qui furent ses premiers maîtres que l'on trouvera l'explication de l'obtention par la ville de Millau d'institutions consulaires, à une époque aussi reculée et accordées d'une façon si bienveillante.

Dans la suite de l'histoire, les événements voulurent que cet avantage ne se détruisît pas ; jamais Millau n'eut à subir le contrôle étroit, soit d'un seigneur résidant dans la ville même, soit des représentants des Rois d'Aragon, des Comtes de Toulouse, du Comte de Poitiers et, plus tard, du Roi de France.

Et c'est ainsi que les Consuls, forts de leur éloignement et de leurs précieux privilèges, restèrent les maîtres de la Cité, véritables seigneurs d'une seigneurie collective, vivant à l'abri de ses remparts d'un commerce et d'une industrie jalousement protégés.

Vu : Montpellier, le 15 Septembre 1938,

Le Président de la thèse,

P. TISSET.

Vu : Montpellier, le 20 Septembre 1938,

Pour le Doyen,

L'Assesseur :

BECQUÉ.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Montpellier, le 26 Septembre 1938,

Le Recteur,

PARISELLE.

Plèces justificatives

1^o) **Privilèges accordés en 1187 aux habitants de la ville de Millau
par Alfonse, roi d'Aragon, comte de Barcelone,
marquis de Provence et vicomte de Millau**

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis et nostræ matris ecclesiæ et catholicæ fidei, ex autoritate universæ potestatis nostræ et regimini nobis a cœlesti Rege concessi, ego Alfonsus, Dei gratia rex Aragonensis, comes Barchinonæ et marchio Provinciæ, fidelissimis nostris omnibus habitatoribus Amilianensis villæ presentibus atque futuris : eo quod plurimum nobis fideles et amicos per multa experimina nos et antecessores nostri semper eos percepimus alia⁽¹⁾ privilegia eis damus et concedimus et perpetuo volumus esse rata ut scilicet nullum chestum (nullum questum) vel toltam ab eis exigamus.

Item per arbitrium consulum et iudicis et conciliatorum curiæ, postquam inde clamorem acceperint volumus definiri quantum de justitiis placitorum curia habere debeat et in quem modum vel qua districtione fidei iussiones vel sacramenta placitantium compellantur, sive clamore accepto placitum fuerit executum in curia de quærimonia proposita, sive per alios fuerit definitum, vel alio modo causa fuerit extincta, in eorundem arbitrium relinquimus inducias causandi disponendas. Et si dominus curiæ cum privata de privato negotio litigaverit, more privatæ personæ hoc faciat. Volumus etiam ne clerici trahantur ad curiam nisi pro causis de quibus jus dictaverit eos ibi causaturos et ut de jure tractentur in ea.

Item ille adversus quem maleficiū factum fuerit vel proditio, si alium accusaverit de quo aliqua suspicio sit curiæ accusans præstabit sacramentum de calumnia, quod credit illum accusatum forefactum de quo eum accuset fecisse ; et exinde accusatus recipiet iudicium aquæ frigidæ. Si vero clamor vel accusatio maleficii propositi non pertineat ad personam accusantis, tractabitur de jure iudicium inter accusatum et accusantem iusta illud calumniantes ad vindictam possit⁽²⁾ similitudo suplicii.

In molendinis vero ultra punadeiram rectam quam dominus molendini debet habere de sextario non detur nec accipiatul ultra libram farinæ de sextario quocumque sint ibidem molendinarii vel submolendinarii vel alii nuncii, et propter hoc deferant et referant bladum et farinam et molant, et forniscant molienti. Et si bladum vel farida⁽³⁾ molientis occasione plus dandi deterioratum fuerit, restauret in dublum molendinarius vel ille que fuerit in culpa domino farinæ vel bladi damnum quod inde suscepit ; et qui plus quam dictum est dederit vel acceperit, det quinque solidos de justitia curiæ ; similiter ultra iustum fornicicum, scilicet de duobus sextariis ultra

(1) Variante : *talia*.

(2) Variante : *exposcit*.

(3) Variante : *farinam*.

tres obolos non detur de sextario nisi libra pistæ appensa quæ currit in Montepessulano, quotcumque sint ibi subfornarii vel alii nuncii, et propter hoc feratur et referatur pista et panis ad domum vel hospitium decoquentis, et si occasione plus dandi pista vel panis deterioretur, restauretur in dublum decoquenti ab eo qui fuerit in culpa.

Item si moriens testamentum fecerit, teneatur sive habeat hæredem sive non. Si vero hæredem non habeat et intestatus decedat, confiscabuntur bona ipsius completis exequiis ejus prout exigit pietas humanitatis : sed si habeat hæredem intestatus decedens, succedet ei hæres prout jure legali sancitum est.

Item constituimus ut captus vel capta in adulterio non currat de nocte sed de die ; et ne redimatur crimen illius pecunia ; et ne pro reatu mariti uxor non rea damnum sequatur, nec pro uxore rea maritus non reus aliquod damnum incurrat.

Item nolumus ut aliquis, postquam inde clamorem acceperit, guidet vel ducat aliquem qui debeat vel alio modo injuriatur alicui habitatori de villa sine licentia illius cui debet vel injuriatur ; et ille qui per seipsum non erit obnoxius alicui de villa vel non fuerit aquindatus vel diffidatus, possit venire securus ; volumus enim stratas et nundinas et fora segura esse et permanere.

Consulatum eos firmum ita volumus habere quod ille qui ad admonitionem consulum salva fidelitate nostra in eo non fuerit vel ipsum non juraverit, extunc non erit in nostro amore vel fiducia, nec volumus ut remaneat in villa. Concedimus namque sigillum commune consulibus et communi cum subscriptione nostra et sua et etiam vexillum nostrum. Et si aliquid occurrerit vel contingerit in quo arbitrium ipsorum nostrorum consulum necessarium sit, salvo jure curiæ, damus eis in totum arbitrandi libertatem pro fidelitate nostra et villæ et totius communis.

Si quis hoc rumpere voluerit, non valeat, sed sciat se iram et indignationem nostram incursum.

Actum est hoc apud Gerundam, kalendas aprilis anno domenicæ incarnationis millesimo centesimo octagesimo septimo.

Signum Alphonsi domini regis Arragonum, comitis Barchinonæ et marchionis Provinciæ, qui supradicta laudo et confirmo.

Berengarius Tarrachonensis episcopus.

Raymundus et Caledis, Barchinonæ decanus.

Signum Berengarii Nefredi subdiaconi qui hoc scripsit.

(Archives Municipales de Millau : A A 13 ; publié par DE GAUJAL, *Etudes Historiques sur le Rouergue*, I, p. 283).

::

2º) **Privilèges octroyés par Pierre II, en l'année 1200,**
aux Consuls de Millau

P. Dei gracia comes Amiliavi et marchio provincie, dilectis et venerabilibus suis consulibus et probis hominibus Amiliavi salutem et dilectionis constanciam. Fidelitatem et dilectionem vestram quam

erga personam nostram... pura liberalitate volenti animo exhibuistis bene cognovimus ; exinde autem cognovimus multa mala que pro nobis accipere non dubitastis. Unde vobis omnibus privilegia et consulatum et omnes alios bonos mores quos honorabilis pater meus vobis dedit, ita ego ... vestro bono intellectui dono, confirmo atque laudo. Insuper volo firmiter, instituo ut ille qui jure et diffinitiva sententia de clamore quem in curia mea silicet de Amiliavi fecerit in judicio condemnatus fuerit et justiciam et missionem sine omni retentu in integro per solvat. Alter vero qui condemnatus non fuerit immunis ab omni exequatione et ab omni justicia missione in fine cause data ...s exeat. Volo etiam ut bajulus meus presumere audeat [nullum donum] vel pro (?) justiciam illam vel missionem petere vel demandare usque in finem cause. Si quis autem hoc donum ut supradictum est infringere temptaverit iram atque indignacionem meam [cognoscat] se habiturus (sic). Actum anno domini M CC, mense februari, apud Tarasconem, in presencia G. Porcelleti et G. Ayg..... v.....dini atque ihos de G. Malta, R. d'Albi, R. Jovate et ego P. Virbal, qui de mandato domini mehi (sic) [scripsi] et hoc signum meum adposui die et anno ut super.

(Archives Municipales de Millau, A A 13).

::

**3º) Premières lignes d'une charte de Pierre II
incomplètement transcrite**

P. dei gracia rex Aragonensis, comes Barchinone et marchio provincie, fidelibus suis consulibus salutem. Attendentes et considerantes utilitatem nostram et tocius terre volumus et firmiter mandamus ne aliqua persona auctoritate aliqua possit abstrahere ammonam de terra nostra sine consensu et voluntate nostra. Et in hiis que ad honorem et utilitatem meam spectant diligentes estote et sollicite

(Archives Municipales de Millau, A A 13).

::

**4º) Privilèges accordés par Sanche,
comte et marquis de Provence, comte de Millau et de Vintimille,
à la ville de Millau, en 1203**

In nomine Domini Jesu Xristi, Ego S. Dei gracia comes et marchio provincie et comes Amiliavi et Ventimillie, dono et bono animo et voluntate concedo et volo fieri in villa Amiliavi fieri (sic) consulatum. Dono etiam et volo hominibus Amiliavi in perpetuum hanc liberalitatem, videlicet quod nullus homo det vel donet justiciam vel expensam in curiam quousque cause finiantur per judicium et diffinita causa condemnatus in jure liber (et) alium immunem a curia absque

omni expensa et justicia. Actor tamen non possit causam prolongare nisi per tre menses, reus vero per sex. Dono iterum et concedo quod omnis homo qui veniat cohabitare villam Amiliavi sit liber in omni vita sua præter in excubiis et exercitibus. Iterum dono quod omnis homo qui faciat comendam in villa Amiliavi eam immunem recuperet, nisi propria culpa corporis sui amitat, sit amicus vel inimicus. Si etiam bajulus ille quicumque sit habeat causam cum aliquo de villa, ille homo non det justiciam vel expensam nisi de jure fuerit condemnatus. Volo iterum et concedo quod nullus audeat se excusare ab excubiis vel munitionibus ville predictæ superius exclusis ab omnibus collectis. Et hoc donum facio ut omnis populus Amiliavi res meas et omnia jura mea fideliter semper servet et custodiat salva fidelitate mea. Datum in castro de Maraneges, anno ab incarnatione Domini M CC III, mense septembris, luna III, die veneris, in presencia P. Aones et B. Masa et Astorgeti de Prevenqueriis et B. Ricardi et R. Jovate et R. de Albi, G. de Sancto Romano, per manus magistri Johannis, notarii domini comitis S.

(Archives Municipales de Millau, A A 13. Ce texte a été publié, avec quelques variantes, par M. Jules ARTIÈRES : *Documents inédits sur la Ville de Millau*, page 43).

::

5º) Serment des Consuls

Aysso son los capitols que juron los senhors Cossols el tems que son elegits dins la gleia mage de Nostra Dona de l'Espinassa de Melhau.

1. — ET PERMIEIRAMEN VOS GARDARES, defendres et mantenres aitant cant poires de vostre bon poder los priviletges et las constitucios et costumaz et totas altraz libertats et franquessas d'esta viala et del cossolat et del communal.

2. — Et que comunialmen seres lials tant alz paures quant alz rics d'esta viala.

3. — Et gardares et deffendres los patus et la mayo comunial, et l'aiga de Vezobias am lurs pertenencias, et las caritaz que so gardadoiras alz cossolz, coma so Sanct Marc, l'Asencio, Sancta Caterina, Sanct Nicolau et la Guiraldessa, et aquela de Moss. Sanct Jaume, et la coffrairia, et l'obra de la gleia mage de Nostra Dona, elz dos pons, et l'hospital maje, et la enfermaria et l'hospital de La Broa, et lurs libertatz et franquessas, et la ordenansa novellamen facha sus lo fag des forns et fornatzes. Et non sostenres ny consentires que alcuna causa mobla et non mobla, cessas ho libertatz de las causas desobres dichas, am so que hy sia necessariu lauzimi *sive* lauzar delz cossols, sia vendut ho alienat en alcun cas ses cosselh et lauzimi de totz los sieis cossolz ho la major partida d'aquelz.

4. — Et pagares et fares pagar los deutes que los altres cossols vostres antecessors an fach, per razo et per causa del cossolhat, a-n-aquels als cals hom los deura ; et cobreres aita be *sive* far pagar deures los deutes que hom deu al cossolhat.

5. — Elz plagz elz negossis promogutz et comensatz per nom del cossolhat menares e persegres be et lialmen, et mantenres et defendres la permutacio facha lo tems passat entre moss^{or} Ramon de Roquafueilh, cavalia et cossol de Melhau, *una* am sos companhos, sus lo fach de las questios, las calas ero entre lo prior de Melhau et lo cossolhat.

6. — Et non penres, per vos ni per altres, per casses paucs ni (ny) grans, ny aussi pauc denguns salaris duran l'offici de vostre cossolhat, ni lo fares recebre ni sostenres que altre lo recepia *sive* prenga per vos ; et se sabias que fos pres, del redre.

7. — Et que tenres et fares tener los stabelimens vielhs et novels fagz et juratz per los cossols vostres predecessors et los stabelimens de revocar ho far revocar totas citatios et de non far contractz uzuraris dengus en calqua forma et manieira que sia. Et servares al ric et al paure de tot ce que vos poires et los gardares et deffendres de totz plagz, quanhes que sian.

8. — Et penres conte del comandador de l'hospital major et de la Broa et delz regidos de la confrairia et caritat de Sanct Jaume et de las altrás caritatx desobres dichas et del hobrier de la gleia de Nostra-Dona et delz regidos de la roda del lampezia de Sanct Marti et del sagresta de la gleia de Nostra-Dona, huna vegada l'an.

9. — Et ires prop ho luen, a la volhuntat delz cosselz secret et de l'esquilha, per lo cossolhat, a la despessa de la comunia et segon l'establimen qu'es seïns ; et que nengun home non penra per son travailh, hane prop ho luen, sian cleres ho altres, quanhes que sian ni calz que sian, ni penres per despessas ni per loguier de vostra bestia ni de vostre mesatge, mas sieys grosses d'argen fi de forta et bona moneda, tant solamen, lo jorn.

10. — Et fares et tenres l'establimen de levar lo Comu que si fara en vostre temps et segon que ez stablit et ordenat.

11. — Et creires lo cosselh *sive* cosselz ho la major partida d'aquelz.

12. — Et en aquest huffici de cossolat vos autres uzares ben et lialmen segon Dieus et vostras bonas consentias, et que tot enaisi ho tenres et de tot en tot ho servares en la forma et manieyra coma desobres ez dig et so prometes de far, se Dieus voz ajut ni aquest sanct sagramen, metten las doas mas sus la Cros et lo *te igitur*, per vos altres realmen et manualmen tocatz, empero en tot et per tot salva, gardada et conservada la fizaltat, honor, domayne et senhoria de nostre senhor lo rey de Fransa, al cal done Dieus bona vida et longa.

(Archives Municipales de Millau, A A 11, reproduit dans CONSTANS, *Le Livre de l'Epervier*, p. 163, et dans DE GAUJAL, *Etudes Historiques sur le Rouergue*, t. I, p. 288 ; les deux textes présentent des variantes).

6º) Criées annuelles

Aysso son las cridas acostumadas de far quascun an del voler del Cossolat.

1. — Aujas què vos fa hom assaber de part Mossenhor lo Jutge els senhors Cossols d'Amelhau que neguna pressona, de qualque condicio que sia, no sia tant ardida que auze intrar en ortz, en vinhas, en pratz, ni en altrás possessios, se sieus non eron, per penre, ni portar⁽¹⁾ algunas fruchas, lenhas herbas, brons ho....., ni deffar, ni trenquar algunas palissas ho autras clausuras de possessios, sotz pena del banh e de emendar la tala el dan donat ; els payres ho las mayres pagariau per lus effans, els maystres per lurs messatges, ses⁽²⁾ tota merce.

2. — Item que neguna pressona, de qualque conditio que sia, non auze far ramada ni mostral de rama à sa taverna, per vendre vi de sas rebieyras ho daltras possessios sias ho de altruy pressonas ; mas tan solamen metre senhals de cluegz als vis vermelhs e senhal blanc de papia ho de pergami, ho de tela linia al vi clar, coma es estat ordenat e acostumat, sotz pena de v. s. et de emendar la tala, ses tota merce.

3. — Item, que alcuna pressona, de qualque conditio que sia, non auze far femoras⁽³⁾ ni apastar porcs ho porcás ho truejas en carrieyras drechas, ni tener porcada ni alcus porx dins la val de la vila damelhau, senon quel tenguesson claus et sarratz dins aquo lur ; ni obrar am carbo de peyra, ni fondre cen dins los murs damelhau dayssi à la festa de St-Andrieu, sotz pena de v s., ses tota merce.

4. — Item que negus revendeyre non auze comprar ho fa comprar fromatges, hueus, fruchas, polalhas ho altrás causas manjadoressas per revendre dins los dexs de la vila d'Amelhau, entro que tiertia sia sonada e remazuda, sotz pena de perdre la causa aquel que la vendria, el compran lo pres de la causa, ses tota merce.

5. — Item, que alcuna pressona non auze comprar ni recebre de dias ni de nueg razins, en agras ho madurs, amellas, nozes, ho altres frugz ho causas, de pressona sospechoza de laqual fos semblans que no fos estat daquo sieu, sotz pena de v s. e de la causa coma desus, ses tota merce.

6. — Item que alcuna pressona, de qualque conditio que sia, non auze tezar. penre ni portar alcus pis ho teza, ni arrabar socas en la pineda de Barri, ni els autres patus de la vila d'Amelhau, sotz pena de xx s. e de emendar la tala, ses tota merce.

7. — Item que alcuna pressona, se non era del talh e de la cominia d'Amelhau, non si auze servir ni esplechar en alcuna manieyra de herbas, de lenhas, de teulas, d'aygas, ni daltras causas dels patus d'Amelhau, sots pena del ban, ses tota merce.

(1) Variante : *talar*.

(2) Variante : *senes*.

(3) Variante : *portar fems*.

8. — Item que alcus mazeliars ho altres quals que siau, non auzon tener ni far gardar per paysser alcun bestial gros ho menut dins la val d'Amelhau, en carrieyras ni en valatz ni en altres luex ho pasturals, se lurs non eron las herbas ont paysseriau, els luexs ont paysseriau, ho que ho aguesson comprat daquels delsquals seriau, dayssi à la festa de Totz Sans ; ni augre, ni sagnar en alcun dels mazels d'Amelhau ni en altres luexs publics dins la dicha vila d'Amelhau, sotz pena (d) aquels que fariau lo contrari del paysser del ban e de emendar la tala el dampnatge ; els autres que fariau lo contrari de augre e sagnar perdiau las carns, ses tota merce.

9. — Item que alcus mazeliars per se ni per altra pressona non auze vendre ni far vendre cars meligniosas, ni aretz, en alcuna manieyra, mas tant solamen à la taula acostumada ; ni bofar, ni farssar algunas carns, ni vendre carns frescas mas de i jorn à lendema, sotz pena de perdre las carns, ses tota merce.

10. — Item que alcus mazeliars non auze vendre ni far vendre cabras, boxz ho crestatz en alcu mazel d'Amelhau, mas el mazel acostumat de la Bocaria, exceptatz tan solamen los cabritz novels, sotz pena de perdre las carns, ses tota merce.

11. — Item que alcus peysonniers ho peysonnieyras, ho altres quals que siau que vendon peys fresc, non auzon la peys bofar ni farssar en alcuna manieyra, ni vendre peys fresc mas de las unas vespras entro à las altrás, sotz pena de x s. e de perdre la peys, ses tota merce.

12. — Item que alcuna pressona, de qualque conditio que sia, non auze lavar ni far lavar draps, porres, ortas, ni carns algunas, ni far ho metre per se ho per altrás pressonas algunas laisanas, en la fon majer, ni en la fon del Sant-Esperit, ni el griffo de Layrola, ni en la tina de Vezobias, ni els abeuradors de las dichas fons e griffo, ni de prop p. v canas, sotz pena de vii d.⁽¹⁾ per cascuna vegada, ses tota merce. Et aquometeus entenden del bezal et de la dos de Vezobias e dels valatz de la vila.

13. — Item que alcuna pressona, de qualque conditio que sia, no sia tant auzats ni tant arditz que auze layga de Vezobias ni de son corns ni de sos bezals per ont corre en alcun altre luec virar, retener ni turbar per pratz ni per ortz ni en altrás manieyras, ni far estancs ni toatz. E se fags y son ho meses alcus empagz que desturbon ladicha aygua de far son cors coma deu, que sia megat et ostat de tot en tot dins vii dias sotz pena de v s. e de pagar totz dampnatges e despes que sen esseguesson et que hom ho faria adobar als despes daquels e daquelas que fariau ho auriau fag lo contrari, ses tota merce.

14. — Item que neguna pressona non auze negunas bestias mortas ni neguna ordura ni oreretat metre ni gitar en los valatz, ni en las barbacanas, ni en las doguas, ni en las carrieyras publicas, ni metre bestial per paysse en los terrals dels valatz publicz de la dicha viala, sotz pena de x s., ses tota merce.

15. — Item que neguna persona, de qualque conditio que sia, no sia tant auzeda ni tant ardidá que auze vendre ni cotar blatz..... senon al sestayral del blat desta viala, sotz pena de lx s., pagadoira per lo comprador.

(1) Variante : *del banh*.

16. — Item que neguna persona, de qualque conditio que sia, non auze estendre negunas pels ni negus draps sobre el mur, ni sobre el muret... sotz pena de x s.

17. — Item que neguna persona, de qualque conditio que sia, no si auze entrametre de corrateria, mas aquel que ho a arendat, senes voluntat del arrendador, sotz pena de x s.

(Archives Municipales de Millau, F F. 58. Ce texte a été édité par M. J. ARTIÈRES, dans des *Documents inédits*, p. 24).

::

7º) Ordonnances de 1339

Las Ordenansas de la viala de Melhau et dels Cossels de la Malo Cominal.

L'an de l'encarnatio de Nostre Senhor Jesus Christ, que hom conta mial tres cens trenta nou, ha vintg et quatre del mes d'aost, Moss^{or} Felip, rey de Fransa per la gracia de Dieu, et tresque noble crestia renhan, conosco totz que las constitucios daval scrichas, ourdounansas et stabilimens foron publicatz en la gleisa parrochial de Nostra Dona de Lespinnassa de Melhau et juratz davan lo poble de la dicha viala ho la major partida d'aquel et legitz al pal de la dicha gleya per lo noble Ramun de Gozo, senhor de Gozo et cossol que ez de l'an prezen, davan tot lo poble, et juratz per los sobres digz cossolz, cosselhiers del cosselh secret et de l'esquilla, los calz eron totz prezens, vessens et aussens, los calz an jurat trastotz sus la cros et lo *Te igitur* elses tener et far tener, elses et lurs successors en los sobres digz ufficis gauzens per aras et en trasquetot autre tems endevenedor, garda, servir et non contrafar ni veni los calz stabelimens si ensego en aquesta forma et maneyra, la calha si ensec :

1. — Et premieiramen foug establitz et ordenat que sobres totas las autras causas, quanhas que sian, que nos totz sian bos, lialz, fizels et hubediens al sobres dig princep, non tant solamen nos, mas aussi tota la viala, et en tot et per tot quant nos farem ni direm ni ordenarem, volhem sus tot que sia gardada, conservada et mantenguda la ficeltat, honor, prefflech, domayne et senhoria del sobres dig princep en tot et per tot et altramen coma ez de far de drech et de rasso.

2. — Item que lo cosselh non auze tramettre en aucun loc nenguna persouna, quanha que sia, hen que capia ni tombe despessa d'argen, se donc que sia de voluntat del cosselh secret et de l'esquilla ; et se si fassia, que la despessa no fos ni hesser degues sobres lo comu, empero exceptam que, se mandamem ho novelas algunas venian ben cochat, que hom no pogues bonamen aver lo cosselh ho cosselz desobres digz, que adonc en aquel cas ne fosson mandatz prestamen sieys de cascu cosselh delz sobres digz, et en lur cosselh que elz assordenon sobres las bezounhas segon que lur sera havist, segon Dieus ni lur prudhomia ni a lhur sagramen.

3. — Item, foug mai exceptat que, se la causa era fort poderossa, la calha calgues tener fort amagada e secreta, si que per sabensa de trops ne pogues hessir alguns perilz, que en aquel cas sian appellatz aytans del cossel secret coma de l'esquilla, los calz assordenaran sobres la bezounha et altramen segon que lo cas requerira ha lur bon albiere, las calz personas elegidas per los cossols, los calz sian bos e sufficiens, et que non sian sospechozes a lhas besonhas que venran al cossolhat ni aussi pauc alz cosseilz desobres digz.

4. — Item, que quant aucun home sera trames per lo cosseilh ho per aquelz desobres digz, que quant el tournara, que fassa sa bona preffiecha relacio et entieira sans re pallia alz cossols, et non a deguns autres, ni aussy pauc al cosseilh de l'esquilla ; ni aitant pauc los cossols non ausson far relacio a nenguns altres, se no al sobres dig cosseilh de l'esquilla, se no que fosso cas que la causa fossa tant secreta que per tot publicar fossa perilh de la dessalar ; et en aquel cas los cossolz devo appellar sieis senhors del cosseilh secret et sieis de l'esquilla, an los calz los cossolz si aconselho se la causa si deura publicar al cosseilh general de l'esquilha ho no ; et ses teno del secret, que aquels asordenen sobre la causa segon lur bon albitre.

5. — Item aquelh trames, tant del despes quant del segre las besonhas, que fassa et far deja vertadieira relacio, et se si trovaba lo contrarii, que fos alongat a lha voluntat delz sobres digz cossolz.

6. — Item que nengus non auze, quant sera trames, far dengunas altraz causas, mas tant soletthamen aquelhas per que sera trames, se non hera ha proffiech de la cominautat ; exceptat que, si avia licentia delz sobres digz cossolz, los calz lo trametrian, que ho poguessa far, am so que no sia contra dengun home de la comunitat ni en prejudici de las causas per las calz el sera trames.

7. — Item que sia tengut empero de tot quant aura fach de corregir, que lo trames deja far relacio, coma dessobres ez asordenat, et redre totz documens, instrumens, cartas, processas, letras et totas altraz scripturas dedins dos jours apres sa venguda, non pong que sia contat lo journ que venra ; et aiso ajustat que tot home que fassa ni venga contra lo dig article, que aquesta correctio sia allongada a la volhontat del cosseilh de l'esquilha, ausidas las rassos del trames, dont volhem que lo cosseilh sia apelhat dedins huech jours per far aquesta causa.

8. — Item que tot home sia tengut d'anar luench o prep per la comunitat, e quar alcus, quant son eligitz, si excusso per aucunas necessitat, les calas dizon si aver de lurs personas et de lurs bes, que la scuzacio, se bona ez, que li sia amessa, et ses trovaba que la scuzacio que auria prepausada non fossa vertadieira, quant la prepausaria, que aquel fos alongat ho punit, a la volhontat del cosseilh de l'esquilha.

9. — Item que los regidos, comandaires, dounatz et mercenaris, que d'aisi avan se receupran am l'hospital mage de Melhau, sian resauputz et elegitz a la voluntat del cosseilh secret et de l'esquilha, et non en deguna altra forma ni manieyra, exceptat que los cossolz puesco a paures vergonhoses, am so que sian nadieus de la sobres

dicha vialha, far trametre almornas segon que as elz semblara, so ez almorna voluntieira et non perdurable, et non re mens que los cossolz, regidors, comandaires puesco far regir los membres de l'hospital a lur bona conscientia et prudhomia, et que alcus mercenariis non sian ressauputs que ajo alcus bes, se non que aquelz bes et aquelz que auran per tems endevedor et lur pouiran appartenir, per qualque manieira que sia, sian de l'hospital, ho al mens l'en dones tant per que l'hospital ho agues ben sal de donar la vida ; et d'ayso si fassa carta davan que sian ressauputz. Et se n'i a alcun ou halcuns ressauputz que hajo bes, que non los ages donatz a l'hospital, ho a d'autres que balho lur despessa largamen que l'hospital li fa, que sian gitzatz ho dono so que an ni auran en futur al dig hospital generallamen de tot en tot.

10. — Item que a redre los comtes des cossolz, de las caritatz, de l'hospital mager, sian et hesser deho los senhors del cosseilh secret, et aquel clocat, lo cosseilh secret, coma ez acostumat de far, et los senhors del dig cosseilh que sian continuadamen alz digz comtes, aquelz solamen que venran al comunial apres la cloqua, am so que negus delz altres non hi sian, se non tant solamen aquelz que venran lo premier jorn sonada la dicha cloqua, que non dejon esser alz digz comtes, se non que fos per delieurar los comtes et los debatz que d'aqui hisserian, ho ffos grandamen necessari, et may aussi be a cauza de tota sospecio, la cala hi poges endevenir, detz del cosseilh de l'esquilha delz plus sufficiens segon lur bona consciencia, los calz devo causir los senhors cossolz. Et quant los digz senhors del cosseilh secret et de l'esquilha serian ajustatz, totz juraran aqui meteus, la hun en presencia de l'autre, que elz be e degudamen si attendran alz contes ses fraus et ses barrat dengun, et aquo passabla et graciosamen penran en comte, el remanen gardaran et deffendran sus tot lo dreg del cossolat, et non faran re ni diran ni mantenran en denguna forma ni manieira per odi, enequitat, enveja, vengansa, parentella, affenitat, amistat, de promessio de tot en tot delaissatz. Et encontinen seran scrichs aquelses que venran lo premia jorn dels sobres digz detz helegitz (del sobres digz) ; et si n'i avia alcuns que aguesson tant grans bezonhas, davans que elses aurian jurat, que aquel ou aquels digon lurs besounhas aquy en presencia de totz, am so que non sian grandamen secretas ; et se so sufficiens, que lur sian pressas, et non en deguna altra forma ny manieira, am so que non sia secret ; et se hera grandamen secret, am so que sentiguessa que li fossa damnatge de ho revelar, que adonc volhem que aquel ou aquels ne sian cresegutz a lur sagramen, et adonc que los autres ajon los comptes coma desobres ez dig.

11. — Item que los comptes dels cossolz seran ressauputz desai la festa de la Maria Magdalena, exceptat que lo dig comte se puesca alongar per quinze dias utials tant soletamen. Et ayso sia que, se justa causa hi era ho i avia qua poges perrogar mai, segon que requeriran las causas que y auria espressadas, et aquestz alongis donaran aquelz que devon recebre *sive* ausir los sobres digz comtes, aitant en nombre aissi quant desobres es dich ni scrich.

12. — Item, que sian tengutz a redre los comtes de l'hospital mager, am so que sian redutz en la forma et manieyra coma desobres ez dig.

13. — Item, que sia tengut tot home de tota administratio altra, redutz los comptes, que sian quitatz los administrados ambes instrumen, de sinquanta floris ensus, per una carta, la calha faran los cossolz et conseilhiars ausens los comptes, et de cinquanta floris en aval, que sia scrich el libre del cossolat et de la ma del notarii, lo calh scrich volhem que valha aitant coma s'era instrumen ; la calh carta li sia baillada tota grossada al proprii despens del comu.

14. — Item, las capcios seran fachas per los senhos contengutz desobres digz, enaisi que auzitz los comtes, tantost si faran fa las taxacios, et que entro que sian fachas, non seran claus los comtes ni los cossolz non seran quitatz ; et de far aiso ben et lialmen ho juraran et altramen coma desobres es dich.

15. — Item que los cossolz ni cousselhias ni altres, quanhes que sian, que per degunas bezonhas que toco lo cossolat ni altraz, que non fassan ni far dejan denguns cosselz el luoc, se no tant soletamen dedins la maio comunal ho la nostra gleyssa sive capellha de Sanct Marti.

16. — Item, que denguns cossolz ni cosselhias, del cossel secret ny de l'esquilha, non auso ni deجو penre per comensa sive gatges denguna causa de nengun homme per besounhas que aja a delieurar al cosselh ni al cossolhat.

17. — Item, que nengun home del cosselh que non pueca veni al horde acostumat, que non sia alongat per los cossolz en causas criminalz ny altraz, et quand jurarian, que non lur sia preza lur exceptio.

18. — Item, que se si endevenia que en un an hi aguessa moltes cossolz novelz, los calz comenseson de penre lo sacramen, que aquel al qual sera mandat secretamen per los cossolz sera la festa general, et cascun delz altres pagaran quinze floris d'aur alha obra delz murs et delz fossatz sive vallatz.

19. — Item, que a tot cossol cascun an lur sia bailhat vintg floris d'aur, de bon aur et de bon pes a cascun, et que amb aco elz si deجو vestir de una belha et nobla portadura de draps roges et negres, la rauba et capairo tout d'un tros, la cala portadura es bona et belha, honrada, folrada et honesta, las calas raubas et cappayrous portaran tot l'an revolt et complit ; et que pagon et pagar dejon Comu, coma si troubara que deuran segon lur talh, tant de l'an de lur cossolat, quant delz altres ans apropp ensequens et venens.

20. — Item, que quant alcun home encolpara ho emblaymara hun altre que haja comes exces ha causa de fag ho de paraula tocan lo cossolat et los sobres digz cosselz ho lo Comu, que non sian ni hesser deجو cresegutz a lhurs paraulas de nenguns, se non que permieiramen a nos costes ferm de las causas denunciadas, que alaras fos appellat lo colpable et ausit en sas razos et deffensas tot al lonc ; et se bonas excusacios et deffensas el ha, que li sian presas ; et se convencut ez de alcun crim ho exces, que segon que aura fag, que sia punit et corregit a la voluntat del cossel secret et de l'esquilha. Et se tant hera que fos troubat que malvadamen fos estat encolpat ni accusat, que aussi be lo encolpaire sive denunciaire que fossa corrigit a la volhontat delz sobres digz cosselz et segon que lo cas seria. Et se tant

era que non fos troubat contra alcun home alcuna colpa mas tant soletamen per la deposessio de hun homme, que alaras fos appellat lo encolpat per si excusar de la colpa, et se aparia que aquela excusacio fossa bona et sufficien, et apareguessa esse mierz vertadieira que la colpa, que lo encolpan fos encrepat debes lo encolpat, lo innocen et non lo colpable.

21. — Item, que dengun home non sia gitat ni mal tractat del cosselh secret ni de l'esquilha, se donc que sia an voluntat dels digz cossols, los calz sian totz ensens ; empero noz volem, davan tota outra hobra, que partida hi sia appellada et ausida en sas rasos, deffensas et ignoscensas, se ges n'ia, trastot al lonc et al ple, davan que elz puesco ordenar ny determenar de l'en gitar ni spelir lo de leins. Et ausit qu'el sia trastot al long et veso qu'el sia colpable, que l'en geto ; et se vesso que sia ignocen, que lo laisso en la forma et manieira coma dessobres es dig. Empero nos volhem que aladonc lo reprengo per bonas rassos et per paraulas bonas et honestas, enaisi coma lo cas ho requerira ho emportara trastot al long. Empero noz volhem et exceptam que, despueis que seran trobatz colpablas et traites a la vialha, tant per raubamen d'arjen, de documens quant d'autres crims. los calz elz auran fagz, perpetratz ni messes asseffiech leyns, que tant cant l'arma lur batra dins lur cors ni vieuran en natura, que honcas jamais leyns non ajon a tener pe ni locs, ni ajon denguns audimentz leins en denguna forma ni manieira, aitant coma se jamais non eron estatz cossiliers delz sobres digz cosselz.

22. — Item, que la ellectio del cossel secret et de l'esquilha, es ordenat que si fasson an bon volher, conjet et licencia delz cosselhias delz cosselz desobres digz ho la major partida d'aqueiz.

23. — Item, que a totta sepultura de cors d'home que sia stat cossol, que sia sounat lo sen gros *sive* mager elz altres sens, coma ez accoustumat de far alz senhors del cossel secret, et aussi a lhurs molhers ; et aisso ez estat cossentit aytant quant toca al sobres dig cossolhat.

24. — Item, totz, tant del cosselh secret quant de l'esquilha, que sian tengutz d'anar et de tournar luen o prop a lha voluntat del sobres dig cossel et de l'esquilha, et aisso juraran se no que sia causa que elses aguesso tal scussasio quel cossel cognogues esser ametadoira.

25. — Item, que nengun home, tant del cossel secret quant de l'esquilha, que non auso ni de jo far denguna empresa de far certa electio de nengun home, per paraula, per fag, per signe, per scriptura, ni per persona interpausada ni altramen, en deguna manieira que saubessa, ni conoissensa s'en puesca aver sobres la electio, alz digz cossols, essemhs ho altramen. Et aquestas causas sobres dichas et altraz juraran sobres los quatre sancts evangelis ; et aquel que sera trobat a far lo contrarii, que aquel ho aquelz que hy seran trobatz a faire lo contrarii de tot so dessobres dig, que sian ben punitz a lha voluntat delz sobres digz cossol. Et se hera cas que degun home aguessa facha denguna empresssa per sagramen, per paraula ho en altra forma ni manieyra, que aquela non lur sia franca ni bona, et de tot en tot trincada et non vallabla, et que d'aquela d'aissi en avan degus non deja uzar en deguna forma ni manieira, quanha que sia.

26. — Item, que degun home del cosseil secret non se scuze ni scuzar deja de deniers ni de re de sos bes per son Comu, a causa del cosseil secret.

27. — Item, que dengun home non sia del cosseil secret, se donc que permiairamen sia del cosseil de l'esquilha.

28. — Item, que dengun home que non sia del cosseil secret et de l'esquilha non sia elegit cossol que premieiramen non sia estat des susd. cosseلز.

29. — Item, que non hi aja ni aver deja deguns cosseilhias delz sobres digz cosseلز en deguns temps endevenedor, que sian ni hesser dejon en denguna forma ni manieira graduatz, ni ajan degun gra, tant en leis quant en decretz, ni aussi pauc en deguns altres drechs, canonicz ho cevials, ny aussi pauc denguns notariis realz ny altres, se non tant solletamen hun per scribeure los apuinctamens laíns, ni aussi pac denguna persona que aja degun sagramen a nengun senhor ni as altra persona, se no tant soletamen leyns en la sobres dicha mayo comuna, et non en denguna altra part en denguna forma ny manieira, quanha que sia, se donc que sian nobles, borgeses, cambiadous, merchantz, mazelias, telhatias, borsias, mangounias, drapias, sabatias, surgias, fabres, teisseires, laboradors et altres, am so que sian habitans et nadios de la sobres dicha viala, et non altramen. Empero noz volhem et ordenam que en los sobres digz cosseلز, secret et de l'esquilha, non volhem, *aut* aras de novel per espres ho prohibem, que non hi aja ni aver hi deja denguns hommes foratas *sive* strangz, quanhes que sian, delz sobres digz cosseلز, se donc que ajon facha habitacios dedins la sobres dicha vialha de Melhau et per l'espassi de trenta ans et plus ; et so es per causa que hom conosca et cognoisser puesca et deja quanhe ez, ni s'es lial ho no, ni s'es home sufficien lo cal covenha ni stassa ni servisca ben leíns et so es per causa, se donc tot jorn davan totz los altres los propriis nadios de la sobres dicha vialla, loscalz tot jorn porto, et lurs predecessors an tot jorn portat, los charges et los grans affaires, los cals sont totz jorns dins la sobres dicha vialha tant de nuech quant de jorn, se donc que fossa cas que en la sobres dicha viala non s'en trobesso denguns delz sobres digz nadios, los cals non hi fosso conveniens ny aussi pauc suffeciens a lha ben gouvernar ni regir, a causa de mortalitatz et non altramen, en denguna forma ni manieira, quinha que sia.

30. — Item, que non hi aja home de quanh estat ho condicio qu'el sia, am so qu'el aja sagramen leyns, qu'el sia si ausat de far ni aussi pauc far, articular, ni aussi pauc depausar a l'encontra d'home delz sobres digz cosseلز per ma interpausada ni la hun a l'encontra de l'autre, se donc la hun l'autre maintenir coma fraires en totas e quantas causas, tant leyns que de foras. Et quant seria cas que los hus ho altres aurian mesfach a l'encontra de la comunitat, adonc la debo ben et hounestamen la hun l'autre repenre an paraulas bonas et honestas, et demostrat lur trastot al long en que an mesfag, et demostrat que lur ho ajo una ves, doas ves ou tres ves, et per so elses non s'en vueilho cessar, que adoncas elses los puniskon a lha voluntat delz sobres digz cosseلز secret et de l'esquilha, ho la major

partida d'aquelz, et altramen coma s'apartenra de ffar per drech ni per rasso.

31. — Item, que de aquesta hora en avan que entre los sobres digz cosselz que non hi aja ni aver i deja denguns debats ny questios entre los cosselias, los calz so ara de presen ni aussí pauc seran en degun tot autre tems endevenedor, ni plassa contra payssieira, ni carrieira contra carrieyra, ni la hun contra l'autre, se no que d'aquesta hora en avan que totsés sian et hesser dejan en bona pas, amor, concordia, et en tresque bona hunio, et que d'aquesta hora en avan que sesso totz processés, scripturas et plaidejarias, quanhes que sian, et totas rancos et nuejas, ponchas, malvestatz et discordias, las calas so et son stadás lo temps passat ni seran en lo temps endevenedor, se no totz hun corps, huna ama, huna voluntat tot jorn et bona pas et prefiecha amor, delexio et concordia, so ez a dire que so que los hus volran que los autres vueilho, am so que se fassa en bon drech et am bona, profiecha et lial rasso sus tout.

32. — Item, que totas e quantas vegadas que si tenra la cort real en la sobres dicha vialla, que tots los jorns hi aja et aver hi deja tot jorn de contun, et so sans falha, dos cossolz, delz calz so aras de presen ni seran en trasquedetot autre temps endevenedor.

33. — Item, que deguna persona que vueilha far ho far far per persona morta cap d'an, non volhem que si fassa clas degun se no que la dignitat de la persona ho requeriges, et adonc non volhem que ho fasso se donc an voluntat del cossel de l'esquila.

34. — Item, que cascun an totz los sobres digz cosselias, l'endema de la Sancta Trinitat, prestaran sagramen, aisi coma es acostumat de far lo temps passat. Et aqui metteys, per utilitat de la causa publica et per spedir lo negociis de la sobres dicha vialha, los calz cove a metre en cossel per los senhors cossolz et cosselhias, et car cloquada l'esquilha del cossel, los cosselliers adonc non venon prestamen, segon que los casses ho requero, et cove los trop attendre, noz ordenam que, claus lo cossel, encontinen que sera claus lo dig cossel, los senhors cossolz trametran lur scudie *sive* mesatge alz senhors cosselies de paissieira, per so car non auso prefiechamen clause lo cossel ; et demantenen que sera tournat, que los cossolz que so ni seran que alluco sive enflamo una petita candela de sera valhem mialha. Et se totz non so vengutz los digz cosselias davan que sia tota arduda, que adonc pago et pagar dejo cascun delz sobres digz dos grosses d'argen, de bona et forta moneda, et so sans toltá, merce et sans deguna gracia, se donc que ajan desescuza convenien et rasounabla. Et per so que aja melhor heffiech, totz los proffiechs que d'ayso poiran endevenir, los senhos cossolz, an consentimen delz sobres digz cosselz, ho an arrendat al sobres dig noble Guilhem Pellegrí, cossol que ez de l'an presen, la sobres dicha renda per lou pres de sieys lieuras tornezas per tot l'an, las calas dejo veni et aquelas convertir en oli, per alumenar la lampeza de la sancta veraia Cros del cloquia, ho per altra causa a ffar, aissi cant alz cossolz que aras so ni seran en trasquedetot autre temps endevenedor plaira de ffar, hanb aital ordenansa que totz aquelz que falhiran et recuzaran de pagar, que lo sobres dig noble Guilhem Pellegrí los

puesca far grava et far gitar gatges per pagar la dicha renda, et so sans alcuna gratia de dengus.

(Archives Municipales de Millau, A A 11. Ces ordonnances ont été publiées par CONSTANS, *Livre de l'Epervier*, p. 144).

::

8º) Etablissements de 1348

Aysso son los Establimens fags l'an MCCCXLVIII, lo jous après la festa de S. Johan Baptista que era a XXVI jorn del mes de Jun, per los senhors Cossols et Cosselh secret el Cosselh general de l'Esquila, coma daval si dira, am las modificatios daval escrichas, losquals jureron tener et servir los daval nompmatz.

1. — So es a saber : Que si et quant alcuna talha ho comu si empauzara en la mayo comunal per los Cossols el Cosselh coma es ordenat de far, que cascun an que comu ho comus si empauzaran als abitans et populars de la vila d'Amelhau que cascus siau retalhatz et lurs bes una vegada l'an tan solamen quar abasta una vegada en l'an esser retalhatz a creysser ho mermar segon lurs facultatz pausat que moltz comus fosson indigz dins l'an et l'annu. Et que a far losditz tals et comus et cohequar be et leyalmen siau presens los senhors Cossols et VI senhors del Cosselh secret que no siau Cossols et XII senhors del Cosselh de l'Esquila et may VIII prozomes que no siau de Cosselh, hos et leylals et de bona fama et opinio per losditz Cossols eligidors et apeladors. Et que totz Cossols et altres juron que be et leyalmen ostada tota affectio et odi fasson et cohecon lo comu et comus et talhas fazedors et empauzadors segon lur bona conssentia et que totz tenguesson secret. Et que quant la talha ho comu sera empauzat(z) et endig(z) que alcus hom ho femena de qualque condicio que sia que sen complangues no sia auzit(z) per se rebatre de son comu se non que venga al comunal davan lo Cosselh de l'Esquila jurar et far segon l'estatut novelamen et derrieyramen fag sobre aquest article de jurar et debatre aquels quels tenria per grevatz.

2. — Item que alcus del Cosselh secret ho del Cosselh de l'Esquilla mandat(z) et establitz per los Cossols a far et cohequar comus ho talhas non si puesca escuzar ny remaner que non venga al mandamen dels Cossols a far aquo et a cohequar be et leyalmen lo comu et comus alsquals sera apelat(z) ho mandat (z) per los Cossols segon sa bona conssentia ; et que jure aquo de far coma dessus es dig ; senon que aquel agues tal justa et vera escuzatio, senes frau et fallatia, que aquela saupuda per los Cossols excusatio coneguesson limetteus Cossols que vera et recebedoyra era aquela excusatio.

3. — Item quels comptes del hospital majer dels paupres de Xrist de la dicha vila d'Amelhau et de sos membres et borias seran redutz per aquels que tenon lo regimen et son deputatz per los

Cossols patros del dig hospital et senhors a regir lo dig hospital majer et sos membres et bes et quen serau per lo temps avenir als digz Cossols et als senhors del Cosselh secret et per els metteuses Cossols et Cosselh secret, coma es acostumat, receputz diligimen et fizelmen a lur bona conssentia en cascun an et cossolat doas vegadas, una so es a saber da la festa de Totz Sans entro a la festa de Nadal et altra vegada entre la festa de Pascas et de Panthacosta vas lo fenimen del Cossolat, coma sera vist fazedor als Cossols et Cosselh secret. Et los comptes de las IIII caritaz acostumadas de St Marc, de la Ascensio de Nostre Senhor, de na Ramunda Guiralda et de St Niquolau et de la Caritat hospital et coffrayria de mossenhor St Jacme et dels bassis et altraz officinas delsquals s'apertanh recebre comptes si recebrau una vegada l'an tant solamen coma es acostumat de far be et diligenmen per los senhors Cossols.

4. — Item que si s'atrobava que algunas causas dels dighs hospitals et lurs membres fosson perdudas ho alienadas per colpa ho negligentia d'aquels als quals la garda et regimen d'aquels seria baylat(z), que aquelas causas et bes fosson restituitz als digz hospitals et lurs membres per aquel ho aquels quen seriau en colpa ho negligentia et que a far la dicha restitutio siau compellit per los Cossols segon la bona leyaltat et conssentia dels metteuses Cossols.

5. — Item que lo compte dels Cossols antixs fenit lur cossolat sera auzit(z) et receput(z) per los Cossols et per lo Cosselh secret et per X senhors del Cosselh de l'Esquila de say la festa de la Magdalena exceptat que ho puescon prorogar per XV dias tant solamen, aysso sal que se era talz necessitatx quel dig temps si pogues prorogar per los senhors del Cosselh secret si per justas causas lur era vist fazedor.

6. — Item que los regidors de las Caritatz juron de esser diligens et curozes ad exigir et recobrar los deutes de las dichas Caritatz. Et si li deutor si volon componre et acordar am los regidors que ho puescon far am lo cosselh et deliberatio dels Cossols et del Cosselh secret.

7. — Item que tot Cossol borssier quant aura redut so compte coma dessus es dig sia quitat(z) et liberat(z) de sa administratio am public instrumen per los Cossols novels am cosselh d'aquels que serau estatx a recebre son compte et facha a luy quitansa aquel cossol deja et sia tengut(z) a redre et baylar als Cossols novels am sagramen quen preste son libri de sos comptes de recepta et de meza de son Cossolat et atressi totz altres escrigz et causas que agues tocans ho apertanhens lo Cossolat quals que fosson.

8. — Item que quant alcus sera trames(ses) foras la vila ont que sia prep ho luenh per los negossis del Cossolat que aquels quin que sia de dins VIII dias, quant sera retornat(z) de son viatge fassa als Cossols et al Cosselh sa relatio et reda compte et razo als Cossols de tot aquo que aura fag et despessat et lur reda totas letras, instrumens et escripturas et altraz causas que hagues tocans lo Cossolat, non contrastan quel Cossolat li degues et atressi reda pecunia s'en havia de sobras als Cossols ; et se d'aquo sieu havia despessat re, quel sia redut per los Cossols dins lo dig temps et restituit.

9. — Item que per alcuna pressona morta de qualque condicio que sia non auze alcus far festa ni covit senon tan solamen de personas del premier gra de parentela ho de affinitat, coma de payre ho de mayre, avi ho avia, filh ho filha, frayre ho sorre, suegre ho suegra, conhat ho conhada, genre ho nora, et atressi de pressonas estranhas que fosson vengudas per la sepultura de la pressona morta, ho de religioses et de preyles tant solamen.

10. — Item que alcus per alcuna pressona morta non auze far ny trametre alcun presen en alcuna manieyra de qualque gra que sia de parentela ho de affinitat de la persona morta ho altres que nol atanho re, et pausat que fos tals et en tal gra que y fos covidat(z) et que ley manges.

11. — Item que en novena d'alcuna pressona morta no siau am aquels que serau de l'hostal del mort per essolassat mas tan solamen IIII homes et IIII femenas de foras l'hostal et que aquels et aquelas siau mandatz per aquels del hostal del mort ho requistz, et en altra manieyra que alcus ni alcuna nols deja ni auze acompanhar a las dichas novenas. Et son entendens en alcuna manieyra per aysso en re derogar al coltivismen divi, ni a las almornas, ni a las libertatz de la glieya, mas tan solamen provesir a nostres trebals et destrixs.

12. — Item que alcus non auze anar a la glieya ni deja per batejar effan senon tan solamen am III companhos oltra lo compayre, se lo compayre ho la comayre non era estranhs ho estranha de tal estamen et conditio que son estamen requizes major companha.

13. — Item que alcus effans non sian portatz a la glieya per batejar mas tan solamen am IIII donas, oltra aquela quel portara, se lo compayre ho la comayre non era estranhs ho estranha et de tal estamen et conditio que son estamen requizes major companha.

14. — Item que alcus compayre ho comayre non auze donar ho trametre alcuna cauza a la comayre ni a son hostal per aquela ocasio, senon que segon sa bona consssientia lo donan el trameten conegues ho crezes quen agues obs et aquo quel dones et tramezes per almorna.

15. — Item que alcuna dona jazen de effan per se ni per altra persona non auze donar ni trametre foras de son hostal algunas fogassa ho fogassas ad algunas personas.

16. — Item que alcuna perssona non auze visitar algunas novias en festas de matrimonis per vesitatio am luns de cera, I ho moltz ; ni per las parts dels contrahens matrimoni non sia provezit de lum ho lums de cera als vezitadors foras lur hostal.

17. — Item que en las festas de Nadal alcus ho alcuna non auze trametre presen ho presens, se non a paupras personas per almorna.

18. — Item que alcus Cossol ho Cossols non puescon ni dejon alongar alcus del Cosselh ad an ho a lonc temps, mas tant solamen ad una vegada et ad I Cosselh.

19. — Item quels Cossols daras en avan non meton drap ho draps d'aur et entortas ad alcuna perssona mas a Cossol ho a Cossols tant solamen, se empero aysso no fazieu de cosselh dels senhors Cosselhiers del cosselh de l'Esquila.

20. — Item que tot home del cosselh secret et de l'Esquila que sia en sentencia de excommunia se fasson absolver et entro que sia absoltz no venga ad alcun cosselh, et se tant era que estes en sentencia de excommunication per I an revolt que daqui en lay fos alongat(z) de tot cosselh. Et en aquel cas los Cossols ne poguesson elegir altre en son luec per totz temps, se non quels Cossols coneguesson que la causa fes fals et am tal partida que non era sua la colpa que fos del Cosselh gitador(s).

21. — Item que als davan digz estatutz et ordenansas servadors et servadoyras li senhor clerc non siau astregz, mas tan solamen juxta la forma de l'antic sacramen per elz costumatz) prestar.

22. — Item que totz los altres senhors del Cosselh secret et del Cosselh de l'Esquila general liquial non son aras presens a las cauzas desus dighas et establidas siau tengutz de venir et jurar los sobredigz establimentz tener et servir coma desus si contenen, al mandamen dels Cossols, et se tant era que alcus y defalhisson que no volguesson venir et jurar los sobredigz establimentz al mandamen dels Cossols, que aquel et aquels quals que fosson per totz temps fosson alongatz de tot cosselh et que altre ho altres ne poguesson esser elegitz en luec d'aquel ho d'aquels.

23. — Item que los sobredigz establimentz puescon esser mudatz ho mitigatz ho emendatz et corregitz en tot ho en part ho de tot en tot revocatx per los Cossols el Cosselh secret el Cosselh de l'Esquila general qui aras son et que serau el temps avenir, endenayssi coma lur sera vist fazedor per totz temps.

24. — Item que todas las causas desus dichas, establidas et ordenadas, establiron et fezeron et far et establir volgron et affirmaron totz et cascus aqui presens, la honor et la fidelitat de nostre senhor lo Rey de Fransa salvas per totz temps, remanens et perseverans coma fizels a luy. Et sobrequetot que per las cauzas desus dichas, establidas et ordenadas, non volunt ni entendunt en alcuna maneyra derogar ni prejudicar a las almornas et als privilegis de la glieya.

(Archives Municipales de Millau, F F 43. Ce texte a été publié par M. J. ARTIÈRES, *Documents inédits*, p. 2).

BIBLIOGRAPHIE

AFFRE Henri, *Dictionnaire des Institutions, Mœurs et Coutumes du Rouergue*, Rodez 1903.

Le Consulat de Millau, Cahier des publications de la Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron, Rodez 1868.

ARTIÈRES Jules, *Annales de Millau*, Millau 1894-99.

Notice historique sur la Draperie de Millau (xiv-xviii^e siècle), 15^e volume des Mémoires de la Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron.

Millau, des temps préhistoriques au xiii^e siècle (Conférence), Millau 1921.

Millau, du xii^e au xvi^e siècles (Conférence), Millau 1924.

ASTRE Florentin, *De l'Administration Publique en Languedoc avant 1789*, extrait du recueil de l'Académie des Sciences de Toulouse, tome 22-23.

BONAL Antoine, *Comté et Comtes de Rodez*, Rodez 1885.

BOURGIN Georges, *Origines urbaines*, revue de synthèse historique, 1903.

BOUSQUET Henri, *Comptes consulaires de la Cité et du Bourg de Rodez*, Rodez 1926.

BOUTARIC Edgard, *Saint Louis et Alphonse de Poitiers*, Paris 1870.

BOVER, *Instituciones de Catalunya*, Barcelone 1896.

BRÉMOND, *Marseille au xiii^e siècle*, Marseille 1905.

CALMETTE Joseph, *La Société féodale*, Paris 1923.

Chroniques du Languedoc, Revue du Midi, 1875-79, cinq volumes.

CLOS Léon, *Recherches sur le régime municipal dans le Midi de la France au Moyen-Age*, Mémoire de l'Académie des Sciences de Toulouse.

COISSAC, *Le Consulat à Limoges au xiv^e siècle* (Thèse), Poitiers, 1937.

COUDERC C., *Bibliographie du Rouergue*, 2 volumes, Rodez 1931.

D'AIGREFEUILLE Charles, *Histoire de Montpellier*, 4 volumes, Montpellier 1875-82.

DECLAREUIL Joseph, *Histoire générale du Droit Français*, Paris 1925.

DECHELETTE Joseph, *Vases céramiques ornés de la Gaule romaine*, Paris 1904.

DOGNON Paul, *Institutions politiques du pays de Langue d'Oc, du XIII^e siècle aux guerres de religion*, Toulouse-Paris 1895.

DUPONT-FERRIER Gustave, *Les Officiers royaux des baillages et sénéchaussées et les institutions monarchiques locales en France à la fin du Moyen-Age* (Thèse), Paris 1902.

ESMEIN A., *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, Paris 1925.

FABREGAS Auguste, *Annales municipales de la Ville de Béziers*, 2 volumes, Béziers 1872-74.

FLACH Jacques, *Les Origines de l'ancienne France*, 4 volumes, Paris 1886-1917.

GASQUET A. L. U., *Précis des institutions politiques et sociales de l'ancienne France*, Paris 1885.

GAUJAL (Baron DE), *Etudes historiques sur le Rouergue*, 4 volumes, Paris 1858.

GAY, *Le Consulat du Vigan* (Thèse), Nîmes 1913.

GERMAIN A. C., *Histoire de la Commune de Montpellier*, 3 volumes, Montpellier 1851.

GLASSON Ernest, *Histoire du Droit et des Institutions de la France*, 8 volumes, Paris 1887-1903.

GOURY Georges, *L'homme des Cités lacustres*, 2 volumes, Paris 1931-32.

HERMET F., *Les graffites de La Graufesenque, près Millau* (Publication de la Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron), Rodez 1923.

JOUSSET P., *La France, géographie illustrée*, 2 volumes, Paris, Larousse.

LIMOUZIN-LAMOTHE R., *La Commune de Toulouse et les sources de son histoire*, Toulouse-Paris 1932.

LUCHAIRE Achille, *Manuel des Institutions françaises*, Paris 1892.
Les Communes françaises à l'époque des Capétiens directs, Paris 1930.

MARY-LAFON, *Histoire du Midi de la France*, Paris 1842.

MAULDE (DE) René, *Coutumes et Réglements de la République d'Avignon*, Paris 1879.

MICHEL Robert, *L'Administration royale dans la Sénéchaussée de Beaucaire au temps de saint Louis*, Paris 1910.

MISTRAL Frédéric, *Trésor du Félibrige*, dictionnaire provençal-français, Paris 1932.

MOLINIÉ, *L'organisation judiciaire, militaire et financière des Associations de paix* (Thèse), Toulouse 1912.

ORIOLA (D'), *Les Consuls de Perpignan* (Thèse), Perpignan 1912.

PIRENNE Henri, *L'origine des Constitutions urbaines* (Revue historique, t. III), 1893.

Les Villes du Moyen-Age, Bruxelles 1927.

PORÉE Charles, *Le Consulat et l'administration municipale de Mende*, Mende 1901.

La domination aragonaise en Gévaudan (Etudes historiques sur le Gévaudan), Paris 1929.

RAYNOUARD François, *Histoire du droit municipal en France sous la domination romaine et sous les trois dynasties*, 2 volumes, Paris 1829.

REY Dieudonné, *Etudes archéologiques sur le vieux Millau, Condatemag et la voie romaine*, Millau 1923.

RIVAIN, *Notice sur le Consulat et l'Administration Consulaire d'Aurillac*, Paris 1874.

RIGAL, *Mémoires d'un Calviniste de Millau*, Rodez 1911.

ROUQUETTE J., *Le Rouergue sous les Anglais*, Millau 1887.

Recherches historiques sur la Ville de Millau au Moyen-Age, Millau 1888-1890.

Histoire du Prieuré et de la Paroisse Notre-Dame de l'Espinasse de Millau, Villefranche-de-Rouergue 1866.

SAIGE et DIENNE, *Etude historique sur la Vicomté de Carlat*, Monaco 1900.

TOURTOULON Charles (DE), *La procédure symbolique en Aragon*, Montpellier 1868.

Jacme I^{er} le Conquérant, 2 volumes, Montpellier 1863.

VIOLET P., *Les Communes françaises au Moyen-Age*, Paris 1900.

Revue et Publications

Cahiers d'Histoire et d'Archéologie (Revue méridionale d'histoire, d'archéologie, etc... A Languier, Nîmes).

Journal de l'Aveyron (Carrère, Rodez).

Messenger de Millau, (Artières & Maury, Millau).

Procès-verbaux et Mémoires de la Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron (Carrère, Rodez).

Revue d'histoire du Droit français.

Revue historique du Rouergue (Imprimerie Catholique, Rodez).



Table des Matières

	Pages
<i>Avant-Propos</i>	7
Sources manuscrites	8
Sources imprimées	9
Introduction historique	11
I ^{re} Partie : Le Mouvement Communal	19
II ^{re} Partie : Les Origines du Consulat à Millau	25
III ^{re} Partie : Fonctionnement du Consulat à Millau	34
Organes de délibération. — 1°) L'Assemblée Populaire	34
2°) Le Conseil Général	36
a) Le Conseil de l'Esquile ...	36
b) Le Conseil Secret	38
Organe d'exécution. — Les Consuls	39
a) Election	40
b) Charges des Consuls	44
c) Reddition des Comptes	45
d) Le Consul boursier	45
e) Personnel du Consulat	46
1°) Le Messenger Consulaire ...	46
2°) L'Encantayre	47
Attributions judiciaires des Consuls ...	49
a) Compétence civile	50
b) Compétence pénale	52
Pouvoirs réglementaires des Consuls ..	58
Les finances du Consulat	66
A) Recettes	67
1°) Impôts	67
a) Impôts directs	67
b) Impôts indirects	71
2°) Revenus des biens commu- naux	72
3°) Emprunts	72
B) Dépenses	73

	Pages
Administration financière du Consulat .	74
Pouvoirs administratifs des Consuls ..	76
1°) Pouvoirs militaires	76
2°) Administration des biens com- muns	78
3°) Assistance, Instruction publique et Culte	79
4°) Autres attributions des Consuls	83
Conclusion	88

:::

Pièces justificatives

1°) Privilèges accordés en 1187 par Alfonse, roi d'Aragon	89
2°) Privilèges octroyés par Pierre II en l'année 1200	90
3°) Premières lignes d'une charte de Pierre II	91
4°) Privilèges accordés par Sanche, comte de Provence, de Millau et de Vintimille, en 1203	91
5°) Serment des Consuls	92
6°) Criées annuelles	94
7°) Ordonnances de 1339	96
8°) Etablissements de 1348	103
Bibliographie	107

